

## **CONSEIL**

**Cent septième session**

### **RAPPORT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015**



## TABLE DES MATIERES

	Page
RAPPORT DE LA DIRECTION .....	2
OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES.....	3
DONNEES FINANCIERES.....	6
ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL .....	11
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE .....	16
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE.....	17
ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES.....	18
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE.....	19
ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (PROGRAMMES D'OPERATIONS) .....	20
ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE (PROGRAMME ADMINISTRATIF – en francs suisses).....	21
NOTES AUX ETATS FINANCIERS .....	22
 APPENDICES	
Appendice 1 Contributions assignées (programme administratif) .....	59
Appendice 2 Contributions assignées restant dues (programme administratif) .....	63
Appendice 3 Etat de la performance financière par service .....	66
Appendice 4 Sources et application des revenus de soutien opérationnel .....	67
I. Général.....	67
II. Mécanisme de sécurité du personnel.....	68
III. Fonds de l'OIM pour le développement .....	69
Appendice 5 Dépenses par pays/lieu.....	70
Appendice 6 Fonds de prêt aux réfugiés .....	74
Appendice 7 Liste des contributions volontaires par donateur (programmes d'opérations).....	76
Appendice 8 Liste des contributions volontaires par donateur et par programme/projet (programmes d'opérations) (en anglais seulement) .....	78
Appendice 9 Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire du Guatemala .....	120

## RAPPORT DE LA DIRECTION



IOM International Organization for Migration  
OIM Organisation Internationale pour les Migrations  
OIM Organización Internacional para las Migraciones

Le 6 avril 2016

## RAPPORT DE LA DIRECTION

Le Rapport financier de l'OIM vise à garantir la transparence et l'accessibilité des informations financières de l'Organisation. Il est considéré comme un élément important du système d'obligation redditionnelle et d'intégrité financière de l'Organisation.

Les états financiers, les notes correspondantes et les informations connexes ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS), au Règlement financier et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation. Les contributions émanant des gouvernements et d'autres sources ont été utilisées uniquement aux fins pour lesquelles elles avaient été versées, lorsque celles-ci étaient expressément mentionnées. Toutes les opérations ont été dûment justifiées.

Le système de contrôle interne concernant l'information financière vise à fournir une assurance raisonnable à l'égard de la fiabilité de l'information financière et de l'élaboration des états financiers à des fins externes conformément au Règlement financier. Ce système comprend les politiques et les procédures qui : i) ont trait à la tenue de registres qui décrivent les opérations avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée ; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont inscrites de la manière voulue pour permettre l'établissement des états financiers, et que les encaissements et les décaissements sont effectués conformément aux autorisations de la Direction, dans le respect du Règlement financier de l'Organisation ; et iii) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de l'Organisation. Eu égard aux limites inhérentes à une organisation décentralisée, le contrôle interne de l'information financière ne permet peut-être pas de prévenir ou de déceler toutes les déclarations erronées.

A notre connaissance, ces états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de l'Organisation au 31 décembre 2015. L'OIM a communiqué au Bureau du Vérificateur général de l'Inde, nommé par le Conseil, toutes les informations pertinentes et l'accès convenus dans la mission de vérification des comptes. L'opinion du Vérificateur externe des comptes est reproduite à la page suivante.

William Lacy Swing  
Directeur général

Bruce Reed  
Directeur, Département de la gestion  
des ressources

Andrea Verhas  
Chef de la comptabilité

## OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

*Shashi Kant Sharma*      **CONTROLEUR ET VERIFICATEUR GENERAL DE L'INDE**

**N° 510 – /12-IR /2016  
Le 17 mai 2016**

**Monsieur le Directeur général,**

**Rapport du Vérificateur externe des comptes sur les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015**

J'ai l'honneur de vous communiquer les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015, que j'ai vérifiés et sur lesquels j'ai exprimé une opinion.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur général, les assurances de ma très haute considération.

**(Shashi Kant Sharma)**

M. William Lacy Swing  
Directeur général  
Organisation internationale pour les migrations  
17, route des Morillons  
CH-1211 Genève 19  
Suisse

**OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)****RAPPORT DU VERIFICATEUR INDEPENDANT**

**Au CONSEIL DE  
L'ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS REUNI  
POUR SA CENT SEPTIEME SESSION**

**Rapport sur les états financiers**

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), constitués de l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, de l'état de la performance financière pour l'exercice 2015, de l'état des variations des capitaux propres, du tableau des flux de trésorerie, de l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, de l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire, et des notes aux états financiers pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015, ainsi que d'autres notes explicatives.

**Responsabilité de la Direction dans l'établissement et la présentation des états financiers**

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers, en conformité avec les Normes comptables internationales pour le secteur privé (IPSAS). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation fidèle d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées ; ainsi que la formulation d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

**Responsabilité du vérificateur des comptes**

Notre tâche consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre vérification. Nous avons effectué notre vérification conformément aux Normes internationales d'audit, qui nous imposent de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les faits présentés dans les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes.

Une vérification des comptes consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir des éléments probants sur les montants et les informations figurant dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement du vérificateur des comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes résultant de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, le vérificateur des comptes prend en considération le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et à la présentation fidèle des états financiers, afin de définir des procédures de vérification appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité dudit contrôle interne. Une vérification des comptes comporte également une appréciation du caractère approprié des méthodes comptables adoptées et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même qu'une évaluation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**OPINION DU VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES (suite)****Opinion**

A notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisation internationale pour les migrations au 31 décembre 2015, ainsi que de sa performance financière et des flux de trésorerie pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015.

**Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires**

Par ailleurs, à notre avis, les opérations effectuées par l'Organisation internationale pour les migrations qui ont retenu notre attention ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, pour tous les aspects significatifs, conformes au Règlement financier de l'OIM.

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons établi un rapport détaillé sur notre vérification des comptes de l'Organisation internationale pour les migrations.

**Shashi Kant Sharma**  
**Contrôleur et vérificateur général**  
**des comptes de l'Inde**  
**Vérificateur externe des comptes**  
**New Delhi, Inde**  
**Le 17 mai 2016**

## DONNEES FINANCIERES

## APERCU GENERAL

1. En 2015, le total combiné des dépenses correspondant au programme administratif et aux programmes d'opérations s'est élevé à 1,594 milliard de dollars E.-U., soit une augmentation de 0,129 milliard de dollars E.-U. (ou 8,81 %) par rapport au résultat de 2014, qui se situait à 1,465 milliard de dollars E.-U..

Dépenses	Millions de dollars E.-U.		Différence	
	2015	2014	Dépenses totales %	Millions de dollars E.-U.
Programme administratif	45,8	44,0	0,12 %	1,8
Programmes d'opérations	1 548,3	1 421,0	8,69 %	127,3
<b>Total des dépenses pour l'exercice (compte non tenu des variations de change)</b>	<b>1 594,1</b>	<b>1 465,0</b>	<b>8,81 %</b>	<b>129,1</b>

2. Les augmentations les plus notables enregistrées au titre des programmes d'opérations concernaient les activités de migration et développement, notamment au Pérou (133 millions de dollars E.-U.) où les grands programmes d'infrastructure pour lesquels l'OIM fournit une assistance technique et administrative ont continué à se développer. Une augmentation considérable a été constatée pour ce qui concerne les activités de santé dans le contexte migratoire menées en Afrique (50 millions de dollars E.-U.), qui est principalement due à l'aide fournie aux migrants en réponse à la crise de l'Ebola. Des augmentations ont été enregistrées dans la plupart des secteurs de service au Moyen-Orient, principalement en raison des crises persistantes en Iraq et en République arabe syrienne. Les crises sévissant en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Yémen ont amené l'OIM à continuer de fournir une aide humanitaire considérable tout au long de 2015.

3. Cinq nouveaux Etats sont devenus Membres de l'OIM en 2015, portant à 162 le nombre total d'Etats Membres (contre 157 en 2014). Le nombre de projets financièrement actifs est passé à 2 760 pendant cette année (contre 2 400 en 2014). Au 31 décembre 2015, on dénombrait 1 980 projets actifs (contre 1 990 en 2014). En 2015, l'OIM a employé 9 282 membres du personnel (à l'exclusion des consultants) déployés dans 401 structures extérieures réparties dans le monde entier (contre 8 658 membres du personnel (à l'exclusion des consultants) déployés dans 404 structures extérieures en 2014). La majorité de l'effectif de l'OIM (97 %) continue de travailler sur le terrain, et seulement 3 % est basé au Siège à Genève.

4. L'OIM a reçu du Contrôleur et vérificateur général de l'Inde une opinion selon laquelle les états financiers, les notes correspondantes et les autres informations donnent une image exacte et fidèle de la situation financière pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015.

## PROGRAMME ADMINISTRATIF

5. Le programme administratif ne constitue toujours qu'une très petite partie de l'allocation budgétaire totale, s'élevant à seulement 3 % des dépenses combinées en 2015.

6. Au 31 décembre 2015, le total des contributions assignées restant dues s'élevaient à 5 705 901 francs suisses (contre 5 547 047 francs suisses en 2014), soit une hausse de 158 854 francs suisses. Sept Etats Membres ont conclu des échéanciers de paiement, qui représentent 654 862 francs suisses du montant total restant dû (voir la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2015 à l'appendice 2).

7. Bien que les contributions assignées restant dues aient relativement peu augmenté, la part du solde en souffrance correspondant au montant des sommes dues de longue date (contributions pour 2014 et les années antérieures) s'est accrue par rapport à l'année précédente de 611 013 francs suisses (contre une réduction en 2014 de 4 067 998 francs suisses principalement due à une reprise concernant un Etat Membre). Le total des contributions assignées restant dues nécessitant un provisionnement a ainsi augmenté, pour passer à 2 582 326 francs suisses au 31 décembre 2015 (contre 1 971 313 francs suisses en 2014).



**DONNEES FINANCIERES (suite)**

8. L'allocation du programme administratif pour 2015, constituée par les contributions assignées, s'est élevée à 42 587 417 francs suisses au total (contre 41 007 909 francs suisses en 2014). Les dépenses engagées au titre du programme durant l'exercice se sont élevées à 42 611 928 francs suisses, entraînant un dépassement de 24 511 francs suisses. Après intégration de l'augmentation précitée de la provision pour créances douteuses de 611 013 francs suisses, le programme administratif a affiché un déficit de 635 524 francs suisses (correspondant à 641 295 dollars E.-U.). Il convient de signaler qu'en raison du raffermissement persistant du dollar des Etats-Unis face au franc suisse, la valeur en dollar E.-U. des contributions assignées qui ont été reçues a diminué de 3 083 776 dollars E.-U., pour passer à 43 148 345 dollars E.-U. en 2015 (contre 46 232 121 dollars E.-U. en 2014). La partie administrative du budget bénéficie d'une couverture naturelle car de nombreuses dépenses sont effectuées dans la même monnaie que celle des revenus, à savoir le franc suisse.

**PROGRAMMES D'OPERATIONS**

9. La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2015 (C/106/17) prévoyait pour les programmes d'opérations de l'OIM des dépenses estimées à 1,551 milliard de dollars E.-U. sur la base des informations disponibles à l'époque.

10. Le total des dépenses engagées au titre des programmes d'opérations s'est accru de 127,3 millions de dollars E.-U., passant de 1 421 millions de dollars E.-U. en 2014 à 1 548,3 millions de dollars E.-U. en 2015, soit une augmentation globale de 9 %.

11. Comme le montrent les tableaux ci-après, l'accroissement des programmes de migration et développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, celui des activités de santé dans le contexte migratoire en Afrique, et le développement des activités en matière de migration régulée au Moyen-Orient ont été partiellement compensés par un léger recul des activités relevant d'autres catégories de services. En Europe, si les activités au titre de la migration régulée et du couple migration et développement ont diminué, l'augmentation de celles relevant de la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise s'est traduite par un accroissement global des dépenses dans cette région. En Asie et Océanie ainsi qu'en Amérique du Nord, la plupart des secteurs de services ont enregistré un léger recul. Les activités de migration assistée et les programmes de rapatriement ont quelque peu diminué en Asie et Océanie ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, respectivement, tandis que les activités au titre des politiques migratoires et de la recherche sont restées à un niveau de dépenses très proche de celui de l'année précédente. Les dépenses se rapportant aux activités relevant de la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ont représenté près de la moitié des dépenses totales de l'OIM engagées pour les programmes d'opérations.

12. Les représentations sur le terrain ayant enregistré les niveaux de dépenses les plus élevés ont été, par ordre décroissant : le Pérou, l'Iraq, la Colombie, le Soudan du Sud, l'Indonésie, la Jordanie et l'Afghanistan. Les dépenses totales par représentation sur le terrain sont indiquées à l'appendice 5.

13. Les dépenses totales, par secteur de services, sont résumées dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par secteur de services	Millions de dollars E.-U.		
	2015	2014	Augmentation/ (diminution)
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	759,8	778,7	(18,9)
Migration et santé*	149,9	131,8	18,1
Migration et développement	276,4	126,1	150,3
Migration régulée	257,5	284,1	(26,6)
Migration assistée	56,4	58,4	(2,0)
Politiques migratoires et recherche	3,9	4,4	(0,5)
Programmes de réparation	28,1	33,2	(5,1)
Appui aux programmes de caractère général	16,3	4,3	12,0
<b>Total</b>	<b>1 548,3</b>	<b>1 421,0</b>	<b>127,3</b>

\* Les questions de santé sont communes à tous les domaines d'action de l'OIM. Ces chiffres ne reflètent que les activités axées sur la santé des migrants et ne comprennent pas les dépenses de santé intégrées dans d'autres services.

## DONNEES FINANCIERES (suite)

14. Le total des dépenses par région est résumé dans le tableau suivant :

Programmes d'opérations Dépenses par région	Millions de dollars E.-U.		
	2015	2014	Augmentation/ (diminution)
Asie et Océanie	270,2	279,8	(9,6)
Afrique	349,2	308,0	41,2
Europe	196,0	193,0	3,0
Amérique latine et Caraïbes	418,2	342,4	75,8
Moyen-Orient	206,4	198,6	7,8
Amérique du Nord	23,1	27,3	(4,2)
Appui et services à l'échelle mondiale	85,2	71,9	13,3
<b>Total</b>	<b>1 548,3</b>	<b>1 421,0</b>	<b>127,3</b>

15. Les principales fluctuations par région et par secteur de services, telles qu'elles apparaissent dans les tableaux ci-dessus, peuvent être résumées comme suit :

- Les dépenses au titre de la gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ont diminué de 18,9 millions de dollars E.-U., principalement en raison d'un léger recul de l'aide humanitaire fournie aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Amérique latine et dans les Caraïbes, et d'une baisse modique en Asie et Océanie. En Europe, l'aide humanitaire fournie en Ukraine et en Turquie s'est accrue de manière notable.
- La progression enregistrée dans le secteur Migration et santé, à hauteur de 18,1 millions de dollars E.-U., est imputable à un accroissement des activités de promotion de la santé et d'assistance sanitaire auprès des migrants, principalement en Afrique dans le cadre de la riposte à l'Ebola, qui a été compensé en partie par une réduction des activités médico-sanitaires en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Les dépenses concernant le couple migration et développement ont augmenté de 150,3 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison de l'expansion d'importants programmes d'infrastructure au Pérou pour lesquels l'OIM fournit une assistance technique et administrative. Les activités de développement économique et communautaire se sont également accrues dans d'autres pays de la région Amérique latine et Caraïbes, ainsi qu'en Europe et en Afrique.
- Les dépenses au titre de la migration régulée ont diminué de 26,6 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'un recul des activités d'aide au retour à l'intention des migrants et des gouvernements en Europe, et plus particulièrement en ce qui concerne le retour volontaire et la réintégration en raison de difficultés liées au mécanisme de financement dont l'OIM ne peut en aucune façon être tenue responsable. Les activités au titre de ce secteur de services ont repris à la fin de 2015 dans la plupart des pays d'accueil intéressés. Un recul notable des activités de migration régulée a été enregistré en Amérique du Nord, qui a été compensé par une augmentation des activités dans d'autres régions.
- En ce qui concerne la migration assistée, les dépenses ont diminué de 2 millions de dollars E.-U.. Un recul des activités dans ce domaine a été enregistré en Asie et Océanie en raison de l'achèvement d'un projet pluriannuel visant à fournir un soutien éducatif à des enfants étrangers, qui a été principalement compensé par une augmentation constante des activités de formation et d'intégration des migrants en Amérique latine et dans les Caraïbes.
- Les activités au titre des politiques migratoires et de la recherche se sont poursuivies en 2015 sans différence notable par rapport à l'année précédente.
- Les programmes de réparation ont enregistré une diminution de 5,1 millions de dollars E.-U., essentiellement en raison d'un léger recul des activités connexes en Amérique latine et de l'achèvement de plusieurs activités en Europe visant à améliorer les conditions de vie des survivants roms de l'Holocauste.

**DONNEES FINANCIERES (suite)**

16. Le résultat net des programmes d'opérations à la fin de 2015, selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), se présente comme suit :

- a) Un report de 1 694 704 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 2 831 348 dollars E.-U. en 2014). Le montant reporté a diminué de 1 136 644 dollars E.-U. en raison de plusieurs problèmes de sécurité et situations d'urgence durant l'année, y compris des évacuations du personnel et une attaque contre le Bureau de l'OIM en République centrafricaine.
- b) Une augmentation de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 2 702 921 dollars E.-U. (contre 8 795 643 dollars E.-U. en 2014), portant le montant total de la réserve à 25 008 537 dollars E.-U..

17. Les revenus de soutien opérationnel se composent de la commission pour frais généraux liés aux projets et des revenus divers (contributions sans affectation spéciale versées par les gouvernements, intérêts créditeurs nets et autres revenus). Ils sont utilisés pour assurer le financement des structures de base et autres besoins prioritaires de l'Organisation que ne couvre pas la partie administrative du budget.

18. Etant donné l'initiative de réforme budgétaire adoptée par le Conseil en novembre 2013, actuellement mis en œuvre sur une période triennale (2014-2016), le budget des revenus de soutien opérationnel a été fixé pour l'exercice à 65 millions de dollars E.-U.. Le montant de ces revenus varie d'une année à l'autre, les revenus tirés de la commission pour frais généraux variant selon le volume des activités déployées. C'est pourquoi des fonds peuvent être retirés de la réserve de revenus de soutien opérationnel si le montant des revenus de soutien opérationnel disponible à la fin de l'exercice financier est inférieur au montant budgétisé.

19. Le montant réel des revenus de soutien opérationnel, non compris la part affectée à la sécurité du personnel, s'est élevé à 59,1 millions de dollars E.-U. (contre 56,6 millions de dollars E.-U. en 2014), tandis que la partie de la commission pour frais généraux affectée à la sécurité du personnel s'est élevée à 11 millions de dollars E.-U. (contre 10,8 millions de dollars E.-U. en 2014), ce qui porte le montant total des revenus de soutien opérationnel en 2015 à 70,1 millions de dollars E.-U. (contre 67,4 millions de dollars E.-U. en 2014). Ce montant effectif de 70,1 millions de dollars E.-U. a dépassé de 5,1 millions de dollars E.-U. le budget total des revenus de soutien opérationnel (65 millions de dollars E.-U.). Cet excédent est imputable à des rentrées, plus importantes qu'il n'était prévu, provenant de la commission pour frais généraux liés aux projets, ainsi que de contributions sans affectation spéciale versées par des gouvernements. Dans l'appendice 4.I, les ressources inscrites au budget sont mises en regard des sources réelles et de l'application des revenus de soutien opérationnel en 2015. Voir aussi l'appendice 4.II - Mécanisme de sécurité du personnel.

20. En application de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, l'excédent de revenus de soutien opérationnel est versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel après : a) application des dispositions relatives au Fonds de l'OIM pour le développement et au mécanisme de sécurité du personnel ; et b) comblement de tout déficit non budgétisé et imprévu au cours de l'exercice. Compte tenu de ces critères, les revenus de soutien opérationnel additionnels de 5,1 millions de dollars E.-U. ont été alloués comme suit :

- 0,6 million de dollars E.-U. - Cette somme a dû être affectée au mécanisme de sécurité du personnel. Voir l'appendice 4.II - Mécanisme de sécurité du personnel.
- (1,4 million de dollars E.-U.) - Cette somme a dû être allouée à l'appui des Etats Membres en développement et de ceux dont l'économie est en transition au titre du Fonds de l'OIM pour le développement (ligne 2), pour utilisation en 2016.
- 5,9 millions de dollars E.-U. - Cette somme a été allouée aux déficits de projet imprévus, essentiellement dus à des dépassements budgétaires concernant certains projets, et à des dépenses de projets jugées irrecevables par les donateurs. La plus grande partie du déficit concerne : a) un important projet de développement financé par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) en Afghanistan, qui s'est achevé en 2015 ; et b) des dépenses irrecevables afférentes à des interventions humanitaires au Mali pendant les crises qui ont secoué le Sahel en 2013 et en 2014.

**DONNEES FINANCIERES (suite)**

- (2,7 millions de dollars E.-U.) – Cette somme représente les économies nettes réalisées sur le poste du budget correspondant aux services d'appui non inscrits au budget, du fait de dépenses réelles inférieures au montant total budgétisé.
- 2,7 millions de dollars E.-U. – Conformément à la résolution du Conseil, le montant restant de 2,7 millions de dollars E.-U. a été versé dans la réserve de revenus de soutien opérationnel.

<b>Affectation de l'excédent de revenus de soutien opérationnel</b>	<b>Référence</b>	<b>Millions de dollars E.-U.</b>	
Réserve de revenus de soutien opérationnel	Appendice 4.I		2,7
Mécanisme de sécurité du personnel	Appendice 4.II		0,6
Fonds de l'OIM pour le développement	Appendice 4.III		(1,4)
Montant total des déficits de projet imprévus	Note 31/appendice 4.I	5,9	
Economies réalisées sur des activités non inscrites au budget, nettes du prélèvement non utilisé de 1,2 million de dollars E.-U. sur la réserve de revenus de soutien opérationnel	Appendice 4 .I	(2,7)	3,2
<b>Total de l'affectation de l'excédent</b>			<b>5,1</b>

## ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

### CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

21. L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Des amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989, et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. Elle compte actuellement 162 Etats Membres (contre 157 en 2014).

22. Les organes de l'Organisation sont le Conseil et son sous-comité, le Comité permanent des programmes et des finances, ainsi que l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif a été aboli par l'entrée en vigueur, le 21 novembre 2013 (voir la résolution du Conseil n° 1262), des amendements à la Constitution adoptés le 24 novembre 1998 à la soixante-seizième session du Conseil (résolution n° 997). Le Comité permanent des programmes et des finances, en sa qualité de sous-comité du Conseil, est ouvert à l'ensemble des Membres. Depuis l'adoption de la résolution du Conseil n° 1263 du 26 novembre 2013, il assume les fonctions exercées précédemment par le Comité exécutif.

23. L'Administration, qui comprend un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif est déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction de l'Organisation, conformément à la Constitution et aux orientations et décisions du Conseil et du Comité permanent des programmes et des finances. Le Directeur général, qui est la plus haute autorité de l'Administration, ainsi que le Directeur général adjoint sont élus par le Conseil pour un mandat de cinq ans.

### BUTS ET FONCTIONS

24. L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société. Elle s'efforce de : contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration, promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration, et veiller au respect effectif des droits humains et au bien-être des migrants.

25. Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont les suivants :

- Prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée ;
- S'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir ;
- Fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation culturelle, des examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation ;
- Fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour permettre la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti ;
- Offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts concernant les questions de migrations internationales, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

**ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

26. Conformément à la Stratégie de l'OIM, adoptée par le Conseil en juin 2007 et réexaminée tous les trois ans, l'OIM a pour but premier de faciliter la gestion ordonnée et respectueuse de la dignité humaine des migrations internationales. S'appuyant sur son savoir-faire et son expérience, et en coordination avec d'autres organisations internationales, elle continue d'œuvrer en sa qualité d'organisation mondiale chef de file plus particulièrement dans le domaine de la gestion des migrations. L'Organisation continuera de traiter le phénomène migratoire dans une perspective holistique intégrale, notamment du point de vue de ses liens avec le développement, afin d'en tirer tous les avantages possibles et d'en atténuer les effets négatifs. Pour y parvenir, agissant à la demande des Etats Membres ou en accord avec eux, l'OIM mettra essentiellement l'accent sur les activités suivantes :

1. Fournir des services sûrs, fiables, souples et efficaces par rapport à leur coût aux personnes ayant besoin d'une assistance internationale en matière de migration.
2. Renforcer la gestion humaine et ordonnée des migrations et le respect effectif des droits humains des migrants, conformément au droit international.
3. Offrir aux Etats, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et à d'autres parties prenantes des conseils spécialisés et un appui en matière de recherche, de coopération technique et d'opérations, de façon à renforcer les capacités nationales et à faciliter la coopération internationale, régionale et bilatérale en matière migratoire.
4. Contribuer au développement économique et social des Etats par la recherche, le dialogue, la mise au point et la réalisation de programmes liés aux migrations et ayant pour objet de tirer tous les avantages possibles des migrations.
5. Aider les Etats, les migrants et les communautés à relever les défis de la migration irrégulière, notamment par la recherche et l'analyse des causes profondes, par le partage d'informations et la propagation des meilleures pratiques, et par la recherche de solutions privilégiant le développement.
6. Servir de pôle de référence essentiel en ce qui concerne l'information sur les migrations, la recherche, les meilleures pratiques, ainsi que la collecte, la compatibilité et l'échange de données.
7. Promouvoir, faciliter et appuyer le débat et le dialogue sur la migration à une échelle tant régionale que mondiale, notamment à l'occasion du Dialogue international sur la migration, aux fins de favoriser la compréhension des opportunités qu'elle offre et des défis qu'elle pose, d'aider à déterminer et à élaborer des politiques efficaces permettant de relever ces défis, et de recenser les approches globales et les mesures susceptibles de faire progresser la coopération internationale.
8. Aider les Etats à faciliter l'intégration des migrants dans leur nouvel environnement et à susciter l'engagement des diasporas, entre autres comme partenaires du développement.
9. Prendre part aux réponses humanitaires coordonnées dans le contexte des dispositions interinstitutions en la matière et fournir des services de migration dans d'autres situations de crise ou d'après-crise, s'il y a lieu, selon les attentes des personnes concernées, contribuant par là à leur protection<sup>1</sup>.
10. Entreprendre des programmes facilitant le retour volontaire et la réintégration des réfugiés, des personnes déplacées, des migrants et autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, en coopération avec d'autres organisations internationales compétentes s'il y a lieu, et en tenant compte des besoins et des préoccupations des communautés locales.
11. Aider les Etats à mettre au point et à réaliser des programmes, des études et des expertises techniques visant à lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des personnes, notamment des femmes et des enfants, d'une manière conforme au droit international.
12. Appuyer les efforts des Etats dans le domaine de la migration de main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne les mouvements de courte durée, et d'autres types de migration circulaire.

---

<sup>1</sup> Même si l'OIM n'a pas de mandat de protection juridique, il n'en reste pas moins que ses activités contribuent à la protection des droits de l'homme, et qu'elles ont pour effet ou pour conséquence de protéger les personnes concernées par la migration.

## ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

### STRUCTURE

#### Siège

27. Le Siège est chargé de formuler la politique institutionnelle, des directives et une stratégie, d'établir des normes et des procédures de contrôle de la qualité et de superviser. Il est composé des quatre départements ci-après, placés sous l'autorité du Bureau du Directeur général :

- Département de la coopération internationale et des partenariats
- Département de la gestion des migrations
- Département des opérations et des situations d'urgence
- Département de la gestion des ressources.

28. Le Département de la coopération internationale et des partenariats est chargé d'appuyer et de coordonner les relations de l'Organisation avec ses Etats Membres, les organisations intergouvernementales, la société civile et les médias. En outre, il donne des conseils et apporte un appui en ce qui concerne les relations avec les donateurs gouvernementaux, multilatéraux et ceux du secteur privé. Le Département dirige et coordonne les activités de forum de l'OIM, notamment le Dialogue international sur la migration, le soutien apporté par l'OIM aux processus consultatifs mondiaux et régionaux, ainsi que la préparation des sessions annuelles des organes directeurs de l'Organisation. Il est également responsable des fonctions de communication et d'information de l'OIM. L'une des tâches principales du Département consiste à faire fonction de premier interlocuteur des partenaires extérieurs, répondant aux demandes de renseignements, organisant des réunions d'information et, plus généralement, fournissant des informations sur l'Organisation.

29. Le Département de la gestion des migrations définit les lignes d'action des bureaux extérieurs, formule les stratégies mondiales, fixe les normes et veille au contrôle de la qualité. En outre, il gère les connaissances relatives aux « grands » secteurs de la migration, dont la migration de main-d'œuvre et la migration assistée, le couple migration et développement, la lutte contre la traite, le retour volontaire assisté, la santé dans le contexte migratoire, l'aide aux migrants vulnérables, la gestion de l'immigration et des frontières, et le renforcement général des capacités en matière de gestion des migrations. Il gère aussi le Fonds de l'OIM pour le développement.

30. Le Département des opérations et des situations d'urgence est chargé de la supervision des activités de l'OIM mises en œuvre dans les domaines suivants : réinstallation, transport, logistique, préparation et réponse aux crises migratoires et aux situations d'urgence humanitaire par des mesures transitoires et de redressement. Il coordonne la participation de l'OIM aux réponses humanitaires et fournit des services de migration dans des situations d'urgence ou d'après-crise en vue de répondre aux besoins des personnes et des communautés déracinées, contribuant ainsi à leur protection.

31. Le Département de la gestion des ressources est chargé de formuler et d'appliquer les politiques en matière de ressources humaines et financières et de technologie de l'information dont l'Organisation a besoin pour exécuter ses activités avec efficacité. Il conçoit et applique des mesures propres à garantir une gestion saine des finances et des ressources humaines ; formule des propositions financières et budgétaires en vue de leur diffusion auprès des parties prenantes internes et externes ; coordonne les politiques administratives et financières et celles concernant la technologie de l'information et les ressources humaines ; et assiste le Directeur général dans la prise de décisions concernant la gestion globale.

#### Hors Siège

32. Les bureaux extérieurs de l'Organisation se répartissaient en 2015 en trois grandes catégories :

- Les bureaux régionaux
- Les bureaux spéciaux de liaison
- Les bureaux de pays

33. En 2015, neuf bureaux régionaux ont supervisé, planifié, coordonné et appuyé les activités de l'OIM dans leur région. Ils étaient chargés d'examiner et d'approuver les projets, et d'apporter un soutien technique aux bureaux de pays, notamment en matière d'élaboration des projets.

## ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

34. Les deux bureaux extérieurs ci-après, chargés d'assurer la liaison avec des organismes multilatéraux, sont désignés bureaux spéciaux de liaison en reconnaissance de leur rôle important dans ce domaine : Addis-Abeba (Ethiopie), pour assurer la liaison avec l'Union africaine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et l'Autorité intergouvernementale pour le développement ; et New York (Etats-Unis d'Amérique), en tant qu'observateur permanent auprès des Nations Unies.

35. L'OIM dispose d'un réseau mondial de bureaux de pays et de bureaux auxiliaires qui mettent en œuvre un large éventail de projets visant à répondre à des besoins migratoires spécifiques. Ces bureaux sont financés essentiellement par le budget des projets qu'ils mettent eux-mêmes en œuvre.

36. Pour garantir l'efficacité des appels de fonds et des relations avec les donateurs, certains bureaux de pays qui coordonnent une importante partie du financement des activités de l'OIM déployées à l'échelle mondiale (Berlin (Allemagne) ; Helsinki (Finlande) ; Tokyo (Japon) ; et Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique)) sont chargés de responsabilités additionnelles aux fins de mobilisation des ressources.

37. Il existe, à l'intérieur des grandes régions géographiques couvertes par chaque bureau régional, des réalités migratoires sous-régionales. Certains bureaux ont le statut de bureau de pays à fonctions de coordination pour s'occuper de ces dynamiques migratoires particulières. Les cinq bureaux de pays à fonctions de coordination et leur couverture géographique sont : Astana (Kazakhstan), pour l'Asie centrale ; Bangkok (Thaïlande), pour l'Asie du Sud ; Canberra (Australie), pour le Pacifique ; Georgetown (Guyana), pour les Caraïbes ; et Rome (Italie), pour la Méditerranée.

### Centres administratifs

38. Les deux centres administratifs de l'OIM, situés aux Philippines et à Panama, sont considérés comme des annexes du Siège, en application de l'engagement pris par l'Administration de gérer la croissance de l'Organisation sans avoir à trop recourir à de nouvelles ressources.

39. Le Centre administratif de Manille, aux Philippines, joue le rôle de centre d'appui administratif et informatique pour les activités de l'Organisation.

40. Le Centre administratif de Panama, à Panama, apporte un soutien administratif aux bureaux de l'hémisphère occidental, et fournit certains services de soutien à l'échelle mondiale, y compris un appui au personnel sur le terrain.

## DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES

41. En 2015, comme les années précédentes, on dénombrait sept secteurs de services : Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise ; Migration et santé ; Migration et développement ; Migration régulée ; Migration assistée ; Politiques migratoires et recherche ; et Programmes de réparation. Ces secteurs de services sont complétés par la catégorie Services et appui aux programmes de caractère général. Tous les projets de l'OIM entrent dans l'un de ces domaines d'activité.

42. **Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise** : Les projets relevant de ce secteur de services consistent à organiser les mouvements sûrs, ordonnés et financièrement avantageux des réfugiés, migrants, migrants de retour et autres personnes retenant l'attention de l'Organisation, et à veiller à ce que l'aide apportée aux migrants forcés et aux communautés d'accueil en matière de préparation aux situations d'urgence et de réponse aux catastrophes naturelles, de gestion et d'atténuation des conflits, de gestion des connaissances, de coordination au sein des groupes sectoriels et de gestion de la logistique suive une approche intégrée. L'un des principaux programmes de mouvements, mis en œuvre par l'OIM pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 1950, est le Programme de réinstallation de réfugiés (USRP). Les projets et programmes relevant de cette catégorie de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : aide à la réinstallation ; traitement à l'étranger ; aide au rapatriement ; stabilisation communautaire ; personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; ex-combattants ; et soutien en matière électorale.



**ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

43. **Migration et santé** : Ces projets visent à répondre aux besoins des Etats Membres en matière de gestion des aspects sanitaires de la migration, et à favoriser l'adoption de politiques fondées sur des faits et des programmes intégrés de santé préventifs et curatifs qui profitent et sont accessibles de manière équitable aux migrants vulnérables et aux populations mobiles. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : évaluation sanitaire dans le contexte migratoire et assistance sanitaire durant le voyage ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; et assistance sanitaire aux populations migrantes vivant une situation de crise.

44. **Migration et développement** : L'OIM s'emploie depuis longtemps à maximiser les liens positifs entre la migration et le développement dans son action. A une époque où la mobilité humaine atteint des niveaux jamais encore égalés, le besoin de mieux faire comprendre les liens entre la migration et le développement apparaît particulièrement urgent, tout comme celui d'agir de manière pratique pour renforcer les avantages que la migration offre dans une optique de développement et mettre au point des solutions durables face aux situations migratoires problématiques. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration et développement économique/communautaire ; renforcement des capacités par le retour et la réintégration de nationaux qualifiés ; et rapatriement de fonds.

45. **Migration régulée** : Une approche exhaustive, transparente et cohérente de la gestion des migrations, faisant intervenir tous les pays situés sur le continuum migratoire, peut contribuer à remédier au problème de la migration irrégulière, et notamment au trafic illicite de migrants et à la traite des êtres humains, à réduire au minimum les répercussions négatives de la migration irrégulière et à préserver l'intégrité du phénomène migratoire en tant que processus social naturel. L'OIM aide les gouvernements à mettre au point et à appliquer des politiques, des législations et des mécanismes administratifs en matière migratoire capables de renforcer la gestion des migrations, tout en aidant les migrants par des moyens qui répondent à leurs besoins de protection et s'accordent avec les sensibilités relatives au genre et à l'âge, ainsi qu'avec le besoin d'autonomie. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : aide au retour profitant à la fois aux migrants et aux gouvernements ; lutte contre la traite ; et coopération technique en matière de gestion et de renforcement des capacités dans le domaine migratoire.

46. **Migration assistée** : L'OIM fournit des conseils politiques et techniques aux gouvernements concernant la régulation de la migration de main-d'œuvre et autres mouvements migratoires, et élabore des programmes visant à aider les gouvernements et les migrants en matière de recrutement, de formation linguistique, d'orientation culturelle précédant le départ, de services de soutien pré-consulaires, d'accueil à l'arrivée, et d'intégration. Les projets et les programmes relevant de ce secteur de services sont classés dans les sous-catégories suivantes : migration de main-d'œuvre ; et traitement des dossiers et intégration des migrants (y compris les services de soutien pré-consulaires et la formation des migrants).

47. **Politiques migratoires et recherche** : Les recherches effectuées par l'OIM sur les questions migratoires visent à améliorer la fourniture de programmes aux Etats Membres et à faire connaître et comprendre les questions relatives à la migration internationale. Les projets et programmes relevant de ce secteur de services sont regroupés dans les sous-catégories suivantes : activités en matière de politiques migratoires ; et recherche et publications sur la migration.

48. **Programmes de réparation** : Ce sont des programmes spécialisés de portée mondiale, au titre desquels une indemnité est versée aux demandeurs qui satisfont aux critères indiqués. L'OIM assure en outre des services d'assistance juridique et technique et de renforcement des capacités dans les domaines relatifs à la restitution des biens et aux dédommagements massifs des victimes, à l'intention des gouvernements nationaux et transitoires et des acteurs internationaux engagés dans la consolidation de la paix dans les situations d'après-conflit et dans le relèvement à la suite de catastrophes nationales.

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2015

Etat I (en dollars E.-U.)

	Notes	Dollars E.-U.	
		2015	2014
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif à court terme</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	495 351 783	474 243 414
Placements à court terme	5	212 822 757	147 089 876
Créances – Opérations sans contrepartie directe :			
– Contributions volontaires	6	125 787 900	128 714 093
– Contributions assignées	6	5 236 426	5 014 394
Créances – Autres	6	12 596 648	16 171 065
Stocks	7	144 723	-
Autre actif à court terme	8	57 363 620	162 301 109
<b>Total de l'actif à court terme</b>		<b>909 303 857</b>	<b>933 533 951</b>
<b>Actif à long terme</b>			
Créances – Opérations sans contrepartie directe :			
– Contributions assignées	6	521 295	605 714
Créances – Autres	6	1 060 949	0
Immobilisations corporelles	9	58 233 395	54 563 162
Immobilisations incorporelles	10	229 424	188 782
Autre actif à long terme	8	998 143	1 110 688
<b>Total de l'actif à long terme</b>		<b>61 043 206</b>	<b>56 468 346</b>
A déduire : provision pour créances douteuses	6	(2 863 460)	(1 997 278)
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>967 483 603</b>	<b>988 005 019</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>Passif à court terme</b>			
Produits différés – Contributions volontaires	11	666 399 295	674 069 582
– Contributions assignées	11	542 247	48 495
– Autres	11	14 931 519	15 555 360
Sommes dues au titre des avantages du personnel	12	13 038 418	9 141 964
Sommes dues au plan d'épargne du personnel	13	0	1 731 087
Sommes dues aux fournisseurs	14	66 877 673	82 974 196
Emprunts – Prêt immobilier	15	371 948	373 455
Autre passif à court terme	14	18 542 835	22 446 203
<b>Total du passif à court terme</b>		<b>780 703 935</b>	<b>806 340 342</b>
<b>Passif à long terme</b>			
Sommes dues au titre des avantages du personnel	12	77 288 683	74 321 344
Emprunts – Prêt immobilier	15	6 323 136	6 722 217
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	31 531 052	12 648 411
Fonds de dotation Sasakawa	16	2 000 000	2 000 000
Autre passif à long terme	14	1 340 825	1 380 251
<b>Total du passif à long terme</b>		<b>118 483 696</b>	<b>97 072 223</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>899 187 631</b>	<b>903 412 565</b>
<b>ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>			
Excédents/(déficits) cumulés	17	42 374 232	36 015 053
Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe	17	28 262 423	20 511 381
Conversions monétaires (gains/pertes)	17, 18	(86 483 702)	(50 663 691)
<b>Total partiel : Excédent cumulé</b>		<b>(15 847 047)</b>	<b>5 862 743</b>
Réserve pour cessation de service	19	56 579 685	46 795 182
Fonds de réponse rapide pour les transports	20	811 797	806 924
Réserve pour imprévus	21	1 000 000	1 000 000
Compte d'opérations d'urgence	22	129 594	129 594
Emprunts – Etats Membres	23	1 680 400	1 680 400
Fonds de prêt aux réfugiés – Capitaux propres de l'OIM	Appendice 6	311 553	311 553
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	24	2 613 577	4 769 665
<b>Total partiel : Réserves cumulées</b>		<b>63 126 606</b>	<b>55 493 318</b>
Réserve de réévaluation de l'actif	9	21 016 413	23 236 393
<b>Excédent de réévaluation</b>		<b>21 016 413</b>	<b>23 236 393</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>		<b>68 295 972</b>	<b>84 592 454</b>
<b>TOTAL DU PASSIF et de l'ACTIF NET/CAPITAUX PROPRES</b>		<b>967 483 603</b>	<b>988 005 019</b>

Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE  
 POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
 Etat II (en dollars E.-U.)

	Notes	Appendices	2015		2014				
			TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	TOTAL	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	
<b>PRODUITS</b>									
<b>Contributions à affectation spéciale</b>									
Contributions volontaires – à affectation spéciale	31	7, 8	1 441 644 944	43 148 345	1 441 644 944	46 232 121	1 340 257 572	46 232 121	1 340 257 572
Contributions assignées	31	1	43 148 345						
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondeurs et autres	31	7, 8	108 375 290		108 375 290		90 859 538		90 859 538
Contributions en nature	31	7, 8	3 511 880		3 511 880		1 543 270		1 543 270
<b>Total partiel - Contributions à affectation spéciale</b>			<b>1 596 680 459</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 553 532 114</b>	<b>46 232 121</b>	<b>1 478 892 501</b>	<b>46 232 121</b>	<b>1 432 660 380</b>
<b>Contributions sans affectation spéciale</b>									
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale	31	7, 8	3 413 350		3 413 350		4 527 511		4 527 511
Contributions volontaires – sans affectation spéciale	31	7, 8	3 317 940		3 317 940		3 642 761		3 642 761
<b>Total partiel - Contributions sans affectation spéciale</b>			<b>6 731 290</b>	<b>43 148 345</b>	<b>6 731 290</b>	<b>46 232 121</b>	<b>8 170 272</b>	<b>46 232 121</b>	<b>8 170 272</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	31	1, 7, 8	<b>1 603 411 749</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 560 263 404</b>	<b>46 232 121</b>	<b>1 487 062 773</b>	<b>46 232 121</b>	<b>1 440 830 652</b>
<b>CHARGES</b>									
Aide au transport	31		225 063 751		225 063 751		240 520 562		240 520 562
Assistance médicale	31		28 342 229		28 342 229		27 986 023		27 986 023
Autre aide directe aux bénéficiaires	31		172 599 655		172 599 655		187 100 778		187 100 778
Transferts des partenaires d'exécution	31		76 562 112		76 562 112		79 350 064		79 350 064
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	31		517 559 217	2 214 496	515 344 721		393 756 666	2 293 827	391 462 839
Traitements et avantages du personnel	31		366 421 450	37 822 433	328 599 017		349 804 099	36 745 996	313 058 103
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	31		37 862 826	1 407 425	36 455 401		34 410 809	1 607 507	32 803 302
Fournitures et produits de consommation	31		144 088 960	3 404 262	140 684 698		137 762 068	3 183 705	134 578 363
Amortissement et dépréciation	9, 10, 31		13 343 950	137 512	13 206 438		11 113 146	164 793	10 948 353
Créances douteuses	31		877 192	620 948	256 244		(121 582)	(121 582)	
Autres charges	3, 31		11 400 327	216 290	11 184 037		3 388 342	172 476	3 215 866
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	31	5	<b>1 594 121 669</b>	<b>45 823 366</b>	<b>1 548 298 303</b>	<b>44 046 722</b>	<b>1 465 070 975</b>	<b>44 046 722</b>	<b>1 421 024 253</b>
<b>EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE avant les variations de change</b>									
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif			9 290 080	(2 675 021)	11 965 101		21 991 798	2 185 399	19 806 399
Gains/(pertes) de change			778 557	778 557			(1 597 110)	(1 597 110)	
			(34 790 156)		(34 790 156)		(52 942 991)		(52 942 991)
<b>EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE après les variations de change</b>	3		<b>(24 721 519)</b>	<b>(1 896 464)</b>	<b>(22 825 055)</b>	<b>588 289</b>	<b>(32 548 303)</b>	<b>588 289</b>	<b>(33 136 592)</b>
Y compris les soldes suivants :									
Programme administratif			(1 896 464)	(1 896 464)			588 289	588 289	
Réserve de revenus de soutien opérationnel			1 888 300		1 888 300		8 357 999		8 357 999
Sécurité du personnel			(650 867)		(650 867)		129 962		129 962
Transfert vers :									
les excédents/(déficits) cumulés			4 594 870		4 594 870		7 507 508		7 507 508
les excédents/(déficits) cumulés – opérations avec contrepartie directe			7 751 042		7 751 042		6 022 522		6 022 522
les conversions monétaires (gains/(pertes))			(34 601 049)		(34 601 049)		(53 535 716)		(53 535 716)
la réserve pour cessation de service			(1 807 351)		(1 807 351)		(1 618 867)		(1 618 867)
<b>EXCEDENT/(DEFICIT) DE L'EXERCICE</b>			<b>(24 721 519)</b>	<b>(1 896 464)</b>	<b>(22 825 055)</b>	<b>588 289</b>	<b>(32 548 303)</b>	<b>588 289</b>	<b>(33 136 592)</b>

**ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
Etat III (en dollars E.-U.)**

		Dollars E.-U.			
		Solde cumulatif (note 17)	Excédent de réévaluation (note 9)	Réserves (notes 19-24)	TOTAL
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	<b>Notes</b>	<b>5 862 743</b>	<b>23 236 393</b>	<b>55 493 318</b>	<b>84 592 454</b>
<b>Résultat net pour l'exercice en cours</b>	Etat II	(22 914 168)		(1 807 351)	(24 721 519)
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif	17	7 356			7 356
Réévaluation du bâtiment :					
Reprise des amortissements cumulés	9	2 415 984			2 415 984
Perte de réévaluation due aux variations de change	9	(1 218 962)			(1 218 962)
Réévaluation comptabilisée	9		(2 219 980)		(2 219 980)
Réserve pour cessation de service	19			11 591 854	11 591 854
Fonds de réponse rapide pour les transports	20			4 873	4 873
Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	24			(2 156 088)	(2 156 088)
<b>Total partiel : Mouvements en 2015</b>		<b>(21 709 790)</b>	<b>(2 219 980)</b>	<b>7 633 288</b>	<b>(16 296 482)</b>
<b>Solde de clôture au 31 décembre 2015</b>		<b>(15 847 047)</b>	<b>21 016 413</b>	<b>63 126 606</b>	<b>68 295 972</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE POUR L'EXERCICE  
CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
Etat IV (en dollars E.-U.)**

	Notes	Dollars E.-U.	
		2015	2014
<b>FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>			
<b>Excédent (déficit) pour l'exercice</b>		<b>(24 721 519)</b>	<b>(32 548 303)</b>
<b>Mouvements sans effet de trésorerie</b>			
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères		(22 757 446)	(8 367 219)
Ajustement lié à la réévaluation du programme administratif		(778 557)	1 597 110
Instruments financiers - Produits dérivés		192 200	(595 818)
Amortissement	9, 10	13 343 950	11 113 146
(Gains)/pertes à la vente d'immobilisations corporelles		(295 980)	(20 368)
(Gains)/pertes à la vente d'actifs incorporels		8 683	0
Provision pour créances douteuses		877 192	(121 582)
(Augmentation)/diminution des placements à court terme	5	(65 556 159)	(47 101 688)
(Augmentation)/diminution des créances - Opérations sans contrepartie directe - contributions volontaires	6	3 390 973	22 205 514
(Augmentation)/diminution des créances - Opérations sans contrepartie directe - contributions assignées	6	224 187	(1 969 036)
(Augmentation)/diminution des créances - Autres	6	2 678 656	49 329 929
(Augmentation)/diminution des stocks	7	(144 723)	-
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à court terme	8	108 515 203	(162 059 284)
(Augmentation)/diminution de l'autre actif à long terme	8	21 720	501 272
Augmentation/(diminution) des sommes dues au titre des avantages du personnel	12	6 990 081	2 374 202
Augmentation/(diminution) des produits différés - Contributions volontaires	11	(7 670 287)	140 472 820
Augmentation/(diminution) des produits différés - Contributions assignées	11	495 921	(898 543)
Augmentation/(diminution) des produits différés - Autres	11	(588 038)	5 121 371
Augmentation/(diminution) des sommes dues aux fournisseurs	14	(16 986 256)	39 238 782
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à court terme	14	(3 651 181)	9 509 979
Augmentation/(diminution) de l'autre passif à long terme	14	(39 426)	(194 192)
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif	17	7 356	(55 090)
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>		<b>(6 443 450)</b>	<b>27 533 002</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE PLACEMENT</b>			
Achat d'immobilisations corporelles	9	(18 257 016)	(18 178 211)
Vente et transfert d'immobilisations corporelles	9	566 158	358 416
Achat d'actifs incorporels	10	(99 628)	(69 829)
Transferts depuis/(transferts vers) le plan d'épargne du personnel	13	(1 731 087)	(1 081 402)
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE PLACEMENT</b>		<b>(19 521 573)</b>	<b>(18 971 026)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation/(diminution) des emprunts	15	(372 587)	(1 215 521)
Contributions provenant du /(remboursements au) Fonds de prêt aux réfugiés - Capitaux propres des Etats-Unis	Appendice 6	18 882 641	(12 198 162)
Contributions/remboursements au /(transferts du) Fonds de réponse rapide pour les transports	20	4 873	947
Remboursements au /(transfert du) Compte d'opérations d'urgence	22	0	57 597
Contributions/remboursements au (transferts du) Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	24	(2 156 088)	(1 021 024)
Augmentation/(diminution) de la réserve pour cessation de service	19	11 591 854	11 798 231
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>		<b>27 950 693</b>	<b>(2 577 932)</b>
<b>AUGMENTATION /(DIMINUTION) NETTE DE TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>		<b>1 985 670</b>	<b>5 984 044</b>
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>		<b>474 243 414</b>	<b>456 116 171</b>
Effet des variations de change sur le solde de devises étrangères - Gains/(pertes)		19 122 699	12 143 199
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>4</b>	<b>495 351 783</b>	<b>474 243 414</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

**ETAT DE COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015 (PROGRAMMES D'OPERATIONS)  
Etat V.a (en dollars E.-U.)**

	Dollars E.-U.			
	Montants budgétés			2015 Montants réels retraités aux fins de comparaison
	2015 Programme et Budget (C/105/9)	2015 Révision du Programme et Budget (S/16/6)	2015 Réactualisation du Programme et Budget (C/106/17)	
Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	357 454 100	605 657 600	738 535 500	762 882 428
Migration et santé	88 228 200	134 861 000	148 633 300	150 486 680
Migration et développement	141 340 000	143 938 400	187 121 800	275 600 949
Migration régulée	183 770 800	233 318 600	379 222 500	255 238 050
Migration assistée	44 323 700	47 722 800	54 848 400	55 497 311
Politiques migratoires et recherche	1 870 700	3 724 100	3 787 600	2 751 455
Programmes de réparation	18 357 800	24 617 000	25 156 000	27 968 162
Appui aux programmes de caractère général	11 543 700	12 623 500	14 001 900	14 110 078
<b>Total</b>	<b>846 889 000</b>	<b>1 206 463 000</b>	<b>1 551 307 000</b>	<b>1 544 535 113</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

**ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE ET DE RAPPROCHEMENT BUDGETAIRE  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)  
Etat V.b (en francs suisses)**

	Francs suisses		
	BUDGET 2015	2015	2014
<b>PRODUITS</b>			
Contributions assignées des Etats Membres		42 586 949	40 982 857
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres		468	25 052
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>42 587 417</b>	<b>41 007 909</b>
<b>CHARGES</b>			
Traitements et avantages du personnel	34 555 092	34 355 869	32 821 780
Indemnités de cessation de service	700 000	776 283	1 144 954
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 011 000	1 065 548	1 023 292
<b>Total des traitements et avantages du personnel et des indemnités pour frais de voyage et de représentation</b>	<b>36 266 092</b>	<b>36 197 700</b>	<b>34 990 026</b>
Location et entretien des bâtiments	1 156 792	1 226 996	1 138 689
Equipement informatique et maintenance	2 114 000	2 143 712	2 026 294
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipement et véhicules	735 000	706 794	673 921
<b>Total des frais généraux de bureaux</b>	<b>4 005 792</b>	<b>4 077 502</b>	<b>3 838 904</b>
Formation	703 468	699 532	703 388
Services contractuels	706 065	887 130	728 441
<b>Total des services contractuels</b>	<b>1 409 533</b>	<b>1 586 662</b>	<b>1 431 829</b>
Communications	471 000	322 866	392 860
Secrétariat des réunions	435 000	427 198	441 771
<b>Total partiel : Charges avant provision pour créances douteuses</b>	<b>42 587 417</b>	<b>42 611 928</b>	<b>41 095 390</b>
<b>EXCEDENT/(DEFICIT) AVANT PROVISION en francs suisses POUR CREANCES DOUTEUSES</b>		<b>(24 511)</b>	<b>(87 481)</b>
Augmentation/(diminution) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		(611 013)	117 813
<b>EXCEDENT/(DEFICIT) POUR L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>		<b>(635 524)</b>	<b>30 332</b>
Excédent de ressources/(charges) reporté(es) au début de l'exercice		0	0
<b>EXCEDENT/(DEFICIT) A LA FIN DE L'EXERCICE en francs suisses (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>		<b>(635 524)</b>	<b>30 332</b>
		<b>Dollars E.-U.</b>	
<b>EXCEDENT/(DEFICIT) A LA FIN DE L'EXERCICE en dollars E.-U. (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b> 0,991 (2014 : 0,987)		<b>(641 295)</b>	<b>30 731</b>
Ajustements nets sur comptes et résultats		(1 255 169)	557 558
<b>Excédent/(déficit) pour l'exercice en dollars E.-U. (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))</b>		<b>(1 896 464)</b>	<b>588 289</b>

*Doit être lu conjointement avec les notes aux états financiers.*

## NOTES AUX ETATS FINANCIERS

### NOTE 1 : CADRE COMPTABLE

#### Entité présentant les états financiers

49. Outre les services relatifs aux migrations décrits plus haut et présentés dans ces états financiers, l'OIM fournit des services financiers aux Consultations intergouvernementales sur la migration, l'asile et les réfugiés et au Forum mondial sur la migration et le développement, qui font l'objet d'états financiers distincts présentés à leurs organes directeurs respectifs. Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct, et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM – voir l'appendice 9.

#### Base utilisée pour l'établissement des états financiers

50. Les états financiers et les tableaux et notes y afférents sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).

51. Pour établir des états financiers conformément aux normes IPSAS, il faut recourir à des estimations et hypothèses qui se répercutent sur les montants de l'actif et du passif présentés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués durant l'exercice considéré. Citons, à titre d'exemple, les hypothèses relatives à l'assurance médicale à prestations définies et à d'autres obligations en matière de prestations postérieures à l'emploi ; les risques financiers liés aux montants à recevoir ; ainsi que les estimations des produits et charges constatés par régularisation. Bien que ces estimations et hypothèses reposent sur la connaissance que possède la Direction des événements et actions en cours, il se peut que les résultats réels s'écartent finalement de ces estimations. Les changements d'estimations sont pris en compte dans l'exercice au cours duquel ils sont connus. Le cas échéant, les répartitions entre l'actif et le passif à court terme et à long terme (par exemple, les créances correspondant aux contributions assignées et volontaires, ou les provisions correspondant aux indemnités de départ) sont estimées sur la base des données historiques de recouvrement/paiement.

52. Sauf indication contraire, les états financiers, les notes y afférentes, ainsi que les appendices consolident le programme administratif et les programmes d'opérations.

53. Des tableaux supplémentaires ont été ajoutés, notamment en ce qui concerne le programme administratif, dont le budget est libellé en francs suisses conformément au Règlement financier. Par ailleurs, un état supplémentaire de la performance financière et de rapprochement budgétaire concernant le programme administratif, exprimé en francs suisses, est également reproduit (Etat V. b).

#### Mise en œuvre de nouvelles normes IPSAS

54. Toutes les normes IPSAS en vigueur à la date de clôture ont été appliquées. Par ailleurs, les normes IPSAS ci-après, qui prennent effet le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et qui n'ont aucune incidence substantielle sur les états financiers de l'OIM, ont été mises en œuvre par anticipation :

Normes IPSAS	Titre
IPSAS 33	Première adoption des normes comptables internationales pour le secteur public fondées sur la comptabilité d'exercice (IPSASs)
IPSAS 34	Etats financiers individuels
IPSAS 35	Etats financiers consolidés
IPSAS 36	Participations dans les sociétés associées et des entreprises conjointes
IPSAS 37	Accords conjoints
IPSAS 38	Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

#### Base d'évaluation

55. Les principes comptables adoptés pour évaluer et présenter la performance financière et la situation financière conformément à la comptabilité d'exercice s'appuient, aux fins de l'établissement des présents états financiers, sur les coûts d'origine ou, selon le cas, la juste valeur.



**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE**

56. L'OIM applique les méthodes comptables particulières énoncées ci-après qui influent dans une large mesure sur l'évaluation de la performance et de la situation financières.

**Opérations en monnaies étrangères**

57. Toutes les opérations conclues dans d'autres monnaies sont converties en dollars E.-U. sur la base des taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction. Les profits et pertes réalisés ou non réalisés résultant de l'exécution de telles opérations ou de la conversion, à la date de clôture, d'actifs financiers et de passifs financiers libellés dans des devises autres que le dollar E.-U. sont enregistrés, dans un premier temps, dans l'état de la situation financière, puis inclus dans la réserve de conversion monétaire.

58. Les contributions assignées réglées par les Etats Membres sont déterminées en francs suisses conformément au Règlement financier.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

59. La notion de trésorerie et d'équivalents de trésorerie englobe les fonds en caisse, les dépôts à vue ainsi que d'autres placements à court terme fortement liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. D'une manière générale, les disponibilités sont conservées dans des comptes contrôlés par le Siège pour maximiser le potentiel d'intérêts créditeurs. Des codes de projet distincts sont utilisés pour contrôler et présenter la performance financière d'activités entreprises par l'Organisation pour le compte d'Etats Membres et d'autres donateurs, de préférence à des comptes bancaires distincts, afin de bien rendre compte de toutes les dépenses liées aux projets. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés ou investis à court terme, et les intérêts ainsi produits sont portés au crédit des programmes appropriés.

**Créances**

60. Les créances sont indiquées à leur valeur estimée de réalisation après provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Une provision pour créances douteuses liée aux contributions assignées est enregistrée pour toutes les contributions restant dues depuis deux ans ou plus. Les créances à recouvrer auprès des Etats Membres qui ont négocié un échéancier de paiement à long terme sont calculées initialement à leur juste valeur puis, ultérieurement, évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les sommes dues depuis plus de douze mois à compter de la date de clôture conformément à l'échéancier de paiement sont considérées comme des créances à long terme. Pour toutes les autres créances, une provision pour créances douteuses est constituée après examen des montants restant dus à la date de clôture.

61. Toutes avances (ou acomptes) versées par l'OIM à des fournisseurs, des partenaires d'exécution, des membres du personnel, etc. (par exemple, compagnies aériennes, compagnies d'assurance, organisations non gouvernementales locales (ONG)) sont enregistrées comme des créances envers l'Organisation jusqu'à ce que les biens soient remis, les services fournis ou les montants remboursés, selon le cas.

**Stocks**

62. Le coût des stocks, tels que les stocks mondiaux d'articles non alimentaires détenus dans des entrepôts de prépositionnement en vue de leur transfert futur aux projets et, par la suite, de leur distribution aux bénéficiaires, est évalué au coût le plus bas ou au coût de remplacement actuel. Il est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré et englobe les dépenses engagées pour acquérir les stocks et celles afférentes à l'acheminement des stocks jusqu'à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent (par exemple, coût d'achat, transport depuis le fournisseur jusqu'à l'entrepôt, coûts des surestaries, taxes non remboursées et droits de douane). Dans le cas des stocks acquis au titre d'une opération sans contrepartie directe (par exemple, des contributions en nature) la valeur juste à la date d'acquisition est réputée en être le coût.

63. L'OIM vérifie régulièrement ses stocks mondiaux d'articles prépositionnés pour déterminer les quantités disponibles, leur valeur, et les quantités utilisées. Si la vérification fait apparaître des pertes estimatives ou réelles découlant de stocks excédentaires ou obsolètes ou d'une baisse de la valeur des stocks mondiaux d'articles prépositionnés, la valeur est réduite en comptabilisant dans l'état de la performance financière une imputation pour dépréciation.

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**

64. L'OIM achète aussi des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds de donateurs affectés à des projets particuliers. Ces articles sont généralement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM.

**Immobilisations corporelles**

65. Les terrains et les bâtiments ont été comptabilisés à leur juste valeur (c'est-à-dire le montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale) au 1<sup>er</sup> janvier 2011, déterminée par des experts indépendants conformément aux règles d'évaluation internationales.

66. Les autres actifs présentant pour l'Organisation un avantage économique ou un potentiel de service futur sont capitalisés si le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars E.-U..

67. Les dons en nature importants sont comptabilisés à leur juste valeur au moment du don (lorsque la valeur est égale ou supérieure à 5 000 dollars E.-U.), dès lors que ces actifs auraient été sinon achetés par l'OIM. Un montant équivalent à la juste valeur de tels actifs est simultanément comptabilisé en produit pendant la période considérée au cours de laquelle l'OIM reçoit les biens. La juste valeur de tels actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

68. L'amortissement des actifs (autres que les terrains) est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Terrains	Aucun amortissement
Bâtiments	30-50 ans
Bâtiments structures mobiles	3-5 ans
Véhicules	3-10 ans
Communications et TI	3-7 ans
Mobilier et agencements	3-12 ans
Améliorations locatives	10 ans ou durée du bail (la période la plus courte étant retenue)

69. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition jusqu'à la sortie de l'actif. Les gains ou pertes découlant de la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

70. Chaque bureau effectue des tests de dépréciation pour tous ses actifs lors de l'inventaire annuel des immobilisations incorporelles.

71. Il convient de noter qu'aux fins de présentation des rapports financiers aux donateurs, l'OIM continuera d'appliquer la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée et passera intégralement les immobilisations corporelles en charges au moment de leur acquisition afin d'éviter tout déficit, étant donné le mode de financement de l'Organisation consistant à imputer les dépenses au budget des projets.

**Actifs incorporels**

72. Les actifs incorporels s'entendent principalement des logiciels acquis, capitalisés lorsque le coût total d'acquisition est égal ou supérieur à 5 000 dollars E.-U., ainsi que des logiciels conçus en interne, capitalisés si le coût total de développement est égal ou supérieur à 100 000 dollars E.-U.. Les actifs incorporels ont été comptabilisés prospectivement à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, en conformité avec les dispositions transitoires d'IPSAS. Les dépenses engagées avant cette date avaient été passées en charges précédemment.

73. Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé et la dépréciation. Les actifs incorporels qui ont été donnés sont, le cas échéant, comptabilisés au coût, compte tenu de leur juste valeur à la date d'acquisition.

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**

74. L'amortissement des actifs incorporels est calculé selon la méthode linéaire pendant leur durée d'utilité estimative, comme indiqué dans le tableau suivant.

Classe d'actifs	Durée d'utilité estimative
Logiciels acquis	3 ans
Logiciels conçus en interne	6-10 ans

75. L'amortissement est calculé à compter de la date d'acquisition en ce qui concerne les logiciels acquis, et à compter de la date d'installation en ce qui concerne les logiciels conçus en interne. Les gains ou pertes à la sortie, déterminés après comparaison du produit éventuel avec la valeur comptable, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

**Produits différés (versements effectués avant fourniture/exécution)**

76. Les contributions volontaires à affectation spéciale réservées par les donateurs à des programmes d'opérations sont considérées comme des produits différés et sont comptabilisées une fois que les services exigés conformément aux conditions énoncées dans les accords passés avec les donateurs de contributions volontaires sont exécutés.

77. Les contributions assignées reçues avant l'année à laquelle s'applique le barème des quotes-parts sont comptabilisées comme des produits différés.

78. Certains répondants de migrants et certains migrants eux-mêmes versent d'avance des sommes destinées à couvrir les frais de transport et autres dépenses autorisées. Les montants ainsi reçus sont assimilés à des encaissements anticipés jusqu'à ce que les services visés soient fournis.

**Avantages du personnel**

79. Conformément à la résolution du Conseil n° 1130 du 2 décembre 2005 et à la résolution 61/240 de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Organisation est affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et d'autres prestations connexes.

80. La CCPPNU est un régime à prestations déterminées multi-employeurs. Comme indiqué à l'article 3 b) des Statuts de la Caisse, les institutions spécialisées et toutes autres organisations intergouvernementales internationales qui appliquent le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées peuvent s'affilier à la Caisse.

81. Ce régime expose les organisations qui lui sont affiliées à des risques actuariels liés au personnel actif et à la retraite d'autres organisations affiliées, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable pour répartir les obligations, les actifs de régime et les coûts entre les diverses organisations affiliées. L'OIM et la CCPPNU, de même que les autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la part qui revient à l'OIM des obligations, actifs de régime et coûts liés au régime avec une fiabilité suffisante aux fins de comptabilité. C'est pourquoi l'OIM a enregistré ce régime comme un régime à cotisations définies, conformément aux prescriptions de la norme IPSAS 25 – Avantages du personnel. Les cotisations de l'OIM à la Caisse durant l'exercice financier sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

82. Selon les droits des divers membres du personnel, les autres obligations au titre des avantages du personnel sont les suivantes :

- Les indemnités dues à la cessation de service :
  - Congés annuels non utilisés, voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels. Ces éléments sont calculés sur la base des droits réels à l'aide des barèmes des traitements et des estimations de coûts.
  - Allocations de rapatriement et prestations dues à la cessation de service (par exemple, indemnités de départ). Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle.

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)**

- Les régimes à prestations définies après la cessation de service, à savoir la contribution de l'OIM aux primes d'assurance maladie après la cessation de service versées au personnel à la retraite de la catégorie des administrateurs et à celui de la catégorie des services généraux participant. Ces éléments sont calculés sur la base d'une évaluation actuarielle indépendante et annuelle. Le passif au titre de l'assurance maladie après la cessation de service est une obligation au titre des prestations définies qui est comptabilisée à l'aide de la méthode du corridor, qui consiste à amortir, pendant la durée moyenne restante de service du personnel actif, pour chaque prestation, des montants représentant jusqu'à 10 % des écarts de l'obligation au titre des prestations définies se rapportant aux variations des hypothèses actuarielles.
- En janvier 2016, le Conseil IPSAS a publié l'exposé-sondage 59, Amendements à la norme IPSAS 25, Avantages du personnel. Parmi les amendements à cette norme proposés dans le document figure la suppression de la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels. Etant donné que l'OIM applique actuellement cette méthode pour calculer les sommes dues au titre de l'assurance-maladie des personnes à la retraite, ces amendements à la norme IPSAS 25 exigeraient, dans l'hypothèse où ils seraient approuvés, de comptabiliser des pertes actuarielles nettes non comptabilisées de 227 531 dollars E.-U..
- Autres sommes à payer au personnel : traitements et prestations non versés, remboursements dus, etc., à la date de clôture.

83. Les indemnités dues à la cessation de service et les prestations dues après la cessation de service sont collectivement appelées indemnités de cessation de service.

**Plan d'épargne du personnel (anciennement Caisse de prévoyance)**

84. Avant d'être affiliée à la CCPPNU, l'OIM gérait son propre régime, appelé Caisse de prévoyance, qui était ouvert à l'ensemble du personnel de la catégorie des administrateurs et à certains membres du personnel de la catégorie des services généraux. La Caisse de prévoyance n'a plus admis de nouveaux membres à compter du 31 décembre 2006. La plupart des membres de la Caisse de prévoyance ont été contraints de participer à la CCPPNU à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007. Un petit nombre de membres ont pu continuer à y cotiser s'ils se trouvaient à cinq années de la retraite ou si leur contrat était sur le point de s'achever. La cotisation de l'OIM a continué de s'élever à 15,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, et celle des membres du personnel à 7,9 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. La Caisse de prévoyance avait été rebaptisée Plan d'épargne, qui était un régime à prestations déterminées administré par l'OIM. Le Plan d'épargne a été clôturé le 31 décembre 2015 car il ne comptait plus de membres actifs.

**Sommes dues aux fournisseurs**

85. D'une manière générale, l'OIM paie les biens et les services après remise et exécution. Les biens et services sont enregistrés simultanément comme des charges et comme une obligation due au fournisseur. Cette catégorie de sommes dues englobe les provisions pour charges constatées constituées pour d'importants services liés à la consommation (par exemple les coûts des communications et des services essentiels) pour lesquels la facture est reçue après le 31 décembre, et dont le coût peut être estimé avec fiabilité sur la base de factures de fournisseurs récentes.

**Coûts d'emprunt**

86. Tous les coûts supportés dans le cadre d'un emprunt de fonds sont traités comme des charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus. Aucun coût d'emprunt n'a été capitalisé durant l'exercice considéré.

**Provisions**

87. Une provision est généralement comptabilisée quand l'Organisation a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour honorer l'obligation et que le montant de celle-ci peut être estimé de manière fiable.

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)****Produits**Produits sans contrepartie directe

88. Les contributions assignées à la partie administrative du budget sont comptabilisées au début de l'exercice auquel se rapporte la quote-part. Le montant des produits est déterminé sur la base du budget approuvé et du barème des traitements approuvé par le Conseil.

89. Les contributions volontaires sont comptabilisées dès la signature d'un accord contraignant avec le donateur. Les produits sont comptabilisés immédiatement si la contribution est sans affectation spéciale ou si aucune condition n'exige que les fonds soient utilisés comme il est indiqué dans l'accord ou qu'ils soient rendus à l'entité contributrice. Si des conditions sont énoncées, les produits sont comptabilisés uniquement après qu'il a été satisfait auxdites conditions du fait de la dépense de la contribution conformément aux dispositions de l'accord. Jusqu'au moment où il est satisfait à ces conditions, un passif (produits différés) est comptabilisé. Les contributions volontaires qui ne font pas l'objet d'un accord contraignant sont comptabilisées en produits à leur réception.

90. Les biens reçus en nature sont comptabilisés à leur juste valeur, calculée à la date à laquelle les actifs donnés sont acquis.

Produits avec contrepartie directe

91. Les produits découlant des commissions demandées aux migrants et aux réfugiés qui financent eux-mêmes leur voyage et à leurs répondants, ou prélevées au titre d'arrangements contractuels de facturation, sont comptabilisés après exécution du service pour lequel la commission est demandée. Un passif est constitué, correspondant au montant estimatif des commissions remboursables aux demandeurs. Des intérêts créditeurs sont comptabilisés au prorata du temps écoulé au cours duquel ils s'accumulent, compte tenu du rendement effectif.

**Charges**

92. Les charges sont comptabilisées au moment où il est confirmé que les biens et les services (y compris les services convenus, fournis par les partenaires d'exécution) ont été remis ou exécutés.

93. L'OIM achète des articles non alimentaires et alimentaires avec les fonds provenant des donateurs, généralement en vue de les distribuer lors d'interventions de secours consécutivement à des catastrophes naturelles et dans d'autres situations d'urgence analogues. En tant que tels, les stocks de l'OIM au 31 décembre (non compris les articles de stocks mondiaux détenus dans des entrepôts de prépositionnement) de n'importe quelle année sont normalement distribués très peu de temps après (dans les trois mois suivant l'achat) ou ont une valeur négligeable. C'est pourquoi ces articles sont passés en charge dès la remise à l'OIM. Les contributions en nature importantes sont évaluées à leur juste valeur au moment où elles sont données, dès lors qu'elles auraient été sinon achetées par l'Organisation. L'OIM est en outre mandatée par d'autres organisations (par exemple, les institutions des Nations Unies, des ONG) pour distribuer des articles en leur nom. Elle n'enregistre pas ces articles dans les comptes puisque ces fournitures et matériels ne lui permettent pas de tirer des avantages économiques et sont dépourvus de tout potentiel de service.

94. Le matériel acheté pour les bénéficiaires dans le cadre, entre autres, de projets de développement communautaire et économique ou de gestion intégrée des frontières est intégralement passé en charges au moment de l'acquisition. Un suivi est effectué via PRISM aux fins de contrôle interne depuis l'acquisition jusqu'à la cession officielle (par acte de donation signé).

**Contrats de location**

95. Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple lorsqu'une part significative des risques et avantages attachés à la propriété revient au bailleur. Les paiements effectués au titre de contrats de location simple (nets de toutes mesures incitatives de la part du bailleur) sont comptabilisés dans l'état de la performance financière sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

**NOTE 2 : ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE (suite)****Imposition**

96. L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif qui est généralement exonérée de toute imposition dans les pays qui lui ont accordé l'ensemble des privilèges et immunités. Dans les autres pays, les impôts qui ont été payés peuvent être remboursés.

**Instruments financiers**

97. Un instrument financier s'entend de tout contrat qui donne lieu à la fois à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Un instrument financier est décomptabilisé lorsque le droit de recevoir d'une autre entité des flux de trésorerie liés à un actif financier, ou l'obligation de remettre à une autre entité des flux de trésorerie liés à un passif financier sont éteints.

98. A l'OIM, les actifs financiers s'entendent :

- a) De la trésorerie et des équivalents de trésorerie détenus pendant moins de 90 jours, qui sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.
- b) Des placements à court terme, qui sont des actifs financiers détenus pendant plus de 90 jours mais moins d'un an, ou contenant des options de vente qui permettent à l'Organisation de racheter les placements à intervalles de 90 jours à leur valeur nominale intégrale, et qui sont classés comme des actifs à court terme dès lors que les dates d'échéance se situent dans un délai de douze mois à compter de la date de clôture. Les placements à court terme sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture.
- c) Des créances inconditionnelles, comprenant les contributions assignées et les autres sommes à recevoir en espèces. Les créances à court terme sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances à long terme concernant les arriérés de paiement des Etats Membres sont évaluées à leur valeur nominale, minorée des provisions pour créances douteuses telles qu'estimées. Les créances assujetties à des conditions sont intégralement compensées par un élément de passif (produits différés) et ne sont pas considérées comme des instruments financiers puisqu'elles sont comptabilisées tout à la fois comme un actif financier et comme un passif financier correspondant de l'Organisation.
- d) Des produits dérivés, qui permettent de gérer les flux de trésorerie à court terme en monnaie étrangère provenant des contributions volontaires de donateurs versées dans des monnaies autres que le dollar E.-U.. Tous les produits dérivés sont comptabilisés en « juste valeur par excédent ou déficit » compte tenu des gains ou pertes réalisés durant l'exercice, enregistrés sous « Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale » dans l'état de la performance financière. Conformément à la norme IPSAS 29 - Financial Instruments: Recognition and Measurement, les gains ou pertes non réalisés à la date de clôture sont enregistrés dans l'état de la performance financière, et en tant qu'actifs (s'il s'agit de gains) ou passifs (s'il s'agit de pertes) dans l'état de la situation financière.

99. A l'OIM, le passif financier comprend :

- a) Les sommes à payer – évaluées à leur valeur nominale en raison de leur caractère à court terme ;
- b) Les emprunts (prêts) – évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

**Passif éventuel**

100. Aux fins de transparence, des informations sur le passif éventuel sont communiquées dans les notes. Le passif éventuel se définit comme suit :

- a) Une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ; ou
- b) Une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée parce que :
  - i) il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques ou d'un potentiel de service soit nécessaire pour éteindre l'obligation ; ou
  - ii) le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

**NOTE 3 : MODIFICATIONS APPORTEES A LA PRESENTATION**

101. Les changements ci-après ont été apportés à la présentation des chiffres comparatifs pour 2014, afin de les faire concorder avec la classification des postes dans les états financiers de 2015 :

- a) Dans l'état de la situation financière, 161,4 millions de dollars E.-U. (représentant les acomptes fournisseurs censés être réglés par la fourniture de services plutôt que par le remboursement en espèces) ont été reclassés de « Actif à court terme : Créances – Autres » en « Autre actif à court terme » (voir la note 8 : Autres actifs).
- b) Dans l'état de la situation financière, 9 millions de dollars E.-U. ont été reclassés de « Actif à long terme : Créances – Contributions volontaires » en « Actif à court terme : Créances – Opérations sans contrepartie directe : Contributions volontaires », afin que les chiffres comparatifs pour 2014 rendent compte de la méthode révisée de classification des créances à long et à court terme appliquée en 2015.
- c) Dans l'état de la performance financière, les gains nets découlant de l'incidence des fluctuations de change à la suite de la clôture de projets, d'un montant de 164 141 dollars E.-U., ont été reclassés de « Autres charges » en « Gains/(pertes) de change ».

**NOTE 4 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE**

102. Des dépôts en espèces sont généralement détenus dans des comptes courants pour éteindre des obligations courantes. Les sommes qui ne doivent pas être immédiatement utilisées sont déposées sur des comptes portant intérêt ou placées à court terme (90 jours au maximum).

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
Encaisse	1 051 423	1 232 329
Dépôts en banque – Non soumis à des restrictions	492 300 360	471 011 085
<b>Total de l'encaisse non soumise à restrictions</b>	<b>493 351 783</b>	<b>472 243 414</b>
Fonds de dotation Sasakawa (note 16)	2 000 000	2 000 000
<b>Total de l'encaisse soumise à restrictions – Fonds d'affectation spéciale</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>495 351 783</b>	<b>474 243 414</b>

103. L'OIM ne dispose pas de lignes de crédit confirmées mais a passé un nombre limité d'accords de découverts informels avec des banques qui possèdent des fonds de l'Organisation en dépôt. Ces accords peuvent être résiliés par les banques à tout moment.

**NOTE 5 : PLACEMENTS A COURT TERME**

104. Les placements à court terme sont des instruments détenus pendant une période supérieure à 90 jours, qui sont classés en tant qu'actifs courants car ils arrivent à échéance dans les 12 mois suivant la date de clôture. Au 31 décembre 2015, l'Organisation détenait des dépôts à terme avec échéance pour un montant de 192 822 757 dollars E.-U. (contre 127 089 876 dollars E.-U. en 2014), et possédait en outre, en 2015, des actifs financiers encaissables par anticipation pour un montant de 20 millions de dollars E.-U., (comme en 2014) remboursables à une échéance de 90 à 365 jours.

**NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES**

105. Les contributions assignées dues représentent des sommes non recouvrées relevant du programme administratif. Le Conseil établit le budget et, par conséquent, les montants dus en francs suisses par chaque Etat Membre chaque année. Les créances sont réputées être à court terme (ce sont les contributions censées être reçues au cours de l'exercice suivant), sauf si un échéancier de paiement à long terme a été négocié avec un Etat Membre pour lui permettre de s'acquitter de ses arriérés. Les montants dus au titre d'un tel échéancier de paiement à long terme au cours d'exercices financiers ultérieurs à l'exercice suivant sont considérés comme des créances à long terme. Pour de plus amples informations, voir l'appendice 2 : Contributions assignées restant dues. Pour les contributions reçues d'avance, voir la note 11 – Produits différés.

106. Les contributions volontaires à recevoir au titre des programmes d'opérations sont échues dès la confirmation que les activités ont été menées à terme, par exemple par le biais de factures remboursables ou de la présentation des rapports aux donateurs. Les sommes à recevoir de la part de gouvernements et d'institutions bénévoles au titre d'interventions ont diminué en 2015 pour passer à 125,79 millions de dollars E.-U. (contre 128,71 millions de dollars E.-U. en 2014), dont 69,51 millions de dollars E.-U. (compte tenu des réévaluations) de créances facturées (contre 72,20 millions de dollars E.-U. en 2014), et 56,28 millions de dollars E.-U. de créances non facturées (contre 56,51 millions de dollars E.-U. en 2014). Sur les créances facturées au 31 décembre 2015, 39,4 millions de dollars E.-U. ont été reçus dans l'intervalle. Les créances facturées s'entendent des sommes à recevoir pour lesquelles une facture ou une demande de financement a été envoyée aux donateurs, alors que les créances non facturées correspondent aux activités exécutées sur la base d'un accord avec le donateur pour lesquelles l'OIM n'a pas encore soumis de facture ni de demande de financement.

107. Les créances facturées (y compris leur réévaluation) au 31 décembre 2015 sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Créance sur	Créances facturées en 2015 (Dollars E.-U.)	Créances reçues depuis le 31 décembre 2015 (Dollars E.-U.)
Le Gouvernement des Etats-Unis	19 015 193	18 851 997
Le Gouvernement des Philippines	8 639 339	124 376
Le Gouvernement du Canada	6 968 369	385 053
Le Gouvernement de l'Australie	6 026 649	5 142 226
Le Gouvernement du Royaume-Uni	4 405 299	4 400 741
La Commission européenne	3 027 644	1 569 542
Le Gouvernement de la Norvège	2 574 859	0
Le Gouvernement de l'Allemagne	2 050 800	586 255
Le Gouvernement de la Colombie	2 081 753	2 072 637
Autres	14 718 641	6 261 227
<b>TOTAL</b>	<b>69 508 546</b>	<b>39 394 054</b>

108. L'Administration suit régulièrement avec les donateurs la question des sommes à recevoir. Des retards se produisent lorsque les donateurs exigent un rapport détaillé et/ou une vérification des comptes, ou lorsqu'ils mettent du temps à examiner le rapport et à donner leur accord.

109. Au 31 décembre 2015, les créances facturées à recevoir par l'Organisation depuis plus d'un an s'élevaient à 4,1 millions de dollars E.-U. (contre 4,8 millions de dollars E.-U. en 2014). Le tableau ci-dessous récapitule, par ordre croissant, les créances facturées, dont la majorité (87 %) sont à moins de 120 jours.



## NOTE 6 : CONTRIBUTIONS DUES ET AUTRES CREANCES (suite)

Ventilation des créances facturées, y compris les réévaluations et non compris les remboursements/annulations de factures  
(en millions de dollars E.-U.)

< 30 jours	31 à 120 jours	121 à 365 jours	> 1 an	TOTAL
48,5	12	4,9	4,1	69,5
70 %	17 %	7 %	6 %	100 %

110. Le tableau ci-après récapitule les sommes à recevoir et les provisions pour créances douteuses correspondantes.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Créances à court terme</b>		
Contributions assignées	5 236 426	5 014 394
Contributions volontaires – Donateurs	125 787 900	128 714 093
Autres	12 005 519	15 091 003
Intérêts courus	591 129	1 080 062
<b>Total partiel : Créances à court terme</b>	<b>143 620 974</b>	<b>149 899 552</b>
<b>Créances à long terme</b>		
Contributions assignées	521 295	605 714
Autres	1 060 949	0
<b>Total partiel : Créances à long terme</b>	<b>1 582 244</b>	<b>605 714</b>
<b>A déduire : provisions pour créances douteuses</b>		
Contributions assignées	(2 605 778)	(1 997 278)
Autres créances	(257 682)	0
<b>Total partiel : Créances douteuses</b>	<b>(2 863 460)</b>	<b>(1 997 278)</b>
<b>Total des créances</b>	<b>142 339 758</b>	<b>148 507 988</b>

111. Les autres créances à court terme et à long terme issues d'opérations avec contrepartie directe sont principalement des sommes à recevoir de fournisseurs, à hauteur de 9,9 millions de dollars E.-U. (contre 11,8 millions de dollars E.-U. en 2014) et d'autres impôts remboursables par les gouvernements hôtes, à hauteur de 3,1 millions de dollars E.-U. (comme en 2014).

112. La provision pour autres créances a été fixée à 257 682 dollars E.-U. en raison d'un litige en cours. Le Bureau des affaires juridiques de l'OIM a estimé au 31 décembre 2015 qu'il était fortement probable que seulement 75 % du montant restant dû de 1 003 963 dollars E.-U. serait recouvré. C'est pourquoi 25 % du solde restant dû comptabilisé sous « Autres créances » correspond à la provision irrécouvrable.

## NOTE 7 : STOCKS

113. Les mouvements des stocks mondiaux d'articles prépositionnés pendant la période considérée (2015) sont présentés dans le tableau ci-après.

	Dollars E.-U. 2015
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	-
Ajouts	624 102
Transfert aux projets aux fins de distribution aux bénéficiaires	(479 379)
Annulations	0
Provision pour obsolescence/endommagement des stocks	0
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>144 723</b>

**NOTE 8 : AUTRES ACTIFS**

114. Le tableau ci-après récapitule les autres actifs, qui consistent en acomptes fournisseurs, en dépôts de garantie et en gains non réalisés – produits financiers dérivés.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Créances à court terme</b>		
Acomptes fournisseurs	56 519 548	161 392 500
Dépôts de garantie	844 072	719 502
Gains non réalisés – Produits financiers dérivés	0	189 107
<b>Total partiel : Créances à court terme</b>	<b>57 363 620</b>	<b>162 301 109</b>
<b>Créances à long terme</b>		
Dépôts de garantie	998 143	1 110 688
<b>Total partiel : Créances à long terme</b>	<b>998 143</b>	<b>1 110 688</b>
<b>Total : autres actifs</b>	<b>58 361 763</b>	<b>163 411 797</b>

115. Les acomptes fournisseurs de 56,52 millions de dollars E.-U. (contre 161,39 millions de dollars E.-U. en 2014) sont des avances faites aux partenaires d'exécution, fournisseurs, consultants et fournisseurs de services. Leur montant a fortement baissé, principalement en raison du règlement d'avances au vu des prestations des fournisseurs dans le cadre d'importants projets d'infrastructure en cours au Pérou qui sont sur le point de s'achever.

**NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

116. L'Organisation est propriétaire du bâtiment de son Siège à Genève, qui représente 91 % de la valeur totale des biens immobiliers détenus par l'OIM. Pour donner une idée plus exacte de la valeur des terrains et des bâtiments que possède l'OIM, un évaluateur indépendant a examiné la juste valeur du bâtiment à Genève et l'a déterminée au 31 décembre 2015. Cette évaluation, menée conformément aux règles d'évaluation internationales édictées par l'International Valuation Standards Council, comportait des hypothèses quant aux conditions actuelles du marché. La variation de la juste valeur du bâtiment en 2015 découle notamment de fluctuations du taux de change qui ont entraîné une perte de réévaluation de 1 218 962 dollars E.-U.. La différence nette entre le coût historique et la juste valeur du bâtiment, à hauteur de 2 219 980 dollars E.-U., est comptabilisée dans la réserve de réévaluation d'actifs, qui forme un élément distinct de l'actif net/capitaux propres.

117. L'Organisation est également propriétaire de cinq autres bâtiments à usage de bureaux – en Argentine, en Australie, dans l'Etat plurinational de Bolivie, au Chili et au Pérou. Les bâtiments et les terrains que possède l'OIM ont été évalués à leur juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2011, déterminée sur la base d'évaluations indépendantes effectuées par des experts compétents dans chacun des pays dans lesquels ils se trouvent. L'estimation de la valeur actuelle à hauteur de 1,6 million de dollars E.-U. (fondée sur la valeur déterminée en 2011 moins l'amortissement) représente la juste valeur de ces bâtiments à la date de clôture. Un bâtiment en Australie, acquis en décembre 2015 pour 392 670 dollars E.-U., est évalué au prix d'achat moins l'amortissement entre la date d'acquisition et la date de clôture, ce qui est considéré comme représentant la juste valeur.

118. Les immobilisations corporelles détenues en 2015 et en 2014 sont résumées dans les tableaux ci-après.

119. En 2015, des actifs ont été donnés à l'OIM, dont la valeur est estimée à 251 584 dollars E.-U. (rien en 2014). Ce montant a été comptabilisé sous « Immobilisations corporelles » dans l'année d'acquisition. La juste valeur de ces actifs est dépréciée par voie d'amortissement pendant la durée d'utilité desdits actifs.

**NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)**

Dollars E.-U.	Terrains	Bâtiments	Bâtiments - structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	251 296	33 163 337	7 986 857	48 570 093	9 738 144	14 686 134	1 143 954	115 539 815
Acquisitions		392 670	1 586 763	11 001 555	1 564 797	3 524 593	186 638	18 257 016
Sorties			(540 940)	(4 403 110)	(490 300)	(832 046)		(6 266 396)
Transferts			76 082	32 908	(162 999)		(80 831)	(134 840)
Perte de réévaluation due aux fluctuations du taux de change		(1 218 962)						(1 218 962)
Réévaluation comptabilisée		(2 219 980)						(2 219 980)
<b>Coût au 31 décembre 2015</b>	<b>251 296</b>	<b>30 117 065</b>	<b>9 108 762</b>	<b>55 201 446</b>	<b>10 649 642</b>	<b>17 378 681</b>	<b>1 249 761</b>	<b>123 956 653</b>
Amortissement cumulé au 1 <sup>er</sup> janvier 2015		(2 099 451)	(5 231 965)	(35 078 141)	(6 980 544)	(10 681 787)	(904 765)	(60 976 653)
Amortissement		(701 338)	(1 182 335)	(8 127 716)	(1 318 812)	(1 800 503)	(162 944)	(13 293 648)
Sorties			538 283	4 311 009	411 427	765 549		6 026 268
Transferts			(31 366)	(30 652)	134 123		32 686	104 791
Reprise de l'amortissement cumulé pour le bâtiment réévalué		2 415 984						2 415 984
<b>Amortissement cumulé au 31 décembre 2015</b>		<b>(384 805)</b>	<b>(5 907 383)</b>	<b>(38 925 500)</b>	<b>(7 753 806)</b>	<b>(11 716 741)</b>	<b>(1 035 023)</b>	<b>(65 723 258)</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	251 296	31 063 886	2 754 892	13 491 952	2 757 600	4 004 347	239 189	54 563 162
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2015</b>	<b>251 296</b>	<b>29 732 260</b>	<b>3 201 379</b>	<b>16 275 946</b>	<b>2 895 836</b>	<b>5 661 940</b>	<b>214 738</b>	<b>58 233 395</b>

Dollars E.-U.	Terrains	Bâtiments	Bâtiments - structures mobiles	Véhicules	Communications et TI	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	251 296	33 163 337	5 568 087	39 570 116	8 697 386	12 026 722	1 133 835	100 410 778
Acquisitions			2 450 770	11 771 360	1 246 927	2 681 380	27 774	18 178 211
Sorties			(39 755)	(2 787 210)	(206 169)	(459 746)	(17 655)	(3 510 535)
Transferts			7 755	5 827		437 778		461 361
<b>Coût au 31 décembre 2014</b>	<b>251 296</b>	<b>33 163 337</b>	<b>7 986 857</b>	<b>48 570 093</b>	<b>9 738 144</b>	<b>14 686 134</b>	<b>1 143 954</b>	<b>115 539 815</b>
Amortissement cumulé au 1 <sup>er</sup> janvier 2014		(1 398 893)	(4 179 811)	(31 315 065)	(5 942 799)	(9 060 759)	(705 108)	(52 602 436)
Amortissement		(700 558)	(1 084 153)	(6 310 330)	(1 212 276)	(1 564 633)	(213 394)	(11 085 344)
Sorties			39 755	2 563 082	174 531	381 383	13 737	3 172 488
Transferts			(7 755)	(15 828)		(437 778)		(461 361)
<b>Amortissement cumulé au 31 décembre 2014</b>		<b>(2 099 451)</b>	<b>(5 231 965)</b>	<b>(35 078 141)</b>	<b>(6 980 544)</b>	<b>(10 681 787)</b>	<b>(904 765)</b>	<b>(60 976 653)</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier 2014	251 296	31 764 444	1 388 276	8 255 051	2 754 587	2 965 963	428 727	47 808 343
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre 2014</b>	<b>251 296</b>	<b>31 063 886</b>	<b>2 754 892</b>	<b>13 491 952</b>	<b>2 757 600</b>	<b>4 004 347</b>	<b>239 189</b>	<b>54 563 162</b>

**NOTE 10 : ACTIFS INCORPORELS**

120. Les actifs incorporels sont résumés dans le tableau suivant :

Dollars E.-U.	2015			2014		
	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total	Logiciels acquis	Logiciels conçus en interne	Total
Coût au 1 <sup>er</sup> janvier	108 987	134 261	243 248	63 719	109 700	173 419
Acquisitions	37 650	61 978	99 628	45 268		45 268
En cours de développement					24 561	24 561
Sorties	(11 566)		(11 566)			
Transferts	61 640		61 640			
<b>Coût au 31 décembre</b>	<b>196 711</b>	<b>196 239</b>	<b>392 950</b>	<b>108 987</b>	<b>134 261</b>	<b>243 248</b>
Amortissement cumulé au 1 <sup>er</sup> janvier	(54 466)		(54 466)	(26 664)		(26 664)
Amortissement	(35 464)	(14 839)	(50 303)	(27 802)		(27 802)
Sorties	2 883		2 883			
Transferts	(61 640)		(61 640)			
<b>Amortissement cumulé au 31 décembre</b>	<b>(148 687)</b>	<b>(14 839)</b>	<b>(163 526)</b>	<b>(54 466)</b>		<b>(54 466)</b>
Valeur comptable nette au 1 <sup>er</sup> janvier	54 521	134 261	188 782	37 054	109 700	146 754
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b>48 024</b>	<b>181 400</b>	<b>229 424</b>	<b>54 521</b>	<b>134 261</b>	<b>188 782</b>

121. Le bâtiment du Siège à Genève (Suisse) est situé sur un terrain mis à disposition par le canton de Genève pendant 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. Bien que l'Organisation ait le droit de céder ce bien à une autre organisation internationale, le canton pourrait refuser de donner son approbation sous certaines conditions. Les droits fonciers reviendront au canton à la fin du bail. Etant donné les diverses conditions auxquelles sont assujettis les droits d'utilisation du terrain et sa cession, les droits fonciers ne sont pas évalués en tant qu'actifs dans l'état de la situation financière.

**NOTE 11 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE)**

122. Les contributions reçues des donateurs avant exécution au titre des programmes d'opérations se sont élevées à 666 399 295 dollars E.-U. (contre 674 069 582 dollars E.-U. en 2014). Les contributions assignées reçues d'Etats Membres avant que ne prenne effet le barème des quotes-parts de l'année suivante au titre du programme administratif se sont élevées à 542 247 dollars E.-U. (contre 48 495 dollars E.-U. en 2014), comme indiqué dans le tableau suivant.

Etats Membres	Francs suisses
Angola	730
Bénin	28 464
Burkina Faso	32 148
Chili	1 153
Costa Rica	3 139
Côte d'Ivoire	2 850
République démocratique du Congo	8 859
El Salvador	30
Guyana	547
Inde	1 275
Népal	13
Nicaragua	213
Pakistan	682
Pologne	457 061
Sénégal	184
Timor-Leste	19
<b>Total des produits différés – Contributions assignées – Francs suisses</b>	<b>537 367</b>
<b>Total des produits différés – Contributions assignées – Dollars E.-U. (au taux de 0,991)</b>	<b>542 247</b>

**NOTE 11 : PRODUITS DIFFERES (CONTRIBUTIONS RECUES D'AVANCE) (suite)**

123. Les autres contributions différées, reçues des migrants et des personnes couvrant leurs propres dépenses, et les acomptes des clients se sont élevés à 14 931 519 dollars E.-U. (contre 15 555 360 dollars E.-U. en 2014).

**NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL**

124. Les indemnités de cessation de service sont la somme des indemnités dues par l'Organisation aux membres du personnel à la cessation de service en application du contrat d'emploi ou du Statut et Règlement du personnel. Ces indemnités englobent : la compensation des jours de congé non pris, les frais de rapatriement et de voyage pour le personnel international, les prestations pour cessation de service et les primes d'assurance maladie du personnel à la retraite. En ce qui concerne les obligations en matière d'indemnités de cessation de service qui se rapportent aux indemnités de départ, etc., voir la note 19 : Réserve pour cessation de service.

125. A sa soixante-douzième session, en novembre 1996, le Conseil a adopté une méthode budgétaire de financement des indemnités de cessation de service dues au personnel relevant de la partie administrative du budget, selon laquelle ces paiements doivent être financés moyennant une allocation annuelle calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2015, le budget alloué au titre des indemnités de cessation de service s'est élevé à 700 000 francs suisses (soit le même montant qu'en 2014), alors que les sommes effectivement versées se sont élevées à 776 283 francs suisses (contre 1 144 954 francs suisses en 2014). Il n'est pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation au cours de l'année suivante, ainsi que les prestations à leur verser. Le passif non provisionné concernant les avantages du personnel relevant de la partie administrative du budget s'élève à 12,7 millions de dollars E.-U. (contre 11,4 millions de dollars E.-U. en 2014).

126. A cette même session, le Conseil a décidé que les indemnités de cessation de service versées au personnel relevant de la partie opérationnelle du budget seraient financées par une commission représentant un pourcentage fixe des coûts salariaux.

127. Les membres du personnel (et les personnes à leur charge) affiliés au plan d'assurance maladie ou au plan médical peuvent bénéficier d'une assurance maladie après la cessation de service en vue de laquelle l'OIM contribue aux primes d'assurance.

128. La valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies pour l'assurance médicale après la cessation de service a été déterminée à l'aide de la méthode des unités de crédit projetées, et en actualisant les sorties futures de fonds estimées en appliquant un taux d'actualisation fondé sur des obligations de sociétés de premier rang.

129. Les Statuts de la CCPNU disposent que le Comité mixte doit faire procéder par l'Actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. Le Comité mixte a pour pratique de faire procéder à une évaluation actuarielle tous les deux ans selon l'approche globale avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objet de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants au regard de ses obligations.

130. L'obligation financière de l'OIM envers la CCPNU consiste à verser sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (soit, actuellement, 7,9 % pour les participants et 15,8 % pour les organisations affiliées), ainsi que sa part du montant qui pourrait être nécessaire pour combler un déficit actuariel, en vertu de l'article 26 des Statuts de la Caisse. Pour que cette dernière obligation prenne effet, il faut que l'Assemblée générale des Nations Unies ait invoqué les dispositions de l'article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Chaque organisation affiliée doit apporter pour couvrir ce déficit un montant proportionnel au total des cotisations qu'elle a payées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

**NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)**

131. L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2013 a fait apparaître un déficit de 0,72 % (contre 1,87 % en 2011) de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension, laissant entendre que pour que l'équilibre soit atteint au 31 décembre 2013, il aurait fallu que le taux de cotisation soit de 24,42 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, alors qu'il n'était que de 23,7 %. La prochaine évaluation actuarielle sera effectuée au 31 décembre 2015.

132. Au 31 décembre 2013, le ratio de capitalisation de l'actif actuariel par rapport au passif actuariel, à supposer qu'il n'y ait pas d'ajustements de pension futurs, se situait à 127,5 % (contre 130 % dans l'évaluation effectuée en 2011). Le ratio de capitalisation se situait à 91,2 % (86,2 % dans l'évaluation effectuée en 2011) si l'on tient compte du système actuel d'ajustement des pensions.

133. Après avoir évalué l'équilibre actuariel du Fonds, l'Actuaire-conseil a conclu qu'il n'y avait pas lieu, au 31 décembre 2013, de demander les paiements prévus, en cas de déficit, par l'article 26 des Statuts de la Caisse, étant donné que la valeur actuarielle des actifs était supérieure à la valeur actuarielle de l'ensemble des charges à payer par le Fonds. En outre, la valeur de réalisation des actifs était également supérieure à la valeur actuarielle de l'intégralité des droits échus à prestations à la date d'évaluation. Lors de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'avait pas invoqué la disposition de l'article 26.

134. Le Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies vérifie chaque année les comptes de la CCPNU et présente au Comité mixte de la Caisse un rapport sur ses audits chaque année. La CCPNU publie des rapports trimestriels sur ses investissements, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.unjspf.org](http://www.unjspf.org). En 2015, la cotisation versée par l'OIM à la Caisse s'est élevée à 27,8 millions de dollars E.-U. (contre 26,3 millions de dollars E.-U. en 2014).

135. Les provisions et les sommes dues au titre des prestations versées au personnel sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Sommes dues à court terme</b>		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	7 937 623	7 150 121
CCPPNU	39 304	48 117
Autres sommes à payer au personnel	5 061 491	1 943 726
<b>Total partiel : Sommes dues à court terme</b>	<b>13 038 418</b>	<b>9 141 964</b>
<b>Sommes dues à long terme</b>		
Sommes dues au titre des avantages du personnel	77 288 683	74 321 344
<b>Total partiel : Sommes dues à long terme</b>	<b>77 288 683</b>	<b>74 321 344</b>
<b>Total des sommes dues au titre des prestations versées au personnel</b>	<b>90 327 101</b>	<b>83 463 308</b>

**NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)**

136. Les sommes dues au titre des avantages du personnel sont ventilées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>PASSIF A COURT TERME –</b>		
<b>Provision pour les avantages sociaux suivants :</b>		
Compensation des congés annuels non pris	3 301 099	2 929 623
Prime de rapatriement	518 756	521 176
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	1 749 084	1 178 034
Indemnités dues à la cessation de service	237 094	290 211
Retraite anticipée	28 208	29 642
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	1 201 204	1 498 959
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	902 178	702 476
<b>Total partiel : Passif à court terme au titre des avantages du personnel</b>	<b>7 937 623</b>	<b>7 150 121</b>
<b>PASSIF A LONG TERME –</b>		
<b>Provision pour les avantages sociaux suivants :</b>		
Compensation des congés annuels non pris	22 091 969	23 703 313
Prime de rapatriement	14 872 066	13 011 728
Voyage de rapatriement et déménagement des effets personnels	11 705 415	9 531 366
Indemnités dues à la cessation de service	7 105 265	7 849 845
Retraite anticipée	188 774	239 832
Assurance maladie après la cessation de service – Plan d'assurance maladie	16 157 935	15 318 214
Assurance maladie après la cessation de service – Plan médical	5 167 259	4 667 046
<b>Total partiel : Passif à long terme au titre des avantages du personnel</b>	<b>77 288 683</b>	<b>74 321 344</b>
<b>Total : Passif au titre des avantages du personnel</b>	<b>85 226 306</b>	<b>81 471 465</b>

**Hypothèses et méthodes actuarielles**

137. Chaque année, l'OIM examine et choisit les hypothèses et méthodes qu'utilisera l'actuaire pour déterminer les besoins en matière de charges et de contributions au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, des indemnités de rapatriement et des prestations dues à la cessation de service. Les hypothèses et méthodes ci-après ont été utilisées pour déterminer la valeur de ces sommes dues après le départ à la retraite au 31 décembre 2015.

	Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer :			
	les obligations en matière de prestations		les dépenses nettes pour les pensions	
	2015	2014	2015	2014
Taux d'actualisation :				
Assurance maladie	3,46 %	3,37 %	3,37 %	4,18 %
Plan médical	4,39 %	3,99 %	3,99 %	4,75 %
Allocations de rapatriement et prestations dues à la cessation de service	3,5 %	4,00 %	4,00 %	4,75 %
Taux d'augmentation des salaires	2,71 %–6,20 %	2,48 %–5,55 %	2,48 %–5,55 %	2,95 %–6,00 %
Taux de la hausse des prix	0,50 %–2,00 %	0,50 %–2,00 %	0,50 %–2,00 %	0,75 %–2,50 %

## NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

138. Les tableaux ci-après contiennent des informations et une analyse complémentaires concernant les sommes dues au titre des avantages du personnel, telles que calculées par l'actuaire.

Rapprochement de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Indemnités de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Valeur actuelle des obligations au 31 décembre 2015	18 203 547	5 452 560	15 390 822	7 342 359	46 389 288
Gain/(perte) actuariel(le) net(te) non comptabilisé(e)	(844 408)	616 877	0	0	(227 531)
<b>Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2015</b>	<b>17 359 139</b>	<b>6 069 437</b>	<b>15 390 822</b>	<b>7 342 359</b>	<b>46 161 757</b>
Obligations au titre des prestations définies (années antérieures) au :					
31 décembre 2014	16 817 173	5 369 522	13 532 904	8 140 056	<b>43 859 655</b>
31 décembre 2013	16 167 428	4 646 412	12 570 495	8 754 786	<b>42 139 121</b>
31 décembre 2012	15 624 147	4 064 165	13 944 257	9 713 677	<b>43 346 246</b>

Rapprochement des obligations au titre des prestations définies	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Indemnités de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Obligations nettes au titre des prestations définies au 1 <sup>er</sup> janvier 2015	16 817 174	5 369 522	13 532 904	8 140 056	43 859 656
Coût des prestations au titre des services rendus en 2015	894 332	684 117	0	0	1 578 449
Charges financières pour 2015	604 627	201 821	521 176	290 211	1 617 835
Autres pertes actuarielles	(207)	(133 502)	2 133 878	475 687	2 475 856
Prestations versées par le plan/la compagnie	(956 786)	(52 521)	(797 136)	(1 563 596)	(3 370 039)
<b>Obligations au titre des prestations définies au 31 décembre 2015</b>	<b>17 359 140</b>	<b>6 069 437</b>	<b>15 390 822</b>	<b>7 342 358</b>	<b>46 161 757</b>

Dépenses annuelles pour 2015	Dollars E.-U.				
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service	Plan médical après la cessation de service	Indemnités de rapatriement	Prestations dues à la cessation de service	Total
Coût des prestations au titre des services rendus en 2015	894 332	684 117	0	0	1 578 449
Charges financières pour 2015	604 627	201 821	521 176	290 211	1 617 835
Amortissement des (gains)/pertes résultant du changement d'hypothèses actuarielles	(207)	(133 502)	2 133 878	475 687	2 475 856
<b>Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière au 31 décembre 2015</b>	<b>1 498 752</b>	<b>752 436</b>	<b>2 655 054</b>	<b>765 898</b>	<b>5 672 140</b>



## NOTE 12 : SOMMES DUES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL (suite)

Sensibilité aux hypothèses d'évolution	Dollars E.-U.			
	Plan d'assurance maladie après la cessation de service		Plan médical après la cessation de service	
	2015	2014	2015	2014
Tendance d'évaluation + 1 % (au début de l'exercice)	0,00 %-1,00 %	1,75 %-3,5 %	0,00 %-1,00 %	1,75 %-3,5 %
i. Montant du total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	1 691 528	1 760 940	1 106 273	973 571
ii. Effet sur le total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	192 569	175 632	220 335	205 942
Tendance d'évaluation + 1 % (à la fin de l'exercice)	0,00 %-1,00 %	0,00 %-1,00 %	0,00 %-1,00 %	0,00 %-1,00 %
iii. Montant des obligations au titre des prestations définies	20 320 917	20 556 009	6 637 622	3 660 382
iv. Effet sur les obligations au titre des prestations définies	2 117 370	2 168 853	1 185 062	437 641
Tendance d'évaluation - 1 % (au début de l'exercice)	1,50 %-3,00 %	0,0 %-1,5 %	1,50 %-3,00 %	0,0 %-1,5 %
i. Montant du total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	1 344 997	1 405 667	723 559	616 660
ii. Effet sur le total des composantes du coût des prestations au titre des services rendus et des charges financières	(153 962)	(179 641)	(162 379)	(150 969)
Tendance d'évaluation - 1 % (à la fin de l'exercice)	1,50 %-3,00 %	1,50 %-3,00 %	1,50 %-3,00 %	1,50 %-3,00 %
iii. Montant des obligations au titre des prestations définies	16 658 426	16 761 880	4 555 074	2 860 492
iv. Effet sur les obligations au titre des prestations définies	(1 545 121)	(1 625 276)	(897 486)	(362 249)

## NOTE 13 : TRANSFERTS VERS/DEPUIS LE PLAN D'ÉPARGNE

139. Au 31 décembre 2015, il ne restait plus aucun membre du personnel en service participant au Plan d'épargne qui, par conséquent, a été clôturé. Le montant net de 913 860 dollars E.-U. dû par l'OIM a été reclassé en « Autres sommes à payer au personnel » (voir la note 12 : Sommes dues au titre des avantages du personnel) dans le cadre du processus de clôture du Plan d'épargne. Les états financiers de liquidation finals et vérifiés du Plan peuvent être consultés par les anciens membres du personnel participants sur demande.

**NOTE 14 : MONTANTS A VERSER AUX FOURNISSEURS, AUX PARTENAIRES D'EXECUTION, AUX RESERVES DE CERTAINS ETATS MEMBRES, ETC.**

140. Les montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution et aux réserves de certains Etats Membres sont résumés dans le tableau ci-après.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Montants à verser à court terme</b>		
Montants à verser sur facture	63 668 376	80 407 486
Charges constatées	3 209 297	2 566 710
<b>Total partiel : Montants à verser aux fournisseurs et aux partenaires</b>	<b>66 877 673</b>	<b>82 974 196</b>
Pertes non réalisées - Produits financiers dérivés		
Autres - Passif à court terme	18 542 835	22 446 203
<b>Total partiel : Montants à verser à court terme</b>	<b>85 420 508</b>	<b>105 420 399</b>
<b>Montants à verser à long terme</b>		
Autres - Passif à long terme	1 340 825	1 380 251
<b>Total partiel : Montants à verser à long terme</b>	<b>1 340 825</b>	<b>1 380 251</b>
<b>Total des montants à verser aux fournisseurs, aux partenaires d'exécution, aux réserves de certains Etats Membres, etc.</b>	<b>86 761 333</b>	<b>106 800 650</b>

**NOTE 15 : EMPRUNTS**

141. L'Organisation a emprunté des fonds au Canton de Genève pour acheter le bâtiment du Siège à Genève. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2015 s'est élevé à 368 600 francs suisses (comme en 2014). Le prêt en francs suisses est converti en dollars E.-U. au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Il ne porte pas d'intérêts, conformément à la décision du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse de ne pas exiger d'intérêts, seul le principal devant être remboursé. L'emprunt initial et les montants restant dus sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Francs suisses	
	2015	2014
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	(11 365 172)	(10 996 572)
<b>Solde du prêt - Francs suisses</b>	<b>6 634 828</b>	<b>7 003 428</b>
<b>Solde du prêt - Dollars E.-U.</b>	<b>6 695 084</b>	<b>7 095 672</b>
Remboursements à court terme	371 948	373 455
Remboursements à long terme	6 323 136	6 722 217
<b>Solde du prêt - Dollars E.-U.</b>	<b>6 695 084</b>	<b>7 095 672</b>
Taux de change à la clôture de l'exercice (francs suisses/dollars E.-U.)	0,991	0,987

**NOTE 16 : FONDS DE DOTATION SASAKAWA**

142. Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps, et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Solde de compte en fin d'exercice</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>Compte de produits</b>		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	3 200	5 000
<u>Transfert des projets suivants au Fonds :</u>		
Soutien à l'ASEAN en vue d'accroître la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée	1 051	
<u>Transferts du Fonds aux projets suivants :</u>		
Réalisation d'une cartographie mondiale de la multiproblématique migration, environnement et changement climatique		(5 000)
Soutien à l'ASEAN en vue d'accroître la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée	(4 251)	
<b>Solde du compte en fin d'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**NOTE 17 : RESSOURCES REPORTEES**

143. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), le résultat net des programmes d'opérations à la fin de 2015 est le suivant :

- a) Un déficit de 650 867 dollars E.-U. au titre du mécanisme de sécurité du personnel (contre un excédent de 129 962 dollars E.-U. en 2014) ;
- b) Une augmentation de la réserve de revenus de soutien opérationnel de 1 888 300 dollars E.-U. (contre 8 357 999 dollars E.-U. en 2014), qui porte à 23 525 627 dollars E.-U. le montant total de la réserve (contre 21 637 327 dollars E.-U. en 2014).

144. Le montant des revenus de soutien opérationnel n'est pas prévisible. Il varie d'une année à l'autre, selon le niveau d'activités déployées. Ainsi, des fonds devront être retirés de cette réserve si le montant des revenus de soutien opérationnel disponibles à la fin de l'exercice financier est inférieur au budget approuvé après application de la moyenne triennale adoptée par les Etats Membres.

145. Conformément à la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012, et à la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 portant approbation des décisions du Comité exécutif, les Etats Membres avaient approuvé l'utilisation de l'excédent cumulé de 557 251 francs suisses au 31 décembre 2008 pour financer des dépenses administratives exceptionnelles au Centre administratif de Manille. Sur cette somme, 403 878 francs suisses (316 955 dollars E.-U.) ont été utilisés à ce jour.

**NOTE 17 : RESSOURCES REPORTEES (suite)**

146. Les ressources reportées selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) sont résumées dans le tableau ci-dessous.

	Dollars E.-U.		
	2015	2014	(Augmentation)/ diminution
<b>Ressources reportées – Excédent/(déficit)</b>			
<b>Programme administratif</b>			
Ressources des exercices précédents	474 652	474 652	
Ressources de l'exercice en cours	(1 655 081)	241 383	1 896 464
Augmentation/(diminution) de l'excédent administratif – Exercices précédents	(451 300)	(458 656)	(7 356)
Impact net de l'ajustement IPSAS	(11 139 092)	(11 139 092)	
<b>Programme administratif : Ressources reportées</b>	<b>(12 770 821)</b>	<b>(10 881 714)</b>	<b>1 889 108</b>
<b>Programmes d'opérations</b>			
Programmes d'opérations – Revenus de soutien opérationnel	23 525 627	21 637 327	(1 888 300)
Mécanisme de sécurité du personnel	3 176 422	3 827 289	650 867
Excédents/(déficits) cumulés	8 196 657	3 601 787	(4 594 870)
Impact net de l'ajustement IPSAS	20 246 347	17 830 364	(2 415 983)
<b>Programmes d'opérations : Ressources reportées</b>	<b>55 145 053</b>	<b>46 896 767</b>	<b>(8 248 287)</b>
<b>Total partiel : Excédents/(déficits) cumulés</b>	<b>42 374 232</b>	<b>36 015 053</b>	<b>(6 359 179)</b>
<b>Excédents/(déficits) cumulés – Opérations avec contrepartie directe</b>	<b>28 262 423</b>	<b>20 511 381</b>	<b>(7 751 042)</b>
<b>Conversions monétaires (gains/(pertes))</b>	<b>(86 483 702)</b>	<b>(50 663 691)</b>	<b>35 820 011</b>
<b>Total des ressources reportées</b>	<b>(15 847 047)</b>	<b>5 862 743</b>	<b>21 709 790</b>

**NOTE 18 : CONVERSIONS MONETAIRES (GAINS/(PERTES))**

147. La réserve de conversion monétaire de (86 483 702 dollars E.-U.) (contre (50 663 691 dollars E.-U.) en 2014) est reportée de l'état de la performance financière et enregistrée sous « Actif net/capitaux propres » dans l'état de la situation financière. Ce montant représente la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs monétaires en devises étrangères converties en dollars E.-U., ainsi que les éventuels profits et pertes de change réalisés lors du règlement des montants à verser et à recevoir et les soldes des projets achevés enregistrés dans une devise autre que le dollar E.-U.. Sur les 35,82 millions de dollars E.-U. de diminution de la réserve, 31,7 millions de dollars E.-U. sont le résultat de la réévaluation non réalisée des placements de liquidités et à court terme due à la hausse du dollar E.-U. par rapport à la plupart des monnaies dans lesquelles l'OIM mène ses opérations.

**NOTE 19 : RESERVE POUR CESSATION DE SERVICE**

148. Des fonds ont été réservés pour couvrir d'autres besoins au titre des prestations de cessation de service. Par exemple, le Statut et Règlement du personnel prévoit que des indemnités de départ soient versées au personnel dont les contrats sont résiliés avant leur échéance (par exemple, pour des raisons de santé). La part de la réserve des indemnités de cessation de service allouée à cette fin s'est élevée à 56 579 685 dollars E.-U. (contre 46 795 182 dollars E.-U. en 2014).

**NOTE 20 : FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS**

149. Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, le Fonds de réponse rapide pour les transports a été établi en conformité avec le Bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

150. Il sera fait appel à ce Fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'assurer le transport lors de rapatriements librement consentis, de mouvements de retour, de la réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

151. Toute utilisation dûment autorisée du Fonds sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le Fonds seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice</b>	<b>806 924</b>	<b>805 977</b>
<u>Contributions au Fonds</u>		
Intérêts créditeurs	4 873	947
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>4 873</b>	<b>947</b>
<u>Remboursement du projet suivant au Fonds :</u>		
Afflux de Burundais - République-Unie de Tanzanie	500 000	
<b>Total des remboursements de projets au Fonds</b>	<b>500 000</b>	
<u>Transferts du Fonds au projet suivant :</u>		
Afflux de Burundais - République-Unie de Tanzanie	500 000	
<b>Total des dépenses</b>	<b>500 000</b>	
<b>Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice</b>	<b>811 797</b>	<b>806 924</b>

**NOTE 21 : RESERVE POUR IMPREVUS**

152. L'utilisation de la réserve pour imprévus, d'un montant de 1 000 000 dollars E.-U., est régie par la résolution du Conseil n° 413 du 17 novembre 1967.

**NOTE 22 : COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE**

153. Le compte d'opérations d'urgence (Emergency Preparedness Account - (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

## NOTE 22 : COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE (suite)

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Solde d'ouverture de l'EPA en début d'exercice</b>	<b>129 594</b>	<b>71 997</b>
<b>Transferts de l'EPA aux projets suivants :</b>		
Réponse aux besoins de personnes déplacées et appui à l'intervention d'urgence au Malawi	100 000	
<b>Total des transferts de l'EPA à des projets</b>	<b>100 000</b>	
<b>Remboursements à l'EPA des projets suivants :</b>		
Aide au transport à l'intention de migrants rwandais expulsés de la République-Unie de Tanzanie		57 597
Réponse aux besoins de personnes déplacées et appui à l'intervention d'urgence au Malawi	100 000	
<b>Total des remboursements de projets à l'EPA</b>	<b>100 000</b>	<b>57 597</b>
<b>Bilan de clôture de l'EPA en fin d'exercice</b>	<b>129 594</b>	<b>129 594</b>

## NOTE 23 : EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES

154. Une réserve de caisse de 1 680 400 dollars E.-U., obtenue à l'aide de prêts sans intérêt consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 du 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre du programme administratif ou des programmes d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

## NOTE 24 : MECANISME DE FINANCEMENT DES SITUATIONS D'URGENCE MIGRATOIRES

155. Créé par la résolution du Conseil n° 1229 du 5 décembre 2011, le Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires est destiné à faire la soudure entre le lancement d'opérations d'urgence et le moment auquel sont reçus les fonds des donateurs. Il est financé par des contributions volontaires provenant de sources aussi diverses que possible, dont les Etats Membres, le secteur privé et les particuliers, et les éventuels intérêts cumulés sont portés au crédit du Mécanisme. Le Directeur général est autorisé à prélever des fonds sur le Mécanisme pour garantir une intervention rapide dans une situation d'urgence entraînant des migrations, en attendant la réception des contributions des donateurs pour ladite situation d'urgence. Le Mécanisme est réapprovisionné dès réception des contributions des donateurs, dans la limite des fonds alloués pour ladite situation d'urgence.

**Etat financier du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires  
pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015**

	2015 Dollars E.-U.	2014 Dollars E.-U.
<b>Bilan initial reporté en début d'exercice</b>	<b>4 769 665</b>	<b>5 790 689</b>
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	5 297	6 133
<b>Contributions au Mécanisme</b>		
Australie		399 975
Bangladesh	1 002 175	
Malte		13 831
Philippines	20 000	
Afrique du Sud		94 019
Suède	232 234	305 018
Etats-Unis d'Amérique		2 500 000
<b>Total des contributions et des intérêts versés au Mécanisme</b>	<b>6 029 371</b>	<b>9 109 665</b>

NOTE 24 : MECANISME DE FINANCEMENT DES SITUATIONS D'URGENCE (suite)

Etat financier du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015 (suite)

	2015 Dollars E.-U.	2014 Dollars E.-U.
<b>Remboursements au Mécanisme des projets suivants :</b>		
Aide au transport d'urgence à l'intention de Sud-Soudanais vulnérables à Khartoum – Soudan		500 000
Aide d'urgence au retour à l'intention de migrants éthiopiens en détresse en Arabie saoudite		500 000
Aide après l'arrivée à l'intention de migrants somaliens vulnérables en provenance d'Arabie saoudite		200 000
Intervention d'urgence visant à répondre aux besoins d'abris et d'articles non alimentaires de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays fuyant les violences qui avaient éclaté à Mossoul (Iraq)		200 000
Assistance lors du transit dans le cadre de la crise en Libye		200 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Nigéria	750 000	
Intervention d'urgence en réponse au cyclone Pam au Vanuatu	100 000	
Intervention d'urgence en réponse au typhon Maysak dans les Etats fédérés de Micronésie	100 000	
Aide d'urgence aux migrants en détresse dans la Corne de l'Afrique (Ethiopie et Somalie (Puntland)) au départ du Yémen	1 000 000	
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Népal	1 000 000	
Aide humanitaire aux migrants dans le golfe du Bengale et la mer d'Andaman	1 000 000	
Riposte aux inondations au Myanmar en 2015	100 000	
Intervention d'urgence pour les Balkans occidentaux	124 206	
Enquête sur les intentions de retour des réfugiés somaliens à Dadaab (Kenya)	100 000	
<b>Total des contributions, des intérêts et des transferts au Mécanisme</b>	<b>10 303 577</b>	<b>10 709 665</b>
<b>Transferts du Mécanisme aux projets suivants :</b>		
Etablissement d'un bureau de l'OIM en République centrafricaine		3 800 000
Aide d'urgence au retour à l'intention de migrants éthiopiens en détresse en Arabie saoudite		1 500 000
Aide après l'arrivée à l'intention de migrants somaliens vulnérables en provenance d'Arabie saoudite		200 000
Intervention d'urgence visant à répondre aux besoins d'abris et d'articles non alimentaires de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays fuyant les violences qui avaient éclaté à Mossoul (Iraq)		200 000
Assistance lors du transit dans le cadre de la crise en Libye		200 000
Dépenses administratives et de personnel afférentes à la gestion annuelle du Mécanisme de financement des situations d'urgence migratoires	40 000	40 000
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Nigéria	1 500 000	
Intervention d'urgence en réponse au cyclone Pam au Vanuatu	100 000	
Intervention d'urgence en réponse au typhon Maysak dans les Etats fédérés de Micronésie	100 000	
Intervention d'urgence en réponse à la crise au Népal	1 000 000	
Aide humanitaire aux migrants dans le golfe du Bengale et la mer d'Andaman	1 000 000	
Aide d'urgence aux migrants en détresse dans la Corne de l'Afrique (Ethiopie et Somalie (Puntland)) au départ du Yémen	3 000 000	
Aide d'urgence aux pêcheurs victimes de la traite en Papouasie-Nouvelle-Guinée	100 000	
Riposte aux inondations au Myanmar en 2015	100 000	
Intervention d'urgence pour les Balkans occidentaux	550 000	
Création d'un réseau d'information aux fins d'alerte rapide le long de la route migratoire entre la Grèce et la Serbie	50 000	
Collecte de données locales et dépôt de stockage de données sur les flux migratoires à destination de l'Europe	50 000	
Amélioration des abris destinés aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Dominique – Guyana	100 000	
<b>Montant total des dépenses</b>	<b>7 690 000</b>	<b>5 940 000</b>
<b>Bilan de clôture reporté en fin d'exercice</b>	<b>2 613 577</b>	<b>4 769 665</b>

**NOTE 25 : PASSIFS EVENTUELS**

- Imposition sur le revenu par les autorités françaises

156. Le 15 octobre 2010, l'Ambassadeur de France et le Directeur général ont signé un échange de lettres concernant l'exemption fiscale des membres du personnel résidant en France voisine et travaillant au Siège à Genève. L'exemption d'impôt sur les salaires et émoluments versés par l'OIM sera accordée à cette catégorie du personnel et mettra un terme au risque, pour l'Organisation, de devoir rembourser les impôts prélevés. Le 29 janvier 2016, l'OIM a reçu du Gouvernement de la France une notification l'informant que ses procédures internes requises pour l'entrée en vigueur de l'échange de lettres de 2010 étaient achevées. Dans sa réponse du 12 février 2016, l'Organisation a indiqué que la date d'entrée en vigueur de cet échange de lettres serait le 1<sup>er</sup> mars 2016. Après cette date, l'exonération d'impôt sur le revenu visée dans l'échange de lettres s'appliquerait. Aucune estimation fiable n'est disponible quant au montant potentiel que l'Organisation pourrait être tenue de verser au titre du remboursement des impôts prélevés sur les salaires et émoluments versés par l'OIM avant le 1<sup>er</sup> mars 2016.

- Cofinancement

157. Certains donateurs, et notamment la Commission européenne, s'engagent à financer uniquement un pourcentage fixe des dépenses totales de projet et exigent spécifiquement un cofinancement par d'autres sources pour couvrir le pourcentage restant de dépenses. L'OIM a signé des accords sans avoir eu d'emblée confirmation du cofinancement dans son intégralité, mais elle s'est engagée à assurer ce cofinancement pendant la durée du projet. A ce jour, elle a le plus souvent réussi à assurer ce cofinancement, principalement en recourant à un financement externe et en mettant certaines propositions relevant du Fonds de l'OIM pour le développement en accord avec ces besoins de cofinancement et, si nécessaire, en réduisant ou clôturant certaines activités de projet. Cependant, ces engagements de cofinancement ont été dénoncés comme un risque pour l'OIM et ont été portés à l'attention des Etats Membres dans le document IC/2006/2 (Mécanisme de cofinancement) lors des consultations informelles sur les questions budgétaires et administratives tenues le 22 juin 2006. En outre, diverses mesures ont été mises en place en interne pour faire face à ce problème. Le groupe chargé de la question du cofinancement, constitué de membres du personnel du Siège et de Bruxelles, a été créé pour passer en revue la situation sur le plan des engagements pris ainsi que les moyens permettant de financer les besoins de cofinancement. Au 31 décembre 2015, 15 projets de l'OIM étaient en cours jusqu'en 2016 et au-delà, dont 8 présentaient la possibilité d'un engagement de cofinancement à hauteur de 1,6 million de dollars E.-U.. Les administrateurs des projets visés sont tenus de rechercher activement des solutions pour satisfaire intégralement à l'exigence de cofinancement pendant la période de mise en œuvre du projet en question.

- Comptes bancaires gelés au Guatemala

158. Quatre comptes bancaires ouverts au nom de l'OIM à la Banque rurale de développement du Guatemala (Banrural) ont été gelés par décision d'un tribunal guatémaltèque en 2008. En juin 2012, les 17 comptes restants que possédait l'OIM à la Banrural ont eux aussi été gelés par décision de justice. Les actions qui ont débouché sur ces gels ont été engagées à l'initiative de Tradeco, une société de construction mexicaine, dans l'attente du règlement d'un litige impliquant Tradeco, FONAPAZ (le Fonds national pour la paix) et l'OIM. Ce litige concerne un projet de construction de route inachevé, administré par l'OIM avec des fonds du Gouvernement du Guatemala pour le compte de FONAPAZ (voir l'appendice 9). Des discussions sur les modalités d'un règlement de ce litige de longue date ont été engagées à un niveau politique élevé entre le Gouvernement du Guatemala, le Gouvernement du Mexique, Tradeco, ainsi que des fonctionnaires du Siège et des structures extérieures de l'OIM. Le 27 décembre 2012, la somme de 10 828 513 dollars E.-U. a été débitée des 21 comptes de dépôt gelés de l'OIM à Banrural. Cette mesure n'avait pas donné lieu à une notification préalable à l'OIM. Le débit a été constaté le 2 janvier 2013 dans le cadre des procédures comptables de fin d'exercice. L'OIM a intenté une action en justice le 7 janvier 2013 en vue de recouvrer ces fonds, y compris la somme de 32 121 dollars E.-U. correspondant aux intérêts, à la date de décembre 2012, sur les sommes débitées. Le 7 février 2013, la justice a ordonné à la banque de créditer ce montant à l'OIM mais, à ce jour, elle n'a pas obtempéré. Il convient de signaler que l'OIM a mis fin à toute coopération officielle avec FONAPAZ en 2010. Elle a clos la grande majorité des sous-projets financés par FONAPAZ. En mars 2015, la Cour constitutionnelle du Guatemala, la plus haute instance judiciaire du pays, a admis que, étant donné que les privilèges et immunités de l'OIM avaient été violés, et afin de respecter les procédures régulières, il y avait lieu de rétablir la situation antérieure à la date à laquelle l'OIM avait été informée de l'action en justice. La justice suit maintenant son cours en vue de l'exécution de cette décision qui devrait se traduire par la levée du gel des fonds de l'OIM.



**NOTE 25 : PASSIFS EVENTUELS (suite)**

- Rejet de dépenses éventuel

159. L'OIM est engagée depuis 2008 dans un projet financé par USAID qui vise à fournir des installations sanitaires et éducatives à des populations déplacées en Afghanistan. Un sous-traitant local travaillant dans la construction, qui a été congédié pour résultats insatisfaisants, réclame à l'OIM des dommages-intérêts d'environ 1,2 million de dollars E.-U. et a l'intention d'engager une procédure d'arbitrage devant la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international. L'OIM prévoit de se défendre et de s'opposer à sa demande.

- Projet de vote à l'intention des expatriés irakiens

160. A la fin de 2004, l'OIM a été choisie par le Gouvernement intérimaire de l'Iraq pour gérer la participation des ressortissants irakiens de l'étranger aux premières élections organisées après la mise en place de l'administration provisoire dite Autorité provisoire de la coalition. Ce projet, mis en œuvre par l'OIM en étroite collaboration avec une ONG, International Foundation for Election Systems, a notamment consisté à mettre en place et à gérer une série de bureaux et de bureaux de vote dans les différents pays du monde accueillant une importante diaspora irakienne, pour un budget d'environ 75 millions de dollars E.-U.. Bien que le projet et le processus de vote à l'étranger aient pu être exécutés sans heurts et sans incident à l'époque, le coût élevé a été récemment jugé contestable par le Gouvernement irakien, qui a considéré que les dépenses par personne étaient considérables puisque seulement 200 000 Irakiens de l'étranger avaient voté, alors qu'on avait escompté la participation d'un million de personnes. Le Gouvernement irakien est d'avis que les dépenses de l'OIM étaient excessives et que le coût du projet aurait dû être de 57 millions de dollars E.-U. plus bas. L'OIM est fermement convaincue que les dépenses étaient raisonnables et pleinement justifiées, d'autant que le délai de mise en œuvre était extrêmement bref – 83 jours – et que des dépenses de sécurité non négligeables avaient dû être engagées en raison des divers risques pour la sécurité à l'époque. En outre, elle estime qu'elle ne peut être tenue pour responsable du taux de participation plus bas que prévu, qui est la principale raison pour laquelle le coût par personne est élevé. Le Gouvernement a intenté une action en justice contre l'OIM devant une juridiction locale à Bagdad pour tenter de recouvrer les fonds correspondant aux dépenses contestées. Afin de parvenir à un arrangement avec le Gouvernement irakien sur cette question, une délégation de l'OIM composée de membres du personnel du Siège a rencontré des hauts fonctionnaires gouvernementaux irakiens à Amman, le 20 octobre 2015, pour engager des négociations en vue de régler les questions en suspens relatives à ce projet vieux de onze années. Le Gouvernement irakien a accepté de suspendre temporairement ses poursuites pendant la durée des négociations. Les discussions avec le Gouvernement irakien se poursuivent actuellement, et l'on espère qu'une issue favorable sera trouvée en 2016.

**NOTE 26 : ENGAGEMENTS****Engagements au titre de contrats de location simples**

161. Les paiements de location minimaux futurs globaux au titre de contrats de location simples non résiliables dans lesquels l'OIM est le preneur sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Durée des contrats de location simples (dans lesquels l'OIM est le preneur)	2015 Dollars E.-U.
1 an au plus	1 665 003
Plus d'1 an et pas plus de 5 ans	4 207 908
Plus de 5 ans	1 315 173
	<b>7 188 084</b>

162. Certains contrats de location simples comportent des clauses de reconduction qui permettent à l'OIM de prolonger la durée du bail après la date d'échéance du contrat initial, ainsi que des clauses d'indexation prévoyant la possibilité d'augmenter le montant du loyer annuel en fonction de la hausse de l'indice des prix du marché dans les différents pays où est implantée l'Organisation.

**NOTE 26 : ENGAGEMENTS (suite)**

163. En tant que bailleur, l'OIM perçoit des paiements locatifs pour la location de bureaux situés dans les bâtiments qu'elle possède à Santiago (Chili), à Buenos Aires (Argentine) et à La Paz (Etat plurinational de Bolivie).

**NOTE 27 : ACTIFS DESTINES AUX BENEFICIAIRES**

164. Le matériel acheté pour des bénéficiaires qui n'a pas été remis représentait 11,9 millions de dollars E.-U. au 31 décembre 2015 (contre 5,7 millions de dollars E.-U. en 2014). Le coût de ces articles est intégralement passé en charges dans le mois de l'acquisition.

**NOTE 28 : PARTIES LIEES**

165. L'Organisation est dirigée par un Conseil composé de représentants des 162 Etats Membres. Ils ne sont pas rémunérés par l'OIM. Les opérations entre l'OIM et ses Etats Membres revêtent la forme de contributions assignées, dont le montant est fixé conformément à un barème des quotes-parts approuvé chaque année par le Conseil. En outre, les Etats Membres versent des contributions volontaires destinées à différents programmes et projets exécutés dans le cadre normal des activités de l'OIM.

166. L'Organisation n'a aucune participation dans des associations ou des coentreprises.

167. Le Directeur général, le Directeur général adjoint, le Conseiller juridique, le Chef de cabinet, les directeurs des départements du Siège et le Directeur du Centre administratif de Manille disposent de l'autorité et de la responsabilité en vue de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'OIM. Ces principaux dirigeants sont rémunérés par l'Organisation.

168. Les principaux dirigeants et leur enveloppe de rémunération (y compris les salaires, les indemnités, les cotisations à l'assurance maladie, les cotisations de retraite, etc.) sont indiqués dans le tableau suivant :

	2015		2014	
	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)	Nombre de personnes	Rémunération globale (dollars E.-U.)
Directeur général, Directeur général adjoint et autres fonctionnaires supérieurs du Bureau du Directeur général	4	1 384 564	4	1 371 394
Autres hauts responsables	5	1 447 411	5	1 248 253

169. Les principaux dirigeants et leurs proches parents n'ont pas bénéficié d'emprunts qui ne soient pas non plus mis à la disposition d'autres catégories de personnel. Les principaux dirigeants jouissent des mêmes droits après la cessation de service (notamment en ce qui concerne les prestations de retraite et de santé) que les autres membres du personnel. Des opérations avec des parties liées mettant en jeu les principaux dirigeants ont été effectuées en 2015 pour un montant total 5 491 dollars E.-U., selon les modalités et les conditions qui s'appliqueraient dans le cours normal des activités. Aucune autre rémunération ni indemnisation n'a été versée aux principaux dirigeants et à leurs proches parents.

**NOTE 29 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS**

170. Les documents budgétaires sont établis sur la base des financements confirmés connus et du niveau d'activités projeté jusqu'à la fin de l'exercice, comme suit :

- Programme et Budget – en août de l'année précédant l'exercice budgétaire ;
- Révision du Programme et Budget – en mars de l'exercice budgétaire ;
- Réactualisation succincte du Programme et Budget – en septembre de l'exercice budgétaire.

**NOTE 29 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (suite)**

171. Les deux premiers documents budgétaires sont approuvés par le Conseil. Quant à la Réactualisation succincte, il s'agit d'un document présenté au Conseil pour l'informer de l'état des contributions et de la mise en œuvre des projets.

172. L'OIM a reçu des fonds additionnels confirmés d'une valeur de près de 334,91 millions de dollars E.-U. au cours des quatre derniers mois de l'exercice (contre 204,4 millions de dollars E.-U. en 2014). En raison des réalités opérationnelles, la mise en œuvre effective des activités pendant le reste de l'année peut être tantôt plus rapide, tantôt plus lente qu'initialement prévu. Le Directeur général est autorisé, dans des circonstances exceptionnelles, à engager des dépenses et à effectuer des paiements pour des opérations non inscrites dans la partie opérationnelle du budget approuvée, sous réserve que certaines conditions soient remplies (article 4.7 du Règlement financier).

173. Afin d'assurer une comparabilité parfaite, les montants réels correspondant à l'Appui aux programmes de caractère général ont été modifiés pour correspondre aux postes budgétaires du tableau synoptique VIII Services/Appuis dans les documents C/105/9 et S/16/6 : Personnel détaché, Application relative aux services opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA), Personnel et services financés par les revenus divers, Fonds de dotation Sasakawa, Droit international de la migration et Assistance humanitaire aux migrants en détresse. Les montants indiqués dans l'état de la performance financière sont classés selon leur nature, alors que les montants budgétés sont présentés uniquement par secteur de services.

174. La comparaison des montants budgétés et des montants réels pour le programme administratif est présentée séparément en francs suisses, comme l'exige l'article 3.2 du Règlement financier – voir l'état de la performance financière et de rapprochement budgétaire (programme administratif) (Etat V.b). Les sources et l'application des revenus de soutien opérationnel, y compris les reports, sont présentées séparément, conformément à l'article 6.3 du Règlement financier – voir l'appendice 4.

175. Les principales différences entre la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS), qui a servi à établir l'état de la performance financière et le tableau des flux de trésorerie, et la méthode de la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), utilisée pour établir l'état de comparaison des montants budgétés et des montants réels, sont expliquées ci-après.

- Acquisition d'immobilisations corporelles – Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) (et aux fins de présentation des rapports aux donateurs), les coûts des actifs sont intégralement passés en charges dans le mois de l'acquisition. Dans l'état de la situation financière, dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les actifs acquis sont capitalisés et amortis conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.
- Avantages du personnel – Comme il est indiqué dans la note 12 (Sommes dues au titre des avantages du personnel), selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire), les indemnités de cessation de service sont passées en charges lorsqu'elles sont versées au titre de la partie administrative du budget. Au titre de la partie opérationnelle du budget, ces sommes dues sont passées en charges sur la base d'un pourcentage fixe des coûts salariaux, comme établi par le Conseil. Dans l'état de la performance financière et dans le tableau des flux de trésorerie, les charges au titre de ces avantages tiennent également compte de la modification de la provision (passif) constituée pour chaque avantage, selon les calculs de l'actuaire ou de l'Organisation conformément à la politique comptable exposée dans la note 2.

## NOTE 29 : COMPARAISON DES MONTANTS BUDGETES ET DES MONTANTS REELS (suite)

Rapprochement des états de comparaison des montants budgétés et des montants réels (Etats V.a et V.b)  
et de l'état de la performance financière (Etat II)

	Dollars E.-U.			
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités d'emprunt	Total
<b>Excédent du programme administratif selon la comptabilité budgétaire (Etat V.b) en dollars E.-U.</b>	<b>(641 295)</b>			<b>(641 295)</b>
<b>Différences relatives aux entités</b>				
Produits opérationnels selon la comptabilité budgétaire	1 560 512 214			1 560 512 214
Charges opérationnelles selon la comptabilité budgétaire (Etat V.b)	(1 544 535 113)			(1 544 535 113)
Ecart de change	(34 608 905)			(34 608 905)
Ajustements en base comparable (voir le para. 173)	(6 629 920)			(6 629 920)
<b>Excédent des opérations selon la comptabilité budgétaire</b>	<b>(25 261 724)</b>			<b>(25 261 724)</b>
<b>Total de l'excédent opérationnel selon la comptabilité budgétaire</b>	<b>(25 903 019)</b>			<b>(25 903 019)</b>
<b>Différences relatives à la comptabilité</b>				
Gains/(pertes) à la vente d'actifs	(248 811)			(248 811)
Charges d'amortissement	(25 717 669)			(25 717 669)
Charges d'acquisition		30 717 324		30 717 324
Charges résultant des avantages du personnel	(3 122 555)			(3 122 555)
Charges pour créances douteuses	(256 244)			(256 244)
Instruments financiers	(189 107)			(189 107)
Ajustements pour réévaluation	(1 438)			(1 438)
<b>Total des ajustements de comptabilité</b>	<b>(29 535 824)</b>	<b>30 717 324</b>		<b>1 181 500</b>
<b>Résultat net conformément à l'état de la performance financière (Etat II)</b>	<b>(55 438 843)</b>	<b>30 717 324</b>		<b>(24 721 519)</b>

**NOTE 30 : SERVICES EN NATURE**

176. Les services en nature sont des services fournis gratuitement à l'OIM. Les principales catégories de services en nature reçus par l'OIM sont énumérées dans le tableau suivant.

Donateur	Type/catégorie de services en nature reçus	Unité/mesure
CANADEM	Services de personnel	537 jours
Ville de Lausanne - Suisse (Programme SYNI)	Services de personnel	816 jours
DLA Piper	Services juridiques	140 heures
Contrôleur et vérificateur général de l'Inde	Services de vérification comptable	395 jours
ESRI	Services de personnel	631 jours
Gouvernement de la Suisse Direction du développement et de la coopération Secrétariat d'Etat aux migrations	Services de personnel Services de personnel	217 jours 260 jours
Gouvernement de la Turquie (Ministère des affaires étrangères)	Services de personnel	261 jours
iMMAP	Services de personnel	175 jours
Microsoft	Services de conseils/services techniques	139 heures
Conseil norvégien pour les réfugiés	Services de personnel	5 788 jours
RedR	Services de personnel	273 jours
SAS Institute Inc.	Services de conseils	95 jours
Agence suédoise pour la protection civile	Services de personnel	463 jours
Royaume-Uni (Département du développement international)	Services de personnel	261 jours

177. Dans les pays ci-après (aux endroits indiqués) les gouvernements hôtes mettent des locaux de bureaux gratuitement à la disposition des bureaux de l'OIM ou leur demandent un loyer symbolique : Chine (Hong Kong), France (Marseille), Grèce (Athènes), Portugal (Lisbonne), Sénégal (Dakar), Soudan (Kadugli) et République-Unie de Tanzanie (Moshi).

## NOTE 31 : PRODUITS ET CHARGES

- Produits

178. Le tableau ci-après présente les produits comptabilisés par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements IPSAS.

	Dollars E.-U.				
	2015				2014
	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	AJUSTEMENT IPSAS	TOTAL	TOTAL
	BASE BUDGETAIRE				
<b>PRODUITS</b>					
<b>Contributions à affectation spéciale</b>					
Contributions volontaires – à affectation spéciale		1 441 644 944		1 441 644 944	1 340 257 572
Contributions assignées	43 148 345			43 148 345	46 232 121
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres		108 624 101	(248 811)	108 375 290	90 859 538
Contributions en nature		3 511 880		3 511 880	1 543 270
<b>Total partiel : Contributions à affectation spéciale</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 553 780 925</b>	<b>(248 811)</b>	<b>1 596 680 459</b>	<b>1 478 892 501</b>
<b>Contributions sans affectation spéciale</b>					
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale		3 413 350		3 413 350	4 527 511
Contributions volontaires – sans affectation spéciale		3 317 940		3 317 940	3 642 761
<b>Total partiel : Contributions sans affectation spéciale</b>		<b>6 731 290</b>		<b>6 731 290</b>	<b>8 170 272</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 560 512 215</b>	<b>(248 811)</b>	<b>1 603 411 749</b>	<b>1 487 062 773</b>

179. Les montants correspondant aux contributions assignées représentent les produits réels afférents au programme administratif de l'Organisation, tel qu'il est adopté par le Conseil. Les contributions assignées formant la partie administrative du budget sont facturées en francs suisses et converties en dollars des Etats-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies à la date de facturation.

180. Les contributions volontaires à affectation spéciale versées par les donateurs pour les programmes d'opérations représentent des produits à affectation spéciale reçus pour des activités pour lesquelles l'utilisation des fonds est précisée dans l'accord avec le donateur. Toutes ces contributions sont liées aux conditions énoncées dans les accords avec les donateurs qui exigent de l'OIM qu'elle fournisse des services précis aux gouvernements et aux personnes. Les produits sont comptabilisés quand les services financés par les fonds ont été fournis.

181. Les entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres représentent les fonds reçus par l'OIM pour couvrir les dépenses de voyage et de visa et les frais médicaux. Ces produits sont comptabilisés dès que le service couvert par les fonds a été fourni. Les ajustements IPSAS concernent la comptabilisation des gains ou des pertes résultant de la vente d'équipement et représentent la différence entre la valeur comptable de l'équipement (coût diminué de l'amortissement cumulé) et le montant obtenu à la vente.

182. Les contributions en nature représentent des contributions sous forme de biens et d'équipement reçus de la part de donateurs. Les produits sont comptabilisés à la juste valeur de la contribution, en dollars des Etats-Unis, à la date à laquelle les biens ou l'équipement sont mis à la disposition de l'OIM aux fins de la fourniture de services.

**NOTE 31 : PRODUITS ET CHARGES (suite)**

183. Les produits d'intérêts et autres produits sans affectation spéciale se rapportent aux fonds dégagés sur les soldes de trésorerie détenus par l'OIM en attendant qu'elle les utilise pour fournir ses services. Les produits d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont échus. Les contributions volontaires sans affectation spéciale représentent les fonds reçus des donateurs pour que l'OIM les utilise dans l'exécution des services conformément à son mandat. Ces fonds sont comptabilisés au moment de leur réception par l'Organisation.

- Charges

184. Le tableau ci-après présente les charges comptabilisées par l'OIM selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire) ainsi que les ajustements IPSAS.

	Dollars E.-U.				
	2015				2014
	PROGRAMME ADMINISTRATIF	PROGRAMMES D'OPERATIONS	AJUSTEMENT IPSAS	TOTAL	TOTAL
	BASE BUDGETAIRE				
<b>CHARGES</b>					
Aide au transport		225 063 751		225 063 751	240 520 562
Assistance médicale		28 342 229		28 342 229	27 986 023
Autre aide directe aux bénéficiaires		172 599 655		172 599 655	187 100 778
Transferts des partenaires d'exécution		76 562 112		76 562 112	79 350 064
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	2 214 496	515 227 470	117 251	517 559 217	393 756 666
Traitements et avantages du personnel	36 507 229	326 791 666	3 122 555	366 421 450	349 804 099
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	1 407 425	36 455 401		37 862 826	34 410 809
Fournitures et produits de consommation	3 611 103	158 938 714	(18 460 856)	144 088 960	137 762 068
Dépréciation et amortissement			13 343 950	13 343 950	11 113 146
Créances douteuses	620 948		256 244	877 192	(121 582)
Autres charges	216 291	11 184 036		11 400 327	3 388 342
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>44 577 492</b>	<b>1 551 165 034</b>	<b>(1 620 856)</b>	<b>1 594 121 669</b>	<b>1 465 070 975</b>

185. Les montants correspondant à l'aide au transport, à l'assistance médicale, à l'autre aide directe aux bénéficiaires et à une partie des services contractuels recouvrent les dépenses effectives engagées par l'OIM pour fournir une aide directe aux personnes et aux groupes de bénéficiaires conformément à son mandat. Les charges sont comptabilisées quand le service visé est fourni au bénéficiaire. Toutes les dépenses de personnel qui se rapportent directement ou indirectement à la fourniture de l'aide sont présentées sous la rubrique « Traitements et avantages du personnel » et sont, par conséquent, exclues de cette présentation.

186. Les montants correspondant aux transferts des partenaires d'exécution représentent les fonds fournis aux gouvernements et aux ONG pour exécuter des services précis au titre d'accords avec un donateur. Les charges sont comptabilisées au moment de la fourniture des services par le partenaire.

187. Les services contractuels couvrent les coûts des services acquis auprès de fournisseurs et de consultants externes, y compris l'obtention de tels services pour le compte de bénéficiaires. Ces coûts sont comptabilisés au moment de la fourniture du service. L'ajustement IPSAS se rapporte à la comptabilisation des dépenses engagées pour des logiciels conçus en interne.

**NOTE 31 : PRODUITS ET CHARGES (suite)**

188. Les traitements et avantages du personnel englobent tous les coûts liés aux indemnités versées au personnel international de la catégorie des administrateurs et au personnel local s'occupant de la fourniture de services dans le cadre d'opérations et de l'administration générale de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment où les traitements et les avantages sont acquis par le personnel de l'OIM. L'ajustement IPSAS se rapporte à la comptabilisation du coût d'avantages du personnel tels que le congé annuel, les indemnités dues à la cessation de service, ou l'assurance maladie après la cessation de service qui ont été acquis mais n'ont pas été versés à la date de clôture (le 31 décembre de chaque année).

189. Les charges correspondant aux indemnités pour frais de voyage et de séjour représentent les dépenses de déplacement et de subsistance engagées par le personnel de l'OIM en mission. Les charges remboursables des membres du personnel sont traitées conformément au Statut et Règlement du personnel et aux instructions de voyage de l'Organisation. Elles sont comptabilisées à la date du voyage.

190. Les fournitures et produits de consommation représentent le coût des biens et de l'équipement acquis pour les opérations et l'administration de l'OIM. Les charges sont comptabilisées au moment de la réception des biens par l'OIM. L'ajustement IPSAS se rapporte à la capitalisation de l'équipement au-delà du seuil de 5 000 dollars E.-U., comme il est indiqué dans les politiques comptables de l'OIM.

191. L'ajustement IPSAS se rapportant à la dépréciation et à l'amortissement représente la charge annuelle liée à l'utilisation des immobilisations incorporelles et des logiciels informatiques capitalisés conformément aux politiques comptables de l'OIM.

192. Les créances douteuses représentent un ajustement de la provision requis par les normes IPSAS pour que la valeur de la provision soit suffisante pour pleinement compenser les créances correspondant aux contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus et pour lesquelles aucun échéancier de paiement n'a été conclu. Toutes les autres créances, y compris les contributions volontaires, sont examinées, et la provision est ajustée de manière à refléter la valeur des créances dont la réception est jugée douteuse, et la différence est imputée ou créditée aux charges.

193. Les autres charges sont, principalement, les frais bancaires et les ajustements de change dus à la clôture de projets gérés dans une monnaie autre que le dollar des Etats-Unis. Les frais bancaires sont comptabilisés en charges quand le service correspondant est fourni par la banque.

194. Les pertes de change englobent la différence réalisée nette entre la valeur des transactions effectuées dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis au taux de change opérationnel des Nations Unies et la valeur au taux de change de la banque. Les pertes de change comprennent en outre la perte non réalisée sur la réévaluation des actifs (y compris les montants à recevoir, la trésorerie et les investissements) et des passifs (y compris les sommes à payer) évalués dans des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

- Annulations

195. L'article 10.2 du Règlement financier dispose que « le Directeur général peut, après enquête approfondie, donner son autorisation pour que soient rayés des comptes les espèces ou les autres biens dont la perte aura été constatée. Un relevé des avoirs ainsi passés par profits et pertes est présenté aux commissaires externes aux comptes et signalés dans les comptes rendus financiers annuels ».

196. En l'absence d'autres sources de produits, 5 934 565 dollars E.-U. (contre 1 251 281 dollars E.-U. en 2014) ont dû être prélevés sur les revenus de soutien opérationnel pour combler des déficits de projet imprévus. Les charges afférentes à ces déficits sont prises en considération dans les lignes de charges appropriées (voir *supra* pour les définitions) selon la nature de la charge. Ces déficits étaient dus à : a) des dépassements budgétaires d'environ 5,6 millions de dollars E.-U. concernant des projets achevés en Afghanistan et au Mali ; et b) des dépenses à hauteur de 0,3 million de dollars E.-U. jugées irrecevables à la suite de vérifications, par des donateurs, de projets précis menés au Yémen et dans plusieurs autres pays.

**NOTE 32 : RISQUES FINANCIERS**

197. L'Organisation perçoit des produits des contributions et de la rémunération des services, et doit supporter des charges dans des monnaies autres que le dollar E.-U. (la monnaie de présentation des états financiers de l'OIM). C'est pourquoi elle est exposée aux risques de change découlant des fluctuations du taux de change entre ces monnaies et le dollar E.-U.. L'Administration utilise des instruments financiers dérivés (en l'occurrence des dépôts à terme multidevises), dont le produit est crédité aux revenus divers.



**NOTE 32 : RISQUES FINANCIERS (suite)**

198. L'Organisation possède des bureaux dans divers pays, dont l'actif et le passif sont libellés dans la monnaie locale. En outre, l'Administration a des dépôts dans d'autres devises, notamment en dollars australiens, en livres sterling, en euros, en yens japonais, en couronnes norvégiennes et en francs suisses. L'Organisation a une réserve de conversion monétaire, qui est reportée de l'état de la performance financière et apparaît sous « Actif net/capitaux propres » (voir la note 18).

199. L'OIM atténue le risque de fluctuation monétaire pour la partie administrative du budget par une opération de couverture naturelle, en percevant en francs suisses des revenus provenant des contributions assignées d'un montant suffisant pour financer son passif à court terme en francs suisses. Elle acquiert des produits dérivés pour couvrir son actif et son passif se rapportant à la partie opérationnelle du budget, qui sont libellés dans une monnaie autre que le dollar E.-U.. En outre, l'OIM reçoit des contributions volontaires destinées à financer des projets dans des monnaies autres que le dollar E.-U.. Le risque de change est limité car les budgets de projet correspondants sont ajustés compte tenu du montant en dollars E.-U. effectivement perçu en échange.

200. Les instruments financiers et le risque de change net de l'Organisation au 31 décembre 2015 sont indiqués dans le tableau suivant.

2015	Dollars E.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars E.-U.	Euros - en équivalent dollars E.-U.	Livres Sterling - en équivalent dollars E.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars E.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars E.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars E.-U.	Total Dollars E.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	100 771 659	29 780 689	106 740 014	31 619 761	29 302 824	140 637 514	56 499 322	495 351 783
Placements à court terme (note 5)	180 000 000		32 822 757					212 822 757
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		3 151 943						3 151 943
Montants à recevoir : autres (note 6)	6 707 782	89 794	684 217	514 311	391 280	2 250 093	2 762 438	13 399 915
Produits dérivés (notes 8 et 14)								
Montants à verser aux fournisseurs (note 14)	(44 409 366)	(6 198 230)	(4 454 475)	578 527	(2 126 981)	(746 959)	(9 520 189)	(66 877 673)
Emprunts (note 15)		(6 695 084)						(6 695 084)
<b>Risque net</b>	<b>243 070 075</b>	<b>20 129 112</b>	<b>135 792 513</b>	<b>32 712 599</b>	<b>27 567 123</b>	<b>142 140 648</b>	<b>49 741 571</b>	<b>651 153 641</b>

2014	Dollars E.-U.	Francs suisses - en équivalent dollars E.-U.	Euros - en équivalent dollars E.-U.	Livres sterling - en équivalent dollars E.-U.	Pesos colombiens - en équivalent dollars E.-U.	Nouveaux soles - en équivalent dollars E.-U.	Autres monnaies - en équivalent dollars E.-U.	Total Dollars E.-U.
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	111 972 325	62 341 540	154 656 157	15 672 775	44 362 660	51 056 449	34 181 508	474 243 414
Placements à court terme (note 5)	125 000 000		12 195 122				9 894 754	147 089 876
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)		3 622 830						3 622 830
Montants à recevoir : autres (note 6)	4 580 822	62 895	952 399	47 836	605 540	7 137 643	2 784 131	16 171 266
Produits dérivés (notes 8 et 14)		18 744	170 363					189 107
Montants à verser aux fournisseurs (note 14)	(36 082 793)	(5 319 840)	(1 908 301)	(444 230)	(3 293 907)	(25 782 360)	(10 142 765)	(82 974 196)
Emprunts (note 15)		(7 095 672)						(7 095 672)
<b>Risque net</b>	<b>205 470 354</b>	<b>53 630 297</b>	<b>166 065 740</b>	<b>15 276 381</b>	<b>41 674 293</b>	<b>32 411 732</b>	<b>36 717 628</b>	<b>551 246 425</b>

**NOTE 32 : RISQUES FINANCIERS (suite)**

201. En ce qui concerne les instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir le risque de change, à la date de chaque transaction, le gain réalisé net s'est élevé à 3 817 569 dollars E.-U. (contre 764 032 dollars E.-U. en 2014), et la perte réalisée à 1 244 024 dollars E.-U. (contre 1 518 511 dollars E.-U. en 2014). Etant donné que l'OIM ne détenait pas d'instruments financiers dérivés à la date de clôture, aucun gain ou perte non réalisé y afférent n'est indiqué à la fin de 2015 (contre un gain non réalisé de 192 200 dollars E.-U., et une perte non réalisée de 3 093 dollars E.-U. en 2014). Les montants indiqués en 2014 étaient calculés en application du taux de change fixé pour les opérations des Nations Unies, et figuraient dans l'état de la situation financière (Etat I) respectivement sous « Autre actif à court terme » et « Autre passif à court terme ».

202. Le tableau ci-dessous montre les incidences des instruments financiers sur l'excédent/déficit et sur l'actif net auxquelles l'Organisation était exposée au 31 décembre 2015, si les grandes monnaies dans lesquelles les instruments financiers sont détenus s'étaient affaiblies ou renforcées de 5 %, soit la limite supérieure des variations de change possibles par rapport au dollar E.-U. selon les estimations de la direction.

2015	Dollars E.-U. (en millions)	
	Incidences sur l'excédent/déficit	Incidences sur l'actif net
+ 5 %	31,39	(19,58)
- 5 %	(34,70)	21,34

203. L'Organisation est exposée au risque de crédit dû au défaut de paiement, ce qui a également des incidences sur la liquidité. Une provision pour créances douteuses a été constituée pour toute créance de deux ans ou plus découlant du non-paiement des contributions assignées dues par les Etats Membres. Il existe également des risques de crédit pour les montants à recouvrer auprès des donateurs au titre des programmes d'opérations (en cas de défaut de paiement) et pour les acomptes versés aux fournisseurs et aux partenaires d'exécution (en cas de non-exécution). Des provisions pour créances douteuses sont également constituées lorsque les contributions de donateurs sont incertaines à la date de clôture. Les créances sont contrôlées et suivies de manière permanente. Des acomptes sont versés lorsque cela est inévitable (par exemple au titre d'accords avec les compagnies aériennes), ou financièrement viable. Les bureaux extérieurs sont tenus de surveiller les acomptes sur une base mensuelle.

204. L'exposition de l'Organisation au risque de trésorerie est limitée en raison de l'exigence selon laquelle les projets financés par des contributions volontaires à affectation spéciale, qui représentent 90 % des revenus, ne peuvent être lancés tant que les ressources de trésorerie nécessaires pour financer les activités de projet ne sont pas déposées sur un compte bancaire de l'OIM. La partie administrative du budget est alimentée par les contributions assignées dues par les Etats Membres de l'OIM. L'expérience montre que plus de 95 % de ces fonds sont perçus en cours d'exercice, et 99 % dans un délai de deux ans. L'OIM gère aussi le risque de trésorerie en surveillant constamment les flux de trésorerie réels et estimés. Elle ne peut, sans l'accord du Conseil, contracter de dettes à long terme.

**NOTE 32 : RISQUES FINANCIERS (suite)**

205. L'Organisation a pour objectif de préserver l'équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité en utilisant des fonds déposés auprès de banques et des fonds de trésorerie. Le tableau ci-après résume l'échéance des actifs et des passifs financiers.

	Dollars E.-U.							
	2015				2014			
	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
<b>Actifs financiers</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	495 351 783			495 351 783	474 243 414			474 243 414
Placements à court terme (note 5)	212 822 757			212 822 757	147 089 876			147 089 876
Montants à recevoir : contributions assignées (note 6)	2 630 647	521 296		3 151 943	3 017 116	605 714		3 622 830
Montants à recevoir : autres (note 6)	11 217 324	2 182 591		13 399 915	16 171 066			16 171 066
Produits dérivés (note 8)					189 107			189 107
<b>Total actifs financiers</b>	<b>722 022 511</b>	<b>2 703 887</b>		<b>742 726 398</b>	<b>640 710 579</b>	<b>605 714</b>		<b>641 316 293</b>
<b>Passifs financiers</b>								
Produits dérivés (note 14)								
Montants à verser aux fournisseurs (note 14)	68 877 673			68 877 673	82 974 196			82 974 196
Emprunts (note 15)	371 948	1 859 740	4 463 396	6 695 084	373 455	1 867 275	4 854 942	7 095 672
<b>Total passifs financiers</b>	<b>69 249 621</b>	<b>1 859 740</b>	<b>4 463 396</b>	<b>75 572 757</b>	<b>83 347 651</b>	<b>1 867 275</b>	<b>4 854 942</b>	<b>90 069 868</b>

**NOTE 33 : INFORMATION SECTORIELLE**

206. Les secteurs géographiques correspondent globalement à la classification régionale des Nations Unies. Dans certains cas, des régions sont regroupées. Par exemple, le secteur géographique « Amérique latine et Caraïbes » comprend deux régions selon la classification des Nations Unies, à savoir « Amérique centrale et Caraïbes » et « Amérique du Sud ». De même, le secteur géographique « Asie et Océanie » regroupe deux régions des Nations Unies, à savoir « Asie centrale, de l'Est et du Sud » et « Pacifique Sud ». Le secteur géographique « Europe » comprend la Turquie. Le secteur Activités d'envergure mondiale comprend toutes les activités qui ne sont pas limitées à une ou plusieurs régions. Quant au secteur intitulé Programme administratif, il englobe les activités financées par la partie administrative du budget. Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3.

ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR REGION GEOGRAPHIQUE  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
(en dollars E.-U.)

	Asie et Océanie	Afrique	Europe	Amérique latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Amérique du Nord	Activités d'envergure mondiale	Programme administratif	Total
<b>PRODUITS</b>									
<b>Contributions à affectation spéciale</b>									
Contributions volontaires à affectation spéciale	250 155 824	323 774 145	180 946 972	388 802 441	203 596 075	24 420 092	69 949 395		1 441 644 944
Contributions assignées								43 148 345	43 148 345
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondants et autres	17 023 361	18 315 525	9 600 312	20 998 514	3 185 482	381 423	38 870 673		108 375 290
Contributions en nature	2 361 550	285 283	1 006		448 400		415 641		3 511 880
Transferts d'un projet à l'autre	10 356 746	9 994 112	6 589 766	8 892 941	840 290	(1 601 156)	(35 072 699)		
<b>Total partiel - Contributions à affectation spéciale</b>	<b>279 897 481</b>	<b>352 369 065</b>	<b>197 138 056</b>	<b>418 693 896</b>	<b>208 070 247</b>	<b>23 200 359</b>	<b>74 163 010</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 596 680 459</b>
<b>Contributions sans affectation spéciale</b>									
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale							3 413 350		3 413 350
Contributions volontaires sans affectation spéciale							3 317 940		3 317 940
<b>Total partiel - Contributions sans affectation spéciale</b>							<b>6 731 290</b>		<b>6 731 290</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>279 897 481</b>	<b>352 369 065</b>	<b>197 138 056</b>	<b>418 693 896</b>	<b>208 070 247</b>	<b>23 200 359</b>	<b>80 894 300</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 603 411 749</b>
<b>CHARGES</b>									
Aide au transport	54 809 748	48 661 415	40 939 114	18 433 683	38 297 424	10 544 974	13 377 393		225 063 751
Assistance médicale	6 403 898	4 070 430	1 393 346	6 222 892	2 890 572	91 662	7 269 429		28 342 229
Aide directe aux bénéficiaires	48 601 546	28 331 259	33 790 031	2 339 076	49 724 160	895 195	8 918 388		172 599 655
Transferts des partenaires d'exécution	20 626 257	24 321 801	8 498 136	15 762 444	4 313 083	837 321	2 203 070		76 562 112
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	36 360 126	78 910 521	27 669 783	312 153 586	40 397 680	849 823	19 003 202	2 214 496	517 559 217
Traitements et avantages du personnel	54 343 250	84 991 250	51 036 645	31 862 183	32 262 015	6 741 872	67 361 802	37 822 433	366 421 450
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	6 123 687	11 999 453	3 846 833	3 321 229	4 364 402	475 105	6 324 692	1 407 425	37 862 826
Fournitures et produits de consommation	28 333 522	42 402 848	17 386 930	16 281 098	20 908 493	1 531 470	13 840 337	3 404 262	144 088 960
Amortissement	1 045 071	6 102 595	292 245	607 255	2 305 296	63 480	2 790 496	137 512	13 343 950
Créances douteuses							256 244	620 948	877 192
Autres charges	1 654 314	496 777	2 260 447	5 795 852	8 966	43 940	923 741	216 290	11 400 327
Transferts d'un projet à l'autre	11 936 688	18 942 977	8 859 637	5 438 118	10 809 801	1 042 511	(57 029 732)		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>270 238 107</b>	<b>349 231 326</b>	<b>195 973 147</b>	<b>418 217 416</b>	<b>206 281 892</b>	<b>23 117 353</b>	<b>85 239 062</b>	<b>45 823 366</b>	<b>1 594 121 669</b>

Note : Pour les secteurs par service, voir l'appendice 3. L'appendice 5 récapitule les dépenses par pays/lieu. Etant donné que les projets peuvent s'étendre sur plusieurs pays/lieux, les ventilations régionales des dépenses dans la note 33 et l'appendice 3 ne sont pas comparables.

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF)

	Francs suisses	
	2015	2014
<b>ETATS-MEMBRES</b>		
Afghanistan	2 385	2 295
Albanie	4 769	4 590
Algérie	65 578	63 150
Angola	4 769	4 590
Antigua-et-Barbuda	937	902
Argentine	206 741	199 081
Arménie	3 364	3 237
Australie	992 485	955 738
Autriche	381 885	367 715
Azerbaïdjan	19 162	18 441
Bahamas	8 133	7 827
Bangladesh	4 769	4 590
Bélarus	26 785	25 817
Belgique	477 570	459 879
Belize	468	451
Bénin	1 448	1 393
Bolivie (Etat plurinational de)	4 301	4 139
Bosnie-Herzégovine	8 133	7 827
Botswana	8 133	7 827
Brésil	1 404 008	1 352 016
Bulgarie	22 484	21 678
Burkina Faso	1 448	1 393
Burundi	468	451
Cabo Verde	468	451
Cambodge	1 916	1 844
Cameroun	5 749	5 532
Canada	1 427 940	1 375 047
République centrafricaine	468	451
Tchad	937	902
Chili	159 814	153 921
Colombie	123 959	119 334
Comores	468	451
Congo	2 385	2 295
Costa Rica	18 183	17 499
Côte d'Ivoire	5 280	5 082
Croatie	60 298	58 069
Chypre	22 484	21 678
République tchèque	184 726	177 854
République démocratique du Congo	1 448	1 393
Danemark	322 993	311 039
Djibouti	468	451
République dominicaine	21 547	20 736
Equateur	21 036	20 285
Egypte	64 130	61 757
El Salvador	7 665	7 376
Estonie	19 162	18 441
Ethiopie	4 769	4 590
Fidji	1 448	
Finlande	248 345	239 160
France	2 676 435	2 577 320
Gabon	9 581	9 221
Gambie	468	451
Géorgie	3 364	3 237
Allemagne	3 417 212	3 290 620
Ghana	6 686	6 434

CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)

	Francs suisses	
	2015	2014
<b>ETATS MEMBRES (suite)</b>		
Grèce	305 321	293 991
Guatemala	12 903	12 458
Guinée	468	451
Guinée-Bissau	468	451
Guyana	468	451
Haïti	1 448	1 393
Saint-Siège	468	451
Honduras	3 832	3 688
Hongrie	127 281	122 572
Islande	12 903	
Inde	318 692	306 900
Iran (République islamique d')	170 375	164 043
Irlande	200 013	192 607
Israël	189 495	182 484
Italie	2 128 518	2 049 661
Jamaïque	5 280	5 082
Japon	5 184 028	4 992 073
Jordanie	10 518	10 122
Kazakhstan	57 913	55 774
Kenya	6 217	5 983
Kirghizistan	937	902
Lettonie	22 484	21 678
Lesotho	468	451
Libéria	468	451
Libye	67 963	65 445
Lituanie	34 918	33 645
Luxembourg	38 751	37 333
Madagascar	1 448	1 393
Malawi	937	902
Maldives	468	451
Mali	1 916	1 844
Malte	7 665	7 376
Iles Marshall	468	
Mauritanie	937	902
Maurice	6 217	5 983
Mexique	881 470	848 821
Micronésie (Etats fédérés de)	468	451
Mongolie	1 448	1 393
Monténégro	2 385	2 295
Maroc	29 680	28 563
Mozambique	1 448	1 393
Myanmar	4 769	4 590
Namibie	4 769	4 590
Nauru	468	451
Népal	2 853	2 746
Pays-Bas	791 492	762 189
Nouvelle-Zélande	121 064	116 588
Nicaragua	1 448	1 393
Niger	937	902
Nigéria	43 052	41 472
Norvège	407 222	392 139
Pakistan	40 667	39 177
Panama	12 434	11 966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 916	1 844
Paraguay	4 769	4 590
Pérou	55 997	53 930

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	Francs suisses	
	2015	2014
<b>ETATS MEMBRES (suite)</b>		
Philippines	73 711	70 978
Pologne	440 735	424 390
Portugal	226 840	218 424
République de Corée	954 202	918 856
République de Moldova	1 448	1 393
Roumanie	108 161	104 130
Rwanda	937	902
Saint-Vincent-et-les Grenadines	468	451
Sénégal	2 853	2 746
Serbie	19 162	18 441
Seychelles	468	451
Sierra Leone	468	451
Slovaquie	81 845	78 805
Slovénie	47 863	46 062
Somalie	468	451
Afrique du Sud	177 997	171 420
Soudan du Sud	1 916	1 844
Espagne	1 422 659	1 369 965
Sri Lanka	11 966	11 515
Soudan	4 769	4 590
Suriname	1 916	1 844
Swaziland	1 448	1 393
Suède	459 387	442 380
Suisse	501 033	482 459
Tadjikistan	1 448	1 393
Thaïlande	114 378	110 114
ex-République yougoslave de Macédoine	3 834	
Timor-Leste	937	902
Togo	468	451
Trinité-et-Tobago	21 036	20 285
Tunisie	17 246	16 597
Turquie	635 510	611 956
Turkménistan	9 113	
Ouganda	2 853	2 746
Ukraine	47 395	45 611
Royaume-Uni	2 478 338	2 386 517
République-Unie de Tanzanie	4 301	4 139
Etats-Unis d'Amérique	10 527 871	10 138 068
Uruguay	24 869	23 973
Vanuatu	468	451
Venezuela (République bolivarienne de)	300 041	288 910
Viet Nam	20 099	19 343
Yémen	4 769	4 590
Zambie	2 853	2 746
Zimbabwe	937	902
<b>Total partiel : Etats Membres – francs suisses</b>	<b>42 586 949</b>	<b>40 982 857</b>
<b>Total partiel : Etats Membres – dollars E.-U.</b>	<b>43 147 871</b>	<b>46 203 899</b>

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015  
(PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	Francs suisses	
	2015	2014
<b>NOUVEAUX ETATS MEMBRES</b>		
Fidji		1 393
Islande		12 458
Iles Marshall		451
Samoa	468	
ex-République yougoslave de Macédoine		1 980
Turkménistan		8 770
<b>Total partiel : Nouveaux Etats Membres – francs suisses</b>	<b>468</b>	<b>25 052</b>
<b>Total partiel : Nouveaux Etats Membres – dollars E.-U.</b>	<b>474</b>	<b>28 222</b>
<b>TOTAL – francs suisses</b>	<b>42 587 417</b>	<b>41 007 909</b>
<b>TOTAL – dollars E.-U.</b>	<b>43 148 345</b>	<b>46 232 121</b>

Notes : A la fin de décembre 2015, l'OIM comptait 162 Membres (contre 157 à la fin de 2014).

Sao Tomé-et-Principe, Saint-Kitts-et-Nevis, Kiribati, l'Erythrée et Sainte-Lucie ont été admis en qualité de Membres, respectivement en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1293, 1294, 1295, 1296 et 1297 adoptées par le Conseil le 24 novembre 2015.



CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE  
LE 31 DECEMBRE 2015 (PROGRAMME ADMINISTRATIF)

Etats Membres	Francs suisses					
	2014	2013	Exercices précédents	Total	2015	Total général
Albanie					4 769	4 769
Antigua-et-Barbuda	7			7	937	944
Argentine					206 741	206 741
Bangladesh					4 769	4 769
Bolivia (Etat plurinational de) <sup>1</sup>			26 150	26 150		26 150
Brésil	1 026 966			1 026 966	1 404 008	2 430 974
Burundi					468	468
Cabo Verde <sup>*</sup>	451	433		884	468	1 352
République centrafricaine <sup>#</sup>	451	433	866	1 750	468	2 218
Tchad <sup>#</sup>	902	867	867	2 636	937	3 573
Colombie					123 957	123 957
Comores <sup>#</sup>	451	433	433	1 317	468	1 785
Congo					40	40
Djibouti	447			447	468	915
République dominicaine <sup>1</sup>			388 263	388 263	21 547	409 810
Ethiopie					4 769	4 769
Gabon <sup>#</sup>	9 221	5 989	51 457	66 667	9 581	76 248
Gambie <sup>#</sup>	451	433	65 720	66 604	468	67 072
Ghana					6 686	6 686
Grèce					305 321	305 321
Guatemala <sup>*</sup>	12 458	11 938	225	24 621	12 903	37 524
Guinée <sup>*</sup>	451	867		1 318	468	1 786
Guinée-Bissau <sup>#</sup>	451	433	145 389	146 273	468	146 741
Haïti	1 393			1 393	1 448	2 841
Honduras					766	766
Hongrie					14	14
Islande					12 903	12 903
Iran (République islamique d')					165 541	165 541
Jamaïque <sup>*</sup>	5 082	5 989		11 071	5 280	16 351
Kenya					805	805
Kirghizistan <sup>1</sup>			3 510	3 510	937	4 447
Lesotho					468	468
Libéria <sup>#,2</sup>	451		10 286	10 737	468	11 205
Libye	34 784			34 784	67 963	102 747
Madagascar	222			222	1 448	1 670
Malawi <sup>*</sup>	902	239		1 141	937	2 078
Mali					1 831	1 831
Malte					7 665	7 665
Iles Marshall					4	4
Mauritanie <sup>#</sup>	902	433	767	2 102	937	3 039
Mexique					41 081	41 081
Micronésie (Etats fédérés de) <sup>#</sup>	451	433	433	1 317	468	1 785
Mongolie					1 448	1 448

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE  
LE 31 DECEMBRE 2015 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

Etats Membres	Francs suisses					
	2014	2013	Exercices précédents	Total	2015	Total général
Maroc					29 680	29 680
Myanmar					26	26
Niger <sup>#</sup>	902	867	59 496	61 265	937	62 202
Nigéria					43 052	43 052
Panama					11 649	11 649
Papouaise-Nouvelle-Guinée	1 844			1 844	1 916	3 760
Pérou					6 487	6 487
Philippines					73 711	73 711
Rwanda <sup>*</sup>	902	433		1 335	937	2 272
Saint-Vincent-et-les Grenadines <sup>*</sup>	451	433		884	468	1 352
Samoa					26	26
Serbie					12	12
Sierra Leone					468	468
Somalie <sup>#</sup>	451	433	7 048	7 932	468	8 400
Afrique du Sud					177 997	177 997
Soudan du Sud <sup>#</sup>	1 844	1 300	1 300	4 444	1 916	6 360
Soudan <sup>#,2</sup>	4 590	4 255	20 589	29 434	4 769	34 203
Suriname					19	19
Swaziland					1 448	1 448
Tadjikistan					885	885
Togo	451	390		841	468	1 309
Turkménistan					1 289	1 289
Ouganda <sup>#,2</sup>	2 746		141 911	144 657	2 853	147 510
Ukraine					26 613	26 613
Royaume-Uni					20	20
République-Unie de Tanzanie	4 113			4 113	4 301	8 414
Vanuatu <sup>*</sup>	451	433		884	468	1 352
Venezuela (République bolivarienne de) <sup>*</sup>	288 910	134 035	5 156	428 101	300 041	728 142
Yémen					4 677	4 677
Zambie <sup>1</sup>			76 412	76 412	2 853	79 265
<b>Total en francs suisses</b>	<b>1 404 549</b>	<b>171 499</b>	<b>1 006 278</b>	<b>2 582 326</b>	<b>3 123 575</b>	<b>5 705 901</b>
<b>Total en dollars E.-U. (taux : 0,991)</b>	<b>1 417 305</b>	<b>173 057</b>	<b>1 015 417</b>	<b>2 605 778</b>	<b>3 151 943</b>	<b>5 757 721</b>

\* Etat Membre tombant sous le coup de l'article 4 de la Constitution (nombre total : 9).

# Etat Membre ayant perdu son droit de vote (nombre total : 14).

1 Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement et qui est à jour dans les paiements, dont le droit de vote a été rétabli (nombre total : 4).

2 Etat Membre ayant conclu un échéancier de paiement mais qui n'honore pas les obligations convenues et qui a perdu son droit de vote (nombre total : 3).

**Provision pour créances douteuses**

Conformément à la politique comptable de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les contributions assignées restant dues depuis deux ans ou plus. La somme de 2 582 326 francs suisses (2 605 778 dollars E.-U.) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées restant dues pour 2014 et les années précédentes.

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE  
LE 31 DECEMBRE 2015 (PROGRAMME ADMINISTRATIF) (suite)**

	<b>Francs suisses</b>	<b>Dollars E.-U.</b>
<b>Provision au 1<sup>er</sup> janvier 2014 (A)</b>	<b>6 039 311</b>	<b>6 808 693</b>
Contributions assignées restant dues de 2013 au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 (B)	1 497 641	1 688 434
Paiements reçus en 2014 au titre des contributions assignées restant dues pour 2013 et les années précédentes (C)	(5 565 639)	(5 810 013)
Diminution de la provision en raison du paiement de certains Etats Membres et de l'annulation de contributions assignées (B – C)	(4 067 998)	(4 121 579)
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (D)		(689 836)
<b>Provision au 31 décembre 2014 (A + B – C + D)</b>	<b>1 971 313</b>	<b>1 997 278</b>
	<b>Francs suisses</b>	<b>Dollars E.-U.</b>
<b>Provision au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (E)</b>	<b>1 971 313</b>	<b>1 997 278</b>
Contributions assignées restant dues de 2014 au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 (F)	3 575 734	3 622 831
Paiements reçus en 2015 au titre des contributions assignées restant dues pour 2014 et les années précédentes (G)	(2 964 721)	(3 006 269)
Augmentation de la provision en raison du non-paiement de certains Etats Membres et de contributions assignées (F – G)	611 013	616 562
Fluctuation du taux de change durant l'exercice (H)		(8 062)
<b>Provision au 31 décembre 2015 (E + F – G + H)</b>	<b>2 582 326</b>	<b>2 605 778</b>

**ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIERE PAR SERVICE  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015 (en dollars E.-U.)**

	Gestion des mouvements et des migrations dans les situations d'urgence et d'après-crise	Migration et santé	Migration et développement	Migration régulée	Migration assistée	Politiques migratoires et recherche	Programmes de réparation	Services et appui aux programmes de caractère général	Programme administratif	Total
<b>PRODUITS</b>										
<b>Contributions à affectation spéciale</b>										
Contributions volontaires à affectation spéciale	7 36 857 056	123 266 123	269 876 864	251 466 709	20 053 852	2 357 072	28 014 623	9 752 645	43 148 345	1 441 644 944
Contributions assignées										43 148 345
Entrées de trésorerie provenant des réfugiés, des migrants, des répondeurs et autres	22 445 011	28 307 179	4 539 449	4 729 873	37 138 647	338 966		10 876 165		108 375 290
Contributions en nature	1 478 098	1 444 638		12 430	10 567			566 147		3 511 880
Transferts d'un projet à l'autre	3 435 407	443 120	2 265 761	2 014 958	2 492 799	1 168 389		(11 820 433)		
<b>Total partiel - Contributions à affectation spéciale</b>	<b>764 215 572</b>	<b>153 461 060</b>	<b>276 682 074</b>	<b>258 223 970</b>	<b>59 695 865</b>	<b>3 864 427</b>	<b>28 014 623</b>	<b>9 374 524</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 596 680 459</b>
<b>Contributions sans affectation spéciale</b>										
Produits d'intérêts et autres produits (nets) sans affectation spéciale								3 413 350		3 413 350
Contributions volontaires sans affectation spéciale								3 317 940		3 317 940
<b>Total partiel - Contributions sans affectation spéciale</b>								<b>6 731 290</b>		<b>6 731 290</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>764 215 572</b>	<b>153 461 060</b>	<b>276 682 074</b>	<b>258 223 970</b>	<b>59 695 865</b>	<b>3 864 427</b>	<b>28 014 623</b>	<b>16 105 814</b>	<b>43 148 345</b>	<b>1 603 411 749</b>
<b>CHARGES</b>										
Aide au transport	154 296 097	5 753 744	1 172 402	35 966 970	24 828 248	336 339	1 285 273	1 424 678		225 063 751
Assistance médicale	7 816 499	13 884 826	38 396	2 547 368	351 741	37 431	3 537 983	127 985		28 342 229
Aide directe aux bénéficiaires	114 131 806	4 108 359	1 104 911	50 979 063	1 085 487	28 572	314 889	846 568		1 72 599 655
Transferts des partenaires d'exécution	54 507 989	4 532 498	4 274 246	10 303 610	1 381 932	49 914	1 247 378	264 545		76 562 112
Services contractuels (y compris pour le compte des bénéficiaires)	152 233 093	29 831 052	251 785 254	46 818 431	6 386 557	1 515 667	12 036 995	14 737 672		517 559 217
Traitements et avantages du personnel	138 368 681	53 411 774	9 536 806	59 037 496	12 891 816	1 363 472	4 263 484	49 725 488		366 421 450
Indemnités pour frais de voyage et de séjour	16 565 652	6 091 484	811 027	6 295 377	1 890 932	235 075	395 347	4 170 507		37 862 826
Fournitures et produits de consommation	67 454 241	19 538 902	5 871 259	31 311 158	5 390 991	198 352	2 565 026	8 354 769		144 088 960
Amortissement	7 821 564	1 639 168	77 293	511 238	101 750	813	85 167	2 969 445		13 343 950
Créances douteuses								256 244		877 192
Autres charges	6 454 604	1 814 224	366 925	2 318 931	19 809	(54 540)	46 946	217 138		11 400 327
Transferts d'un projet à l'autre	40 192 547	9 266 842	1 445 533	11 423 307	2 035 965	152 762	2 305 486	(66 822 442)		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>759 842 773</b>	<b>149 872 873</b>	<b>276 484 052</b>	<b>257 512 949</b>	<b>56 365 228</b>	<b>3 863 857</b>	<b>28 083 974</b>	<b>16 272 597</b>	<b>45 823 366</b>	<b>1 594 121 669</b>

Pour les secteurs par région, voir la note 33 : Information sectorielle.

**SOURCES ET APPLICATION DES REVENUS DE SOUTIEN OPERATIONNEL  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015**

**I. GENERAL**

	Dollars E.-U.		
	Budget révisé pour 2015	Montants réels	Ecart
<b>SOURCES EN 2015</b>			
<b>Commission pour frais généraux liés aux projets</b>			
Frais généraux a)	46 383 000	52 365 398	(5 982 398)
Partie des frais généraux destinés à assurer la sécurité du personnel b)	10 474 000	11 048 561	(574 561)
<b>Total de la commission pour frais généraux liés aux projets</b>	<b>56 857 000</b>	<b>63 413 959</b>	<b>(6 556 959)</b>
<b>Revenus divers</b>			
Contributions sans affectation spéciale	3 317 900	3 317 940	(40)
Intérêts créditeurs et autres	4 825 100	3 413 350	1 411 750
<b>Total des revenus divers c)</b>	<b>8 143 000</b>	<b>6 731 290</b>	<b>1 411 710</b>
<b>TOTAL</b>	<b>65 000 000</b>	<b>70 145 249</b>	<b>(5 145 249)</b>
<b>APPLICATION EN 2015</b>			
<b>Application de la commission pour frais généraux liés aux projets</b>			
Personnel et services au Siège	10 201 000	8 282 245	1 918 755
Personnel et services du Centre administratif de Manille	6 681 700	5 871 964	809 736
Personnel et services du Centre administratif de Panama	1 700 800	1 545 048	155 752
Personnel et services des bureaux régionaux	13 997 000	13 386 298	610 702
Personnel et services des bureaux spéciaux de liaison	862 000	864 125	(2 125)
Personnel et services des bureaux de pays	4 073 500	4 891 171	(817 671)
Centre africain de renforcement des capacités	421 000	421 766	(766)
Centre d'analyse des données sur la migration	500 000	365 906	134 094
Activités et appuis à l'échelle mondiale	4 496 000	3 867 800	628 200
PRISM	2 400 000	2 298 100	101 900
Activités et structures non inscrites au budget <sup>1</sup>	2 250 000	7 868 054	(5 618 054)
<b>Application de la commission pour frais généraux liés aux projets, à l'exclusion de la sécurité du personnel d)</b>	<b>47 583 000</b>	<b>49 662 477</b>	<b>(2 079 477)</b>
Sécurité du personnel e)	10 474 000	12 185 205	(1 711 205)
<b>Application de la commission pour frais généraux liés aux projets</b>	<b>58 057 000</b>	<b>61 847 682</b>	<b>(3 790 682)</b>
<b>Application des revenus divers</b>			
Fonds de l'OIM pour le développement – Première ligne de crédit	1 400 000	1 400 000	
Fonds de l'OIM pour le développement – Deuxième ligne de crédit	6 743 000	5 331 290	1 411 710
<b>Application des revenus divers f)</b>	<b>8 143 000</b>	<b>6 731 290</b>	<b>1 411 710</b>
<b>TOTAL</b>	<b>66 200 000</b>	<b>68 578 972</b>	<b>(2 378 972)</b>
		<b>Selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire)</b>	<b>Selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS)</b>
Revenus de soutien opérationnel (a + c – d – f) <sup>2,3</sup>		2 702 921	1 888 300
Sécurité du personnel (b – e) <sup>4</sup>		(1 136 644)	(650 867)
<b>Excédent/(déficit) pour l'exercice</b>		<b>1 566 277</b>	<b>1 237 433</b>

<sup>1</sup> Le montant effectivement passé en charges au titre de ce poste comprend 5 934 565 dollars E.-U. destinés à couvrir les déficits de projet imprévus (voir la note 31).

<sup>2</sup> La réserve de revenus de soutien opérationnel s'élève désormais à 23 525 627 dollars E.-U. (contre 21 367 327 dollars E.-U. en 2014).

<sup>3</sup> L'ajustement net à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) s'élève à 814 621 dollars E.-U. pour la réserve de revenus de soutien opérationnel.

<sup>4</sup> L'ajustement net à la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS) s'élève à 485 777 dollars E.-U. pour la sécurité du personnel.

II. MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL

A la suite de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, le Directeur général maintient un dispositif permettant de contrôler de manière transparente les revenus affectés à la sécurité du personnel qui sont tirés de la commission pour frais généraux appliquée au coût total d'un projet. Ces fonds servent à défrayer la participation de l'OIM au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) et, dans la limite des ressources disponibles, à couvrir les coûts liés au respect des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) et aux évacuations, ainsi que les autres dépenses liées à la sécurité du personnel.

**Etat financier concernant le mécanisme de sécurité du personnel pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015**

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>Source</b>		
Commission pour frais généraux liés aux projets	11 048 561	10 837 682
<b>Total des contributions au mécanisme</b>	<b>11 048 561</b>	<b>10 837 682</b>
<b>Application</b>		
Redevance de l'UNDSS		
Assurance contre les actes de malveillance*	500 506	
Dépenses sur le terrain	6 587 130	6 681 461
Redevance totale de l'UNDSS	7 087 636	6 681 461
Prescriptions MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel	5 097 569	3 790 595
Attaque contre les locaux de l'OIM à Kaboul		343 183
<b>Total des dépenses</b>	<b>12 185 205</b>	<b>10 815 239</b>
<b>Excédent/(déficit) pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice modifiée (budgétaire))</b>	<b>(1 136 644)</b>	<b>22 443</b>
Ajustements nets sur comptes et résultats	485 777	107 519
<b>Excédent/(déficit) pour l'exercice (selon la comptabilité d'exercice intégrale (IPSAS))</b>	<b>(650 867)</b>	<b>129 962</b>

\* La prime de l'assurance contre les actes de malveillance pour 2015 comprenait 241 911 dollars E.-U. pour 2014, payés en janvier 2015.

**III. FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT**

En application de la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 et de la résolution du Conseil n° 1240 du 27 novembre 2012 approuvant les décisions du Comité exécutif, le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des Etats-Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'Etats Membres en développement et d'Etats Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit).

Vingt-cinq pour cent des revenus de soutien opérationnel (non compris l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars E.-U. seront réservés au Fonds de l'OIM pour le développement au titre du financement par la deuxième ligne de crédit.

Sur la base des revenus de soutien opérationnel générés en 2015, qui s'élevaient à 59,1 millions de dollars E.-U. (contre 56,5 millions de dollars E.-U. en 2014), 5,3 millions de dollars E.-U. supplémentaires (contre 6,8 millions de dollars E.-U. en 2014) ont été alloués à la deuxième ligne de crédit du Fonds de l'OIM pour le développement, pour être utilisés en 2016. Cette somme vient s'ajouter à celle de 1,4 million de dollars E.-U. allouée chaque année à la première ligne de crédit du Fonds, ce qui porte à 6,7 millions de dollars E.-U. l'allocation totale du Fonds de l'OIM pour le développement en 2016.

L'allocation totale du Fonds de l'OIM pour le développement (à l'exclusion des contributions volontaires directes) ne peut, conformément à la résolution n° 134 du Comité exécutif, être supérieure aux revenus divers (comprenant les contributions sans affectation spéciale et les intérêts créditeurs).

		2015 Dollars E.-U.
<b>Première ligne de crédit</b>		<b>1 400 000</b>
<b>Deuxième ligne de crédit</b>		
Revenus de soutien opérationnel réels en 2015	59 096 688	
Base des revenus de soutien opérationnel	20 000 000	
Différence	39 096 688	
Allocation à la deuxième ligne de crédit (25 % de 39 096 688 dollars E.-U.) pour application en 2016	9 774 172	
A déduire : le montant supérieur aux revenus divers	(4 442 882)	<b>5 331 290</b>
<b>Allocation totale des revenus de soutien opérationnel de 2015</b>		<b>6 731 290</b>

**DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015**  
(en dollars E.-U.)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>ASIE ET PACIFIQUE</b>			
Afghanistan	38 089 166		38 089 166
Australie	4 969 626		4 969 626
Bangladesh	7 876 376		7 876 376
Cambodge	2 425 029		2 425 029
Chine	1 339 330		1 339 330
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	378 941		378 941
Fidji	1 955		1 955
Inde	464 060		464 060
Indonésie	43 671 552		43 671 552
Iran (République islamique d')	2 330 343		2 330 343
Japon	686 725		686 725
République démocratique populaire lao	502 949		502 949
Malaisie	16 357 066		16 357 066
Maldives	120 352		120 352
Iles Marshall	146 314		146 314
Micronésie (Etats fédérés de)	8 712 045		8 712 045
Mongolie	177 906		177 906
Myanmar	10 480 832		10 480 832
Nauru	143 555		143 555
Népal	27 958 458		27 958 458
Pakistan	31 817 559		31 817 559
Palau	31 524		31 524
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4 240 106		4 240 106
Philippines - Centre administratif	29 082 391	1 325 630	30 408 021
République de Corée	529 517		529 517
Iles Salomon	73 157		73 157
Sri Lanka	6 318 256		6 318 256
Thaïlande - Bureau régional	29 413 343	1 156 690	30 570 033
Timor-Leste	1 101 522		1 101 522
Vanuatu	988 049		988 049
Viet Nam	5 156 672		5 156 672
<b>TOTAL ASIE ET PACIFIQUE</b>	<b>275 584 676</b>	<b>2 482 320</b>	<b>278 066 996</b>
<b>AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE</b>			
Bénin	91 433		91 433
Burkina Faso	325 174		325 174
Cabo Verde	137 477		137 477
Cameroun	1 470 683		1 470 683
République centrafricaine	7 499 020		7 499 020
Tchad	8 015 288		8 015 288
Congo	229 912		229 912
Côte d'Ivoire	1 298 885		1 298 885
Gambie	130 536		130 536
Ghana	5 802 846		5 802 846
Guinée	7 880 486		7 880 486
Guinée-Bissau	388 375		388 375
Libéria	23 784 119		23 784 119
Mali	3 734 712		3 734 712
Mauritanie	2 399 341		2 399 341
Niger	6 677 037		6 677 037
Nigéria	14 288 085		14 288 085
Sénégal - Bureau régional	3 004 763	662 336	3 667 099
Sierra Leone	9 642 172		9 642 172
Togo	130 871		130 871
<b>TOTAL AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE</b>	<b>96 931 215</b>	<b>662 336</b>	<b>97 593 551</b>



**DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015**  
(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST</b>			
Burundi	4 792 962		4 792 962
Djibouti	5 187 835		5 187 835
Ethiopie	23 021 522	210 099	23 231 621
Kenya – Bureau régional	33 046 555	717 931	33 764 486
Rwanda	3 725 901		3 725 901
Somalie	30 033 460		30 033 460
Soudan du Sud	77 406 785		77 406 785
Ouganda	9 250 267		9 250 267
République-Unie de Tanzanie	9 646 698		9 646 698
<b>TOTAL CORNE DE L'AFRIQUE ET AFRIQUE DE L'EST</b>	<b>196 111 985</b>	<b>928 030</b>	<b>197 040 015</b>
<b>MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>			
Algérie	69 910		69 910
Egypte – Bureau régional	10 156 646	583 979	10 740 625
Iraq	86 598 110		86 598 110
Jordanie	42 158 135		42 158 135
Koweït	792 520		792 520
Liban	17 798 177		17 798 177
Libye	4 158 689		4 158 689
Maroc	5 437 297		5 437 297
Arabie saoudite	338 811		338 811
Soudan	16 214 412		16 214 412
République arabe syrienne	14 626 605		14 626 605
Tunisie	2 740 505		2 740 505
Emirats arabes unis	243 027		243 027
Yémen	28 600 419		28 600 419
<b>TOTAL MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD</b>	<b>229 933 263</b>	<b>583 979</b>	<b>230 517 242</b>
<b>AFRIQUE AUSTRALE</b>			
Angola	1 545 469		1 545 469
Botswana	353 786		353 786
République démocratique du Congo	14 511 546		14 511 546
Madagascar	344 496		344 496
Malawi	1 747 632		1 747 632
Maurice	422 924		422 924
Mozambique	2 696 995		2 696 995
Namibie	454 439		454 439
Afrique du Sud – Bureau régional	10 928 776	778 094	11 706 870
Zambie	2 487 495		2 487 495
Zimbabwe	4 306 582		4 306 582
<b>TOTAL AFRIQUE AUSTRALE</b>	<b>39 800 140</b>	<b>778 094</b>	<b>40 578 234</b>
<b>AMERIQUE DU SUD</b>			
Argentine – Bureau régional	23 215 323	774 015	23 989 338
Bolivie (Etat plurinational de)	404 437		404 437
Brésil	60 014		60 014
Chili	5 460 244		5 460 244
Colombie	81 453 935		81 453 935
Equateur	7 016 145		7 016 145
Paraguay	265 197		265 197
Pérou	257 443 734		257 443 734
Uruguay	641 536		641 536
Venezuela (République bolivarienne de)	3 680 389		3 680 389
<b>TOTAL AMERIQUE DU SUD</b>	<b>379 640 954</b>	<b>774 015</b>	<b>380 414 969</b>

**DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015**  
(en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES</b>			
Belize	305 247		305 247
Canada	1 608 618		1 608 618
Costa Rica - Bureau régional	4 768 415	853 447	5 621 862
Cuba	17 584		17 584
République dominicaine	1 468 805		1 468 805
El Salvador	4 510 672		4 510 672
Guatemala	1 114 148		1 114 148
Guyana	988 807		988 807
Haïti	15 911 435		15 911 435
Honduras	3 638 701		3 638 701
Jamaïque	975 443		975 443
Mexique	2 646 061		2 646 061
Nicaragua	1 492 399		1 492 399
Panama	3 363 495	382 393	3 745 888
Trinité-et-Tobago	88 821		88 821
Etats-Unis d'Amérique - Chicago	4 685 765		4 685 765
Etats-Unis d'Amérique - Dallas	224 655		224 655
Etats-Unis d'Amérique - Aéroport JFK	10 564 315		10 564 315
Etats-Unis d'Amérique - Houston	27 604		27 604
Etats-Unis d'Amérique - Los Angeles	3 473 670		3 473 670
Etats-Unis d'Amérique - Miami	4 180 489		4 180 489
Etats-Unis d'Amérique - New York	4 717 316	202 386	4 919 702
Etats-Unis d'Amérique - Newark	2 065 745		2 065 745
Etats-Unis d'Amérique - Comté d'Orange	629 017		629 017
Etats-Unis d'Amérique - Washington, D.C.	3 981 129	25 066	4 006 195
<b>TOTAL AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD ET CARAIBES</b>	<b>77 448 356</b>	<b>1 463 292</b>	<b>78 911 648</b>
<b>ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN</b>			
Autriche	5 554 944		5 554 944
Belgique - Bureau régional	18 705 943	1 166 704	19 872 647
Bulgarie	868 991		868 991
Croatie	241 365		241 365
Chypre	79 357		79 357
République tchèque	381 299		381 299
Danemark	1 402 758		1 402 758
Estonie	242 930		242 930
Finlande	6 418 254		6 418 254
France	1 124 359		1 124 359
Allemagne	14 917 601		14 917 601
Grèce	12 771 449		12 771 449
Hongrie	629 612		629 612
Irlande	1 089 276		1 089 276
Italie	5 662 706		5 662 706
Lettonie	267 324		267 324
Lituanie	499 756		499 756
Malte	959 295		959 295
Pays-Bas	16 426 429		16 426 429
Norvège	8 834 076		8 834 076
Pologne	2 249 239		2 249 239
Portugal	613 545		613 545
Roumanie	1 538 166		1 538 166
Slovaquie	1 475 274		1 475 274
Slovénie	75 664		75 664

**DEPENSES PAR PAYS/LIEU POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2015**  
 (en dollars E.-U.) (suite)

	Dollars E.-U.		
	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
<b>ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN (suite)</b>			
Espagne	2 728 694		2 728 694
Suisse (Berne)	5 201 712		5 201 712
Royaume-Uni	3 597 800		3 597 800
<b>TOTAL ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN</b>	<b>114 557 818</b>	<b>1 166 704</b>	<b>115 724 522</b>
<b>EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE</b>			
Albanie	480 381		480 381
Arménie	335 456		335 456
Autriche - Bureau régional	1 552 946	798 112	2 351 058
Azerbaïdjan	1 214 356		1 214 356
Bélarus	5 456 783		5 456 783
Bosnie-Herzégovine	3 767 268		3 767 268
Géorgie	2 585 869		2 585 869
Kazakhstan	2 410 086		2 410 086
Kirghizistan	1 078 881		1 078 881
Monténégro	511 197		511 197
République de Moldova	3 024 206		3 024 206
Fédération de Russie	8 215 854		8 215 854
Serbie	2 110 517		2 110 517
Kosovo placé sous administration des Nations Unies (résolution 1244 du Conseil de sécurité)	8 569 718		8 569 718
Tadjikistan	3 134 557		3 134 557
ex-République yougoslave de Macédoine	480 356		480 356
Turquie	27 927 485		27 927 485
Turkménistan	786 616		786 616
Ukraine	24 639 908		24 639 908
Ouzbékistan	701 792		701 792
<b>TOTAL EUROPE DE L'EST ET DU SUD-EST ET ASIE CENTRALE</b>	<b>98 984 232</b>	<b>798 112</b>	<b>99 782 344</b>
<b>TOTAL BUREAUX EXTERIEURS</b>	<b>1 508 992 639</b>	<b>9 636 882</b>	<b>1 518 629 521</b>
<b>TOTAL SIEGE DE GENEVE</b>	<b>42 172 395</b>	<b>34 940 609</b>	<b>77 113 004</b>
<b>TOTAL GENERAL SELON LA COMPTABILITE BUDGETAIRE DE L'OIM</b>	<b>1 551 165 034</b>	<b>44 577 491</b>	<b>1 595 742 525</b>
Ajustements nets sur comptes et résultats	(2 866 731)	1 245 875	(1 620 856)
<b>TOTAL GENERAL SELON LA COMPTABILITE IPSAS</b>	<b>1 548 298 303</b>	<b>45 823 366</b>	<b>1 594 121 669</b>

La ventilation régionale ci-dessus est conforme au Programme et Budget pour 2015.

## FONDS DE PRET AUX REFUGIES

## Création et objet du Fonds

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 du 12 mai 1960, sert à financer, en tout ou partie, les coûts de transport des réfugiés et des services connexes, sous la forme de prêts sans intérêt accordés à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61<sup>e</sup> session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2015, 74 035 mouvements (contre 81 610 en 2014) ont eu lieu au titre du Fonds de prêt aux réfugiés.

## Etat pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015

	2015 Dollars E.-U.	2014 Dollars E.-U.
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	12 648 411	24 846 573
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>12 959 964</b>	<b>25 158 126</b>
<b>Contributions au Fonds</b>		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	166 300 000	139 810 000
Contributions de migrants	83 849	91 903
Remboursements des billets à ordre	48 178 086	45 530 114
Intérêts créditeurs	9 306	2 771
Revenus divers	720 181	232 710
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>215 291 422</b>	<b>185 667 498</b>
<b>Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations</b>		
Afrique	(67 679 303)	(53 035 549)
Moyen-Orient	(44 948 859)	(60 160 389)
Amérique latine et Caraïbes	(8 006 287)	(4 525 272)
Amérique du Nord	(1 183 333)	(1 085 778)
Asie et Océanie	(55 258 658)	(59 877 064)
Europe	(19 323 035)	(19 178 837)
<b>Total des transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations</b>	<b>(196 399 475)</b>	<b>(194 862 889)</b>
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(9 306)	(2 771)
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>31 842 605</b>	<b>12 959 964</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	31 531 052	12 648 411
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	311 553	311 553
<b>TOTAL</b>	<b>31 842 605</b>	<b>12 959 964</b>

**FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)****Comptabilité et évaluation des billets à ordre**

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total du transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement, par l'OIM agissant sur mandat du Gouvernement des Etats-Unis, des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué par diverses agences bénévoles, qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est transféré à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le Fonds de prêt et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

Une méthode pratique et prudente pour évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2015 pour les prêts émis en 2001 et les années précédentes a donné un taux de 70 %. Ce taux a servi à prévoir la valeur des recouvrements des nouveaux billets à ordre émis en 2015 dans le relevé ci-après. La valeur des recouvrements des billets à ordre émis auparavant n'a pas été révisée de manière significative.

	<b>2015</b> <b>Dollars E.-U.</b>	<b>2014</b> <b>Dollars E.-U.</b>
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	116 500 000	110 500 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	47 322 180	51 497 488
Révision de la valeur estimative des recouvrements	55 906	32 626
Recouvrements perçus durant l'exercice	(48 178 086)	(45 530 114)
<b>Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice*</b>	<b>115 700 000</b>	<b>116 500 000</b>

\*Valeur estimative des recouvrements pour le Gouvernement des Etats-Unis.

A titre de rappel, il convient de noter que le taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 73 % en 2015. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte de l'OIM Comté d'Orange et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR  
(PROGRAMMES D'OPERATIONS)

	Dollars E.-U.			Total
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	
<b>ETATS MEMBRES</b>				
Argentine			15 497 928	15 497 928
Australie			66 373 832	66 373 832
Autriche		39 500	4 720 675	4 760 175
Belgique		1 278 440	5 885 151	7 163 591
Bosnie-Herzégovine			228 828	228 828
Brésil			110 295	110 295
Bulgarie			811 938	811 938
Canada			55 746 107	55 746 107
Colombie			21 221 704	21 221 704
Costa Rica			6 496	6 496
Croatie			15 110	15 110
Chypre			122 406	122 406
République tchèque			402 511	402 511
Danemark			5 942 117	5 942 117
République dominicaine			12 124	12 124
Egypte			271 117	271 117
El Salvador			62 700	62 700
Estonie			247 710	247 710
Finlande			3 433 768	3 433 768
France			1 089 906	1 089 906
Allemagne			26 258 982	26 258 982
Grèce			13 664 546	13 664 546
Guyana			289 443	289 443
Haïti			2 420 591	2 420 591
Honduras			382 796	382 796
Hongrie			561 441	561 441
Islande			19 609	19 609
Irlande			798 415	798 415
Italie			12 870 026	12 870 026
Japon			43 965 876	43 965 876
Kazakhstan			15 000	15 000
Lettonie			79 863	79 863
Lituanie			344 648	344 648
Luxembourg			499 953	499 953
Malte			321 087	321 087
Mexique			(56 650)	(56 650)
Monténégro			92 952	92 952
Pays-Bas			28 131 110	28 131 110
Nouvelle-Zélande			1 794 455	1 794 455
Nicaragua			6 217	6 217
Norvège			24 354 143	24 354 143
Panama			18 290	18 290
Papouasie-Nouvelle-Guinée			363 572	363 572
Paraguay			832 145	832 145
Pérou			266 385 402	266 385 402

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR  
(PROGRAMMES D'OPERATIONS) (suite)

	Dollars E.-U.			
	Contributions en nature	Contributions sans affectation spéciale	Contributions à affectation spéciale	Total
<b>ETATS MEMBRES</b>				
Philippines			11 583 090	11 583 090
Pologne			1 679 682	1 679 682
Portugal			225 909	225 909
République de Corée	149 500		1 196 815	1 346 315
Roumanie			861 761	861 761
Serbie			76 400	76 400
Slovaquie	77 583		758 773	836 356
Slovénie			58 329	58 329
Afrique du Sud			249 997	249 997
Espagne			1 213 962	1 213 962
Suède			11 078 627	11 078 627
Suisse			15 295 326	15 295 326
Thaïlande			920 088	920 088
Turquie			1 563 902	1 563 902
Royaume-Uni	1 044 427		57 143 468	58 187 895
Etats-Unis d'Amérique	311 330	2 000 000	417 219 933	419 531 263
Uruguay			(19 275)	(19 275)
Viet Nam			39 670	39 670
<b>Total - Etats Membres</b>	<b>1 582 840</b>	<b>3 317 940</b>	<b>1 127 762 792</b>	<b>1 132 663 572</b>
<b>ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES</b>				
Etats non membres			12 948 686	12 948 686
Commission européenne			129 615 323	129 615 323
Organismes des Nations Unies	643 416		100 496 494	101 139 910
Secteur privé	576 163		6 633 148	7 209 311
Autres organisations	709 461		23 285 665	23 995 126
<b>Total - Etats non membres, agences et autres</b>	<b>1 929 040</b>		<b>272 979 316</b>	<b>274 908 356</b>
Remboursement de billets à ordre			48 287 972	48 287 972
Intérêts nets et autres produits		3 413 350		3 413 350
Réfugiés, migrants, répondants et autres			108 375 290	108 375 290
Réajustements comptables d'acomptes en fin d'exercice			(7 385 136)	(7 385 136)
<b>TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS</b>	<b>3 511 880</b>	<b>6 731 290</b>	<b>1 550 020 234</b>	<b>1 560 263 404</b>

Note : Les contributions des Etats membres de l'Union européenne et de la Commission européenne se sont élevées à 311 277 147 dollars E.-U..

LIST OF VOLUNTARY CONTRIBUTIONS BY DONOR AND PROGRAMME/PROJECT  
 (OPERATIONAL PROGRAMMES)

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>MEMBER STATES</b>			
<b>ARGENTINA</b>			
Improvement of municipal management in order to reduce migration – Argentina			5 711 648
Technical cooperation among developing countries			3 091 930
Assistance for Río Negro to develop and execute programmes for native and migrant labour – Argentina			2 733 127
Technical cooperation linking entrepreneurs worldwide and promoting return of experts – Argentina			1 607 220
Administrative and technical assistance for the national directorate of migration (DNM) programme			726 209
Identification and formulation of international policies to reverse rural to urban migration – Argentina			621 268
Technical assistance for migrants' identification and ID cards issuance – Argentina			520 251
Administrative assistance for Río Negro: Development and implementation of initiatives to support productive modernization			308 310
Administrative assistance for strengthening the bureau for borders technical affairs – Argentina			154 447
Support for the management of technical affairs of the border directorate – Argentina			37 495
Administrative assistance for implementing Spanish-Argentine governance – for refund			(13 978)
<b>Total: Argentina – Earmarked</b>			<b>15 497 928</b>
<b>AUSTRALIA</b>			
Regional cooperation agreements in Indonesia			31 519 402
Assisted passage, medical and related services for movements to Australia			4 239 078
Health assessment for Australia-bound migrants (visa class 200 to 204)			3 030 623
Reintegration assistance for irregular migrant (asylum-seeker) returnees from Australia			2 616 001
Departure health check: Australia-funded cases			2 293 531
AUSCO: Australian cultural orientation – Thailand			1 948 884
Case management, counselling and reintegration planning for Christmas Island in Australia			1 804 493
Coordination and outreach migration management support through IOM satellite sites – Indonesia			1 771 439
Support for processing migrant facilities in Nauru – Australia			1 750 071
The fishing sector and trafficking in persons in the ASEAN region – phase I – Indonesia			1 582 216
Funds received in 2015 – to be allocated			1 430 278
Immigration information and counselling services in Australia			1 296 247
Sri Lankan biometrics project – phase II			1 208 109
Establishment of the regional support office within the Bali process regional cooperation framework – phase I – Thailand			912 257
Cambodian refugee settlement project – Phnom Penh			908 479
Imigrasi quarantine support project for Indonesia – phase III			878 027
Establishment of a victim reception and support centre for returning migrants in Karachi, Pakistan			833 245
Rehabilitation and reconstruction of livelihood-based infrastructure in Batticaloa, Sri Lanka			827 691
Migrant outreach and messaging in Indonesia			789 722
Emergency protection and life-saving action for community stabilization among earthquake-affected people – Nepal			762 777
Planning and design phase of the refugee settlement programme in Cambodia			718 906
Capacity development and community engagement in transit arrangements for refugees – Papua New Guinea			587 537
Vanuatu border capability improvement programme – Australia			530 069
Capacity-building in migration management phase V: Basra international airport pilot project – Iraq			515 753
Assisted voluntary return and capacity-building in migration management in Papua New Guinea			504 760
Identity checking unit in Afghanistan			464 700
Climate adaptation, disaster risk reduction and education – Federated States of Micronesia			457 666
Supporting Indonesia's efforts to prosecute human traffickers and the perpetrators of related transnational crime			297 572



	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>AUSTRALIA (continued)</b>			
Voluntary return support and reintegration assistance for Bali process member states – Thailand			294 429
Privacy assessment tools in Thailand			235 133
Bali process (Australian funds) – Australia			200 752
IOM project information and management application (PRIMA) – Switzerland			200 000
Junior professional officer – Switzerland			175 516
Strategic communication campaign to deter potential irregular migration to Australia – Viet Nam			169 749
Regional biometric data exchange solution – Thailand			159 041
Supporting the government of Viet Nam to return fishermen from the Federated States of Micronesia – Viet Nam			158 731
Jakarta immigration training academy – scoping phase – Indonesia			152 555
Regional training coordinated mechanism in Thailand			149 800
Strategic communication campaign to deter irregular migration from Viet Nam to Australia – Viet Nam			121 399
Super typhoon Maysak response – Federated States of Micronesia			76 570
Daily care for victims of trafficking in Indonesia			74 655
Bali ministerial conference on people smuggling, trafficking and related transnational crime			69 446
Migrants in countries in crisis initiative – Phase II – consultations in Switzerland			65 000
Global consultation of chairs and secretariats of regional consultative processes on migration – Switzerland			60 000
International dialogue on migration – Switzerland			60 000
IOM Canberra ad hoc service fee project			42 121
Support for the Papua New Guinea border management system project and related initiatives			37 200
Evaluative research on the assisted voluntary return and reintegration of migrants – Switzerland – net of “for refund”			35 185
Intergovernmental consultations on migration – reimbursable costs			28 310
Research on irregular migration and people smuggling from Bangladesh			17 254
Capacity-building in migration management in Afghanistan: advisory support to ministry of refugees II – for refund			(14 944)
Irregular migration: threat assessment and risk analysis capacity-building workshop in Africa – for refund			(41 551)
Afghanistan: livelihood assistance for returnees and internally displaced persons – for refund			(45 443)
Emergency operations centres for enhanced disaster preparedness and response capacity – Indonesia – net of “for refund”			(76 697)
Public information campaign to deter potential Indonesian crews from travelling to Australia by boat – net of “for refund”			(208 914)
Solomon Islands border-strengthening programme – for refund			(262 876)
Management and care of intercepted irregular immigrants project – phase II (MCIIP II) – Indonesia – for refund			(2 038 125)
<b>Total: Australia – Earmarked</b>			<b>66 373 832</b>
<b>AUSTRIA</b>			
Unearmarked income		39 500	
Reintegration assistance for returnees to Afghanistan, Pakistan and the Russian Federation – Austria			1 419 334
Voluntary repatriation from Austria – net of “for refund”			1 151 557
Assisted voluntary return and reintegration of returnees to the Russian Federation			760 053
Austrian voluntary contribution			282 500
Assisted voluntary return and reintegration of returnees – phase II – Pakistan			168 719
Assisted voluntary return and reintegration for Nigerian nationals in Austria – phase V – Nigeria			154 932
Enhancing the identification of victims of trafficking in the Austrian asylum procedure (IBEMA II)			146 135
Assisted voluntary return and reintegration for Nigerian nationals in Austria – phase IV			132 771
Assisted voluntary return and reintegration for minors and young adults from the Republic of Moldova with emphasis on the prevention of (re-)trafficking			100 642
Assistance for the voluntary return and reintegration of returnees to Georgia – phase II			90 568
Cultural orientation training for young refugees – Austria			83 691
Cultural orientation training for young refugees (CuTrain III) – Austria			82 104
Cultural orientation training for unaccompanied minor refugees – phase II – Austria			49 154

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>AUSTRIA (continued)</b>			
Humanitarian admission of 250 Syrians to Austria			33 548
Assisted voluntary return and reintegration to Afghanistan			27 552
Assisted voluntary return and reintegration to the Russian Federation (Chechen Republic) – phase V			26 386
Processing of requests for country-specific information on health care for the Austrian ministry of interior			17 209
Enhancing the identification of victims of trafficking in the Austrian asylum procedure (IBEMA) – net of “for refund”			12 370
Assistance for the return and reintegration of returnees to the Russian Federation			5 653
Return and reintegration assistance for voluntary returnees to Nigeria – phase II			2 721
Assisted voluntary return and reintegration to Pakistan – for refund			(26 925)
<b>Total: Austria – Unearmarked and earmarked</b>		<b>39 500</b>	<b>4 720 675</b>
<b>BELGIUM</b>			
Unearmarked income		1 278 440	
Return of asylum-seekers from Belgium (REAB)			1 988 198
Development and implementation of tailored outreach activities – Belgium			1 050 921
Return of asylum-seekers from Belgium (REAB)			932 032
Ebola crisis response in Guinea – Switzerland			437 158
IOM-UPU Burundi migration and development – Switzerland			433 369
Assisted voluntary return and reintegration approach in Belgium: advanced reintegration			347 924
Reintegration assistance from Belgium – net of “for refund”			293 410
Assisted voluntary return and reintegration for irregular migrants stranded in Morocco			168 350
Project to support the socioeconomic reintegration of Guinean returnees			56 117
Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Morocco and willing to return to their country of origin			54 645
Assisted voluntary return and reintegration to their countries of origin for irregular migrants stranded in Morocco			43 337
Staff and office expenses – Brussels			40 505
Facilitating refugee resettlement in Belgium			24 657
Reintegration assistance from Belgium (direct assistance costs)			6 371
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			4 910
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			2 056
Providing counselling and referral assistance to Afghan nationals in Belgium and the Netherlands			1 190
<b>Total: Belgium – Unearmarked and earmarked</b>		<b>1 278 440</b>	<b>5 885 151</b>
<b>BOSNIA AND HERZEGOVINA</b>			
Repair and reconstruction of centres for disabled children in Bosnia and Herzegovina			227 534
Building the capacities and strengthening cooperation between law enforcement officials – Montenegro			1 294
<b>Total: Bosnia and Herzegovina – Earmarked</b>			<b>228 828</b>
<b>BRAZIL</b>			
Visas application centre for the Brazilian embassy in Haiti			110 295
<b>Total: Brazil – Earmarked</b>			<b>110 295</b>
<b>BULGARIA</b>			
Supporting voluntary return and reintegration of third-country nationals – Bulgaria			196 365
Assisted voluntary return and reintegration of third-country nationals illegally residing in Bulgaria			175 079
Promoting effectiveness of reintegration support and improving implementation capacity – Bulgaria			123 501
Assisted voluntary return and reintegration of vulnerable persons with special focus on unaccompanied minors – Bulgaria			82 459
Functioning and development of IOM information centres for migrants – Bulgaria			66 128
Sustainable development of IOM information centres for immigrants in Sofia and Burgas – Bulgaria			63 067
Assisted voluntary return and reintegration of third-country nationals illegally residing in Bulgaria – net of “for refund”			41 983

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>BULGARIA (continued)</b>			
Provision of information and counselling to asylum-seekers under the assisted voluntary return programme – Bulgaria			40 915
Provision of information and counselling for assisted voluntary returns – Bulgaria			22 441
<b>Total: Bulgaria – Earmarked</b>			<b>811 938</b>
<b>CANADA</b>			
Canadian resettlement programme – net of “for refund”			11 689 731
Evacuation of Syrian refugees to Canada – chartered flights – Switzerland			10 948 905
Comprehensive rural economic development for microregions in Colombia			7 487 268
Relocation and support for internally displaced persons in Haiti			7 462 687
IOM South Sudan 2015 crisis appeal			3 162 055
Combating trafficking of children and youth in Ukraine			1 960 474
Community policing and police professionalization in Mbuji Mayi and Lubumbashi – Democratic Republic of the Congo			1 897 705
Iraqi refugees resettlement processing to Canada – Syrian Arab Republic			1 632 244
Establishing livelihoods and rapid response to the emergency needs of the crisis-affected population in Sudan			1 581 028
Canadian orientation abroad – Kenya			1 487 104
Canadian orientation abroad			1 336 192
Assistance to address irregular migration and smuggling – phase III – Ghana			1 196 194
Advancing preparedness for territorial-based reconciliation and peacebuilding initiatives – Colombia			994 740
Immediate assistance for internally displaced persons in Ukraine			834 028
Prevention of sexual and gender-based violence among internally displaced persons and host populations in the Central African Republic			802 161
Prevention of human trafficking and provision of assistance to victims of trafficking in the Zinder region – Niger			614 912
Iraqi refugee processing for resettlement in Canada – Switzerland			390 972
IOM assistance for displaced Tibetans in India – Nepal			315 155
Strengthening socio-productive conditions of coffee-growing families and youth – Colombia			275 374
Community stabilization programme in Zamboanga – Philippines			197 628
Improving socioeconomic development and mitigating migration impacts for families – Colombia			151 259
Immigration medical examinations, tuberculosis treatment and certain vaccinations for Bhutanese refugees – Nepal			92 932
Enhancing border management IT systems and training for immigration officers in Myanmar			91 933
Funds received in 2015 – to be allocated			83 000
Document verification service in China for Manitoba province – Canada			62 170
Document examination support centre – phase II – Bangkok			29 050
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			25 000
Contributing to improved protection assistance for stranded unaccompanied migrant children in Djibouti city			19 708
Document verification service in China for Manitoba province – Canada			19 664
Pre-consular support services for Alberta province – Canada			19 150
Meeting of Canadian stakeholders to support IRIS – Switzerland			18 000
Harmonization of protocols for tuberculosis diagnosis and treatment of Bhutanese refugees in Nepal			3 129
Reinforcing the capacity of military and justice systems and protecting the population from violence – Democratic Republic of the Congo – for refund			(19 339)
Assisted voluntary return and reintegration pilot programme – Canada – for refund			(1 116 105)
<b>Total: Canada – Earmarked</b>			<b>55 746 107</b>
<b>COLOMBIA</b>			
Institutional and community strengthening for the implementation of the public health plan 2012/2021 – Colombia			7 993 004
Support for mobile units to provide care for children and victims of armed conflict – Colombia			7 840 519
Creating educational infrastructures under the sectorial action plan of the department of Choco – Colombia			2 053 388
Education improvement and community stabilization strategy in border areas – Colombia			1 568 039
Support for the implementation of the national policy for victims assistance and reparation – Colombia			862 055

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>COLOMBIA (continued)</b>			
Supporting agricultural processes on rural properties for victims of the armed conflict – Colombia			602 734
Support for the restitution of rights – Colombia			560 259
Supporting the national strategy for rights restitution relating to unidentified persons in unmarked (“NN”) graves – Colombia			407 570
Construction of temporary classrooms in Cauca department – Colombia			401 593
Supporting the management strategy and assistance, attention and reparation for victims – Colombia			338 497
Institutional strengthening of the information systems of territorial entities – Colombia			336 748
Community stabilization and improving infrastructure of educational establishments – Colombia			330 803
Sustainable livelihoods for vulnerable households headed by women in host communities – Colombia			301 729
Implementation of the information system on human rights of the ministry of interior – Colombia			264 929
Technical assistance for strengthening the inter-agency information system for transitional justice – Colombia			218 204
Management of projects to rebuild water supply and basic sanitation infrastructure – Colombia			207 052
Consolidation of aspects of the unified public policy on victims of the internal armed conflict – Colombia			185 278
Support for international exchanges in the framework of the internationalization strategy – Colombia			169 945
Generating inputs for training policies for work and labour migration – Colombia			161 252
Implementation and transfer of a model for the economic reintegration of demobilized individuals – Colombia			154 296
Support for the ministry of foreign affairs on the plan for the return and reintegration of migrants – phase IV – Colombia			111 256
Promoting electoral transparency and participation with emphasis on youth and ethnic communities – Colombia			108 412
Strengthening capacity of inter-agency coordination of UARIV with the entities of SNARIV for victim reparations – Colombia – net of “for refund”			104 299
Deploying a software solution for the archives of the national centre for historical memory (CNMH) – Colombia			100 102
VIVANTO: implementing the information system for the unit for comprehensive care and reparations for victims (UARIV) – Colombia			96 339
Strengthening institutional capacities for territorial development – Colombia			87 537
Supporting the UARIV public communication activities at national and subnational level – Colombia			82 136
Strengthening peace and reconciliation programmes of the national training services (SENA) – Colombia			80 723
Diffusion of the contributions of the reintegration and reconciliation process – Colombia			78 705
Analysis of dynamic migration between Colombia and Panama – Colombia			77 336
Supporting the ministry of foreign affairs in the implementation of counter-trafficking activities – Colombia			69 808
Support for the ministry of foreign affairs for actions to prevent human trafficking – Colombia			64 579
Using lessons learned to systematize the implementation of the district resettlement policy – Colombia			62 465
Strengthening the system of monitoring, technical assistance and regional support for the unit for comprehensive care and reparations for victims (UARIV) – Colombia			62 046
Support for the unit for comprehensive care and reparations for victims (UARIV) – Colombia			61 416
Creating small businesses with victims of forced displacement based on microfranchising models – Colombia – net of “for refund”			41 440
Systematization of social service activities for participants to comply with Law 1424 – Colombia			28 902
Generating inputs for updating the catalogue of professions – Colombia – net of “for refund”			8 904
Implementation of and support for the international conference on migration and human rights – Colombia – for refund			(7)
Design and pilot testing of a strategy for sustainable improvement in the “living free” programme – Colombia – for refund			(102)
Support for the ministry of foreign affairs in the repatriation of extremely vulnerable nationals – Colombia – for refund			(152)
Improving educational infrastructure for the population displaced by natural disasters – Colombia – for refund			(385)

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>COLOMBIA (continued)</b>			
Strengthening social and community organizations for integrated risk management in Bogota – Colombia – for refund			(390)
Support for community stabilization through the generation of educational infrastructure – Colombia – for refund			(513)
Support plan for positive return sponsored by the ministry of foreign affairs – Colombia – for refund			(823)
Support for the land restitution policy for internally displaced persons in Colombia – for refund			(873)
Strengthening public policy on issues of electoral transparency – Colombia – net of “for refund”			(976)
Protection of the land and property of internally displaced persons in Colombia (PTPD–GOC) – for refund			(1 567)
Implementation of a pilot centre for comprehensive care and reparations for victims of armed conflict – Colombia – for refund			(4 108)
Contribution to community stabilization in the municipality of Puerto Carreño – Colombia – for refund			(4 134)
Support for the coordination and management of temporary accommodation – Colombia – for refund			(9 181)
Support for the implementation of a public policy on land for indigenous communities – Colombia – for refund			(15 670)
Guidance and vocational training for adolescent victims of the Colombian armed conflict – Colombia – net of “for refund”			(49 875)
Strengthening planning and monitoring processes of the Colombian institute for rural development (INCODER) – Colombia – for refund			(244 514)
Promotion and prevention in priority public health issues – Colombia – for refund			(486 762)
Promotion of the rights guaranteed in early childhood against forced recruitment in Choco – Colombia – for refund			(966 207)
Promoting comprehensive care and protecting children under peacebuilding strategies – Colombia – for refund			(1 293 865)
Support for the design, management and implementation of policies for rural development – Colombia – for refund			(1 982 488)
<b>Total: Colombia – Earmarked</b>			<b>21 221 704</b>
<b>COSTA RICA</b>			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			5 436
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 060
<b>Total: Costa Rica – Earmarked</b>			<b>6 496</b>
<b>CROATIA</b>			
European migration network: national contact point for Croatia (2015–2016)			15 110
<b>Total: Croatia – Earmarked</b>			<b>15 110</b>
<b>CYPRUS</b>			
Funds received in 2015 – to be allocated			101 215
Office establishment costs in Nicosia – Belgium			21 191
<b>Total: Cyprus – Earmarked</b>			<b>122 406</b>
<b>CZECH REPUBLIC</b>			
Assisted voluntary return from the Czech Republic in 2015 – net of “for refund”			125 469
Emergency response for Yemen crisis – Switzerland			120 919
Improving the reintegration of migrants of the Republic of Moldova: creation of a crisis centre – Czech Republic			77 897
Return centre 2015 – Czech Republic			22 936
Return centre 2014 – Czech Republic			14 456
Reintegration programme for returnees from the Czech Republic – phase III			13 918
Assisted voluntary return and reintegration promotion in the Czech Republic			8 450
Cash incentives and measures for returnees from the Czech Republic			6 964
Summer school on migration studies 2015 – Czech Republic			6 721
IOM Prague: return counselling in 2015–2016 – Czech Republic			3 720
ACCESS – Active citizenship: enhancing political participation of migrant youth			3 363
Return centre 2013 – Czech Republic			3 006
Increasing quality of reintegration of migrants of the Republic of Moldova: creation of a crisis centre – Czech Republic – for refund			(5 308)
<b>Total: Czech Republic – Earmarked</b>			<b>402 511</b>

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>DENMARK</b>			
Family reunification in Denmark			2 845 704
Assisted voluntary return and reintegration support for asylum-seekers in Denmark – phase II			2 251 295
Quota cases to Denmark			401 218
Information, assisted voluntary return and reintegration aid for migrants – phase II – Denmark			333 657
Building the capacities of institutions in Bosnia and Herzegovina to address mental health issues			235 294
Voluntary return assistance from Denmark			38 106
Reception and reintegration assistance for Afghan returnees from Denmark – Afghanistan – for refund			(269)
Extension of the regional operation centre: IOM reception and reintegration support for returnees from Denmark to Iraq – for refund			(5 743)
Addressing the needs of unaccompanied minors in Greece – for refund			(14 570)
Technical cooperation for migration and capacity-building: identity checking unit – Afghanistan – for refund			(142 575)
<b>Total: Denmark – Earmarked</b>			<b>5 942 117</b>
<b>DOMINICAN REPUBLIC</b>			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			10 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			2 124
<b>Total: Dominican Republic – Earmarked</b>			<b>12 124</b>
<b>EGYPT</b>			
Integrated migration information system – phase III – Egypt			271 117
<b>Total: Egypt – Earmarked</b>			<b>271 117</b>
<b>EL SALVADOR</b>			
Return of Salvadorian migrants from Mexico and Guatemala			56 638
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			5 000
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			1 062
<b>Total: El Salvador – Earmarked</b>			<b>62 700</b>
<b>ESTONIA</b>			
Voluntary assisted return and reintegration from Estonia – phase VI – Finland			83 449
Voluntary assisted return and reintegration from Estonia – phase V – net of “for refund”			62 418
Post-arrival cultural orientation for asylum-seekers and refugees in Estonia – 2 (EST-CO 2)			34 374
Improving reception and perception of asylum-seekers and refugees in Estonia (PRISE)			27 779
Improving the quality of the asylum system and procedures in Estonia			23 006
Welcome sessions for beneficiaries of international protection – Estonia			19 287
Improving the quality of asylum procedures in Estonia – phase II – for refund			(2 604)
<b>Total: Estonia – Earmarked</b>			<b>247 710</b>
<b>FINLAND</b>			
MIDA FINNSOM: health and education sector development in south central Somalia – Finland			1 234 568
Quota refugee and family reunification resettlement – Finland			671 383
MIDA: institutionalizing health-care improvement through temporary returns – Finland			522 876
Promoting health and well-being among migrants transiting through Egypt, Libya, Morocco, Tunisia and Yemen – Morocco			452 303
Assisted voluntary return and reintegration support for asylum-seekers and migrant groups in Finland			417 114
Junior professional officer – Pakistan			136 965
ACCESS – Active citizenship: enhancing political participation of migrant youth			8 281
Administrative and support services and costs for the voluntary assisted return and reintegration programme in Finland – phase II – for refund			(9 722)
<b>Total: Finland – Earmarked</b>			<b>3 433 768</b>
<b>FRANCE</b>			
Cooperation on transfer and reception in France of displaced Iraqi citizens and other refugees			418 000
Funds received in 2015 – to be allocated			339 390
Early recovery in earthquake-affected areas through rubble removal and management – Nepal			218 579
Junior professional officer – Switzerland			71 663
Increasing public knowledge of the Ghanaian anti-human trafficking law – Ghana			13 882

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>FRANCE (continued)</b>			
Participation of Malagasy diaspora in national development – pilot phase: profiling the Malagasy diaspora in France			12 967
MAGNET II – Joint approach to job placement for Iraqi returnees (Kurdistan region of Iraq)			9 868
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			5 556
<b>Total: France – Earmarked</b>			<b>1 089 906</b>
<b>GERMANY</b>			
REAG/GARP Germany 2015: nationwide financial assistance for voluntary returnees from Germany 2015			16 084 350
Humanitarian admissions programme for Iraqi displaced persons from Iraq to Germany			4 562 727
Immediate assistance for internally displaced persons in Ukraine			1 092 896
Multi-year seasonal emergency response plan to provide for the basic needs of vulnerable internally displaced persons – Iraq			1 092 896
Support for the federal government of Somalia and local government partners in activities for the reintegration of former combatants			1 082 011
Evacuation assistance from Yemen and basic integration support in Yemen for migrants			544 662
Resettlement of refugees from Egypt to Germany – Egypt			538 796
Humanitarian admissions programme for Syrian refugees from Egypt to Germany – Egypt			516 461
Resettlement of 200 refugees from Sudan to Germany – Sudan			404 257
Junior professional officer – Switzerland			186 911
Junior professional officer – Switzerland			158 930
Junior professional officer – Switzerland			153 723
Fighting trafficking in persons through capacity-building for non-governmental organizations and law enforcement in Morocco			140 032
Reintegration of returnees from Germany to the Kurdistan region – Berlin			137 566
Understanding the socioeconomic needs and impact of Libyans in Tunisia			119 337
Information and return counselling centre: integrated reintegration in Viet Nam and Kenya 2015–2016 – Germany			111 234
Programme for human security and stabilization in Kenya			109 649
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			103 682
Kurdish regional government reintegration of returnees from Germany – net of “for refund”			86 798
ZIRF counselling: individual return-related inquiries 2015 – Germany			85 572
IOM information and return counselling centre – Germany – net of “for refund”			66 648
Understanding and addressing trafficking in persons – Mauritania			56 117
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			48 615
ZIRF counselling: country fact sheets – Germany – net of “for refund”			42 681
Integrated experts programme (GAPPO)			13 498
Funds received in 2015 – to be allocated			4 314
Interreligious cultural orientation courses for leadership of migrant communities – Germany – net of “for refund”			(9)
German migration information campaign in the Russian Federation (Chechen Republic) – phase I – for refund			(492)
Reintegration – pilot initiative to test feasible and sustainable joint reintegration measures – for refund			(4 049)
ZIRF counselling 2014: country fact sheets – Germany – net of “for refund”			(12 337)
ZIRF counselling: individual return-related inquiries 2014 – Germany – net of “for refund”			(24 688)
Enhancing protection of vulnerable migrants in southern Libya through assisted voluntary return and reintegration for vulnerable groups – for refund			(44 301)
Junior professional officer – Switzerland – for refund			(52 991)
Improving technical capacity and coordination in migration management in Sudan – for refund			(61 091)
Resettlement of refugees from Indonesia to Germany – Indonesia – for refund			(292 494)
Humanitarian admissions programme for Syrian refugees from Lebanon to Germany – Switzerland – for refund			(361 685)
REAG/GARP Germany 2013: nationwide financial assistance for voluntary returnees from Germany 2014 – net of “for refund”			(431 245)
<b>Total: Germany – Earmarked</b>			<b>26 258 982</b>

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>GREECE</b>			
Implementation of voluntary returns, including reintegration measures – Greece			13 444 765
Emergency assistance and effective management of immigration flows at external borders – Greece			219 780
<b>Total: Greece – Earmarked</b>			<b>13 664 546</b>
<b>GUYANA</b>			
Health promotion among key populations in the mining and logging sector of Guyana			289 443
<b>Total: Guyana – Earmarked</b>			<b>289 443</b>
<b>HAITI</b>			
Project for the reconstruction of vulnerable areas in Port-au-Prince – Haiti			2 420 591
<b>Total: Haiti – Earmarked</b>			<b>2 420 591</b>
<b>HONDURAS</b>			
Modernization of the passport issuance process by Honduras			271 768
Institutional strengthening – Honduras			104 996
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			4 970
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 062
<b>Total: Honduras – Earmarked</b>			<b>382 796</b>
<b>HUNGARY</b>			
Hungarian assisted voluntary return and reintegration programme for migrants			290 031
Complex reintegration assistance for assisted voluntary returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo			135 490
Miscellaneous income and service fee collection			40 151
Hungarian information project on assisted voluntary return and integration – Hungary			32 639
Evaluation of reintegration assistance provided to returnees to UNSC resolution 1244-administered Kosovo – Hungary			31 716
Improving reintegration assistance for beneficiaries returning to UNSC resolution 1244-administered Kosovo – Hungary			31 414
<b>Total: Hungary – Earmarked</b>			<b>561 441</b>
<b>ICELAND</b>			
Resettlement of quota refugees to Iceland			19 609
<b>Total: Iceland – Earmarked</b>			<b>19 609</b>
<b>IRELAND</b>			
Voluntary assisted return and reintegration programme for irregular migrants 2014 – Ireland			301 335
Voluntary assisted return and reintegration programme for non-EEA nationals – Ireland			299 543
Voluntary assisted return and reintegration for irregular non-EEA nationals – Ireland			98 056
Voluntary assisted return and reintegration programme 2014 – Ireland			52 021
Strengthening the outreach of assisted voluntary return and reintegration in Ireland			23 833
Improving the quality of prosecution and protection of victims of trafficking through the justice system in Malta			23 626
<b>Total: Ireland – Earmarked</b>			<b>798 415</b>
<b>ITALY</b>			
Funds received in 2015 – to be allocated			3 135 533
Prevention and management of irregular migration flows from the Sahara Desert to the Mediterranean Sea			1 766 580
Emergency response to facilitate the return of newly displaced populations and communities – Sudan			1 133 787
Enhancing the well-being of internally displaced persons and conflict-affected people in South Sudan			1 089 325
Addressing migrant vulnerabilities to prevent human trafficking and protect victims – Cambodia			731 707
Facilitating resettlement to Italy by providing comprehensive support services – ITARES – Italy			707 257
Counter-trafficking assistance Az.1 – Italy			673 954
Migration and development initiatives – Italy			544 662
Local development initiatives for Egypt with Egyptians abroad – Egypt			448 934
Emergency response to the earthquake in Nepal – bilateral emergency funding from Italy			433 369
Emergency response to Nigerian displacement crisis in northern Cameroon – Switzerland			379 198



	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>ITALY (continued)</b>			
Assisted voluntary return and reintegration activities for vulnerable migrants – PARTIR VI – Italy			370 609
Praesidium: strengthening reception capacity of migration flows – phase IX bis – Italy			353 522
Family tracing activities and assisted voluntary return and reintegration of unaccompanied migrant children residing in Italy			246 711
Facilitating responsible and effective management of circular migration – Mauritius			243 386
Return migration and sustainable reintegration – EMPLOY – phase III – Italy			213 563
Solidarity with children from the Maghreb and Mashreq – Egypt			208 141
E-BOSLA: benefiting from pre-departure orientation services to leverage integration – phase III – Italy			153 102
Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Morocco			144 744
Strengthening monitoring and evaluation mechanisms on detention and reception standards in Italy			133 144
Action to protect and assist vulnerable and exploited migrant workers in the Middle East (PAVE)			131 148
Promoting the culture of prevention – Italy			126 923
Know the risks, know the needs – preliminary phase – Italy			97 302
Supporting and strengthening the capacity of the primary reception system for unaccompanied minors landing in Italy			90 067
Supporting informed migration decisions in Niger			59 087
Strengthening the delivery of reintegration assistance for returning Nigerian migrants from Europe			56 772
Protection of women and unaccompanied minors repatriated from Algeria to Niger – Niger			55 366
Community-based approach to support youth in targeted municipalities in Bosnia and Herzegovina			52 910
Intercultural competence training of trainers and roll-out training sessions for health professionals – Italy			43 860
Italian voluntary contribution for migration Mediterranean activities			30 665
Education and training for Egyptian youth in the Fayoum governorate to promote regular migration			25 121
Intercultural competence training of trainers for health professionals in Sicily – Italy			24 607
Repatriation of non-EU citizens from Italy			15 048
Family tracing activities and organization of assisted voluntary return for unaccompanied migrant children – Italy – for refund			(121 236)
AUSILIUM: assisted voluntary return for irregular migrants and those at risk of having irregular status – Italy – for refund			(412 888)
AUSILIUM module 2: assisted voluntary return for irregular migrants and those at risk of having irregular status – Italy – for refund			(515 952)
<b>Total: Italy – Earmarked</b>			<b>12 870 026</b>
<b>JAPAN</b>			
Project to enhance disaster risk management for peace in Afghanistan			9 895 275
Increasing stability and human security of migrants and mobile populations in Somalia			5 500 000
Improving human security for vulnerable displaced populations and host communities in South Sudan			4 300 000
Enhancing capacity for managing borders and protecting border communities between Mauritania and Mali			2 985 075
Reintegration support for Chadian returnees from the Central African Republic – Chad			2 675 000
Assistance for vulnerable migrants and capacity-building in Afghanistan			2 575 000
Assistance for stranded migrants in the Andaman Sea and Bay of Bengal – Thailand			2 500 000
Pilot capacity-building project in integrated border management in western and southern Chad			2 050 000
Emergency grant aid for Nepal in response to the earthquake			2 000 000
Emergency and livelihood assistance for Syrian Refugees in Iraq			1 500 000
Improved access to Ebola prevention in Guinea and neighbouring countries – Switzerland			1 500 000
Enhancing security in the Sahel: immigration and border management in Niger			1 500 000
Coordinated border management in Burkina Faso, Mali, Mauritania and Niger			1 425 000
Support for community stabilization in the Donbas region – Ukraine			1 400 000
Improving the security of internally displaced persons and populations in areas affected by conflict and natural disasters in Sudan			1 110 000
Transportation assistance and community support services for Syrian refugees in Turkey – Switzerland			1 000 000
Rehabilitation of Azzan hospital, capacity-building and in-kind grant support for households – Yemen			1 000 000

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>JAPAN (continued)</b>			
Capacity-building for Jordanian border authorities on humanitarian border management to provide assistance to the Syrian Arab Republic – Switzerland			1 000 000
Repair and reconstruction of centres for disabled children in Bosnia and Herzegovina			700 000
Contributing to durable solutions in northern Mali			700 000
Emergency grant aid for Iraq to improve the humanitarian situation and enhance stabilization – Iraq			650 000
Capacity-building for Ebola-focused health and humanitarian migration management in Côte d'Ivoire			600 000
Enhanced migration management in Djibouti			600 000
Emergency grant aid for the influx of refugees and migrants in Europe – Serbia			500 000
Refugee resettlement – Japan			487 527
Ebola preparedness, risk reduction and response among migrants and communities in Ghana			400 000
Development of guidelines for qualification and skills recognition among ASEAN economies – Indonesia			278 472
Assistance for vulnerable populations affected by the winter weather in the Syrian Arab Republic			150 000
Emergency grant aid for internally displaced persons in Yemen and Yemeni refugees in neighbouring countries – Somalia			150 000
Junior professional officer – Philippines			131 767
Junior professional officer – Switzerland			125 835
Junior professional officer – Malaysia			125 079
Return and reintegration assistance for trafficked victims in Japan			112 945
Junior professional officer – Thailand			73 237
Community socioeconomic survey and labour market survey in Darfur – Sudan			65 752
Assisted voluntary return and reintegration – pilot project in Japan			40 771
Bali process website support (Japanese funds)			10 000
Junior professional officer – Myanmar – for refund			(10 696)
Junior professional officer – Ghana – for refund			(13 967)
Support programme to facilitate school education for foreign children in Japan – for refund			(7 826 195)
<b>Total: Japan – Earmarked</b>			<b>43 965 876</b>
<b>KAZAKHSTAN</b>			
Addressing mixed migration flows through capacity-building in Central Asia – phase II – Kazakhstan			15 000
<b>Total: Kazakhstan – Earmarked</b>			<b>15 000</b>
<b>LATVIA</b>			
Security and tolerance: towards successful integration of immigrants in Latvia – phase V			88 987
Assisted voluntary return and reintegration – phase VI – Latvia – for refund			(9 124)
<b>Total: Latvia – Earmarked</b>			<b>79 863</b>
<b>LITHUANIA</b>			
Migration information centre: returning to Lithuania – net of “for refund”			77 766
Combating human trafficking by increasing social responsibility – Lithuania – net of “for refund”			50 478
Medical and psychological assistance for internally displaced persons in Ukraine			43 573
European migration network 2015–2016: national contact point for Lithuania			41 667
Assistance for children and families: building specialists’ intercultural competence – phase II – Lithuania			40 787
Return home – phase VI – Lithuania			38 107
Reintegration: a future in the homeland – phase III – Lithuania			28 169
Practitioner capacity-building – phase IV – Lithuania			17 632
Assisted voluntary returns for vulnerable persons – phase VI – Lithuania – net of “for refund”			6 492
European migration network: national contact point for Lithuania 2014 – net of “for refund”			(22)
<b>Total: Lithuania – Earmarked</b>			<b>344 648</b>
<b>LUXEMBOURG</b>			
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			231 598
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			159 766
Assisted voluntary return and reintegration from Luxembourg – Belgium			66 916
Cooperation on services for refugee resettlement – Belgium			41 673
<b>Total: Luxembourg – Earmarked</b>			<b>499 953</b>

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>MALTA</b>			
Assisted voluntary return and reintegration in the country of origin (Restart V) – Malta			184 545
Enhanced cooperation between Malta and migrants' countries of origin: lessons learned and sharing of experience with other European countries			48 464
Pan-European conference (II): integration and immigrant spouses and children – Malta			26 376
Supporting the integration of third-country nationals through enhancing their awareness of the Maltese sociolegal context			22 689
Mainstreaming a common model of intercultural competence for the integration process of third-country nationals – Malta			22 569
Looking beneath – Malta			10 893
Reintegration: pilot initiative to test feasible and sustainable joint reintegration measures			5 551
<b>Total: Malta – Earmarked</b>			<b>321 087</b>
<b>MEXICO</b>			
Assistance for migrant returnees during the repatriation process in Mexico 2015			532 601
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			30 847
Study on trafficking in persons for sexual and labour exploitation in the state of Jalisco – Mexico			10 207
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			7 080
Assistance for returnees – Mexico – net of “for refund”			(16 587)
Assistance for returned migrants in the northern border of Mexico (“Somos Mexicanos”) – for refund			(620 798)
<b>Total: Mexico – Earmarked</b>			<b>(56 650)</b>
<b>MONTENEGRO</b>			
Adaptation of existing border police premises for development of a trilateral police cooperation centre – Montenegro			81 614
Building the capacities and strengthening cooperation between law enforcement officials – Montenegro			11 338
<b>Total: Montenegro – Earmarked</b>			<b>92 952</b>
<b>NETHERLANDS</b>			
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN) 2015			7 174 606
Bentiu protection of civilians site expansion and improvement in South Sudan			5 405 000
Assisted voluntary return and reintegration to Africa and Latin America – Spain			3 861 670
Strengthening the Indonesian national police through institution-building – phase III			2 973 314
Partnership on health and mobility in the mining sector of Southern Africa			1 519 879
Consortium for integrated stabilization and peace in eastern Democratic Republic of the Congo (CISPE) – Democratic Republic of the Congo			1 261 996
Temporary return of qualified nationals			1 257 503
Supporting community policing efforts in Tanah Papua and Maluku in Indonesia			1 047 404
Resettlement in the Netherlands – net of “for refund”			753 143
Assisted voluntary return and enhanced reintegration support for former asylum-seekers – Netherlands			748 533
Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Morocco			598 276
Return and reintegration regulation for (former) asylum-seekers from the Netherlands 2014			442 221
Capacity-building support for migration management in Puntland and south central Somalia			371 295
Assisted voluntary return and enhanced reintegration support for former asylum-seekers – phase II – Netherlands			242 614
Assisted voluntary return from detention and alternatives for irregular migrants – Netherlands – net of “for refund”			194 022
Additional financial support for migrants under the return and emigration of aliens from the Netherlands project (REAN) 2015			179 574
Resettlement programme in the Netherlands			120 481
Assisted voluntary return and reintegration of migrants with a medical condition – phase III – Netherlands – net of “for refund”			119 183
Enhancing effectiveness of support processes in the implementation of return procedures – Bulgaria			78 475
Supporting governmental and non-governmental partners to protect migrants' human rights – Egypt			65 574
Return and reintegration regulation 2012 (HRT 2012)			58 211

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>NETHERLANDS (continued)</b>			
Human security in Rutshuru and Nyiragongo territories in the Democratic Republic of the Congo			53 905
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			34 898
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			32 328
NLCO III: towards a structural cultural orientation programme for the resettlement of refugees in the Netherlands – net of “for refund”			24 962
Supporting and enhancing access to information and computer literacy for Syrian refugees			21 525
Relocation to the Netherlands – pilot- Netherlands			16 355
UAM 4: outreach, counselling and reintegration for (former) unaccompanied minors – Netherlands			16 184
European reintegration network: reintegration assistance for returnees in country of origin (voluntary and non-voluntary)			14 989
Funds received in 2015 – to be allocated			14 102
CO Nareis: global cultural orientation for family reunification to the Netherlands – net of “for refund”			12 301
Disaster response preparedness mission for mass evacuations in natural disasters for Vanuatu			8 155
Journalism, media and the challenge of human trafficking reporting – Kuwait			7 443
Buy responsibly: awareness-raising campaign to counter human trafficking – Turkey – for refund			(4 897)
Addressing the needs of unaccompanied minors in Greece – for refund			(14 499)
Reintegration assistance to Sierra Leonean migrants returned from the Netherlands – for refund			(16 595)
Evaluating multisectoral aspects of vulnerability to HIV/AIDS and sexually transmitted diseases of Senegalese men – Senegal – for refund			(20 300)
Providing counselling and referral assistance to Afghan nationals in Belgium and the Netherlands – for refund			(71 593)
Return and emigration of aliens from the Netherlands (REAN) 2014 – net of “for refund”			(471 127)
<b>Total: Netherlands – Earmarked</b>			<b>28 131 110</b>
<b>NEW ZEALAND</b>			
Movements to New Zealand			1 580 775
Rainwater resilience in the typhoon Maysak-affected states of Yap and Chuuk – Federated States of Micronesia			100 000
Consular support service for New Zealand			66 458
Funds received in 2015 – to be allocated			47 222
<b>Total: New Zealand – Earmarked</b>			<b>1 794 455</b>
<b>NICARAGUA</b>			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			5 117
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			1 100
<b>Total: Nicaragua – Earmarked</b>			<b>6 217</b>
<b>NORWAY</b>			
Support for IOM’s activities under the flash appeal in response to the Nepal earthquake			3 184 308
Voluntary assisted return programme from Norway (2015)			2 832 468
Financial support to return – phase VII – Norway			2 733 047
Information, return and reintegration of Afghan nationals to Afghanistan (IRRANA IX) – Norway			1 928 924
Information, return and reintegration of Iraqi nationals to Iraq (IRRINI VII) – Norway			1 420 159
Quota cases to Norway – refugees from Europe – Norway			1 168 522
Funds received in 2015 – to be allocated			1 080 832
Post-arrival reception and reintegration assistance for Afghan nationals (PRAN VII) – Afghanistan			1 030 990
Empowering victims of trafficking, vulnerable migrants, their families and communities – Kazakhstan			1 004 442
VG IV: Information, return and reintegration for vulnerable migrants in Norway IV			882 873
Cultural orientation programme for Norway-bound refugees			837 416
Long-term integration of internally displaced persons in Ukraine			752 292
Reintegration and rehabilitation of victims of trafficking in Ukraine (VoT III)			740 017
Programme against human trafficking in Eastern Europe – Ukraine			701 452

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>NORWAY (continued)</b>			
Immediate assistance for internally displaced persons in Ukraine			619 809
Contributions and invoicing – Norway			606 735
Family reunification in Norway – refugees from the Middle East and Africa			418 895
Improving the provision of tailored and coordinated support to persons on the move at the entry, transit and exit points in Serbia and the former Yugoslav Republic of Macedonia			344 947
Outreach for voluntary return 2015 – Norway			335 969
Building the capacities of institutions in Bosnia and Herzegovina to address mental health issues			334 936
Support to enhance institutional capacity of the department of immigration in Somalia (Somaliland)			312 774
Collection and interactive visualization of data on mixed migration flows into and through North Africa			293 076
Norwegian support for IOM stock pre-positioning and data collection innovation 2015 – Switzerland			247 924
Protecting the human rights of victims of trafficking – Republic of Moldova			205 979
Assisted voluntary return of irregular migrants from Greece			192 394
Voluntary assisted return programme 2014 – Norway			128 094
“One coin” fundraising campaign to assist victims of trafficking in persons in Indonesia			67 436
Information, voluntary return and reintegration support for vulnerable migrants from Norway			28 717
Voluntary repatriation from Norway			5 848
Coordinated response to human trafficking in Uganda – for refund			(2 000)
Reaching out to unaccompanied minors and promoting delivery of services in Turkey – for refund			(4 057)
Construction of a centre for women in Faryab – Afghanistan – for refund			(11 309)
Assisted voluntary return and reintegration of Afghans residing in Iran to Afghanistan – for refund			(69 765)
<b>Total: Norway – Earmarked</b>			<b>24 354 143</b>
<b>PANAMA</b>			
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			15 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			3 290
<b>Total: Panama – Earmarked</b>			<b>18 290</b>
<b>PAPUA NEW GUINEA</b>			
Strengthening public awareness and building capacity in communication and community engagement – phase II – Papua New Guinea			363 572
<b>Total: Papua New Guinea – Earmarked</b>			<b>363 572</b>
<b>PARAGUAY</b>			
Implementation of the migration information and data analysis system (MIDAS) in Paraguay			800 000
Additional office support costs for IOM Asunción – Paraguay			32 164
Consolidation of institutional mechanisms for the protection and reintegration of women – Paraguay – for refund			(19)
<b>Total: Paraguay – Earmarked</b>			<b>832 145</b>
<b>PERU</b>			
Strengthening the national police for security and community stabilization in Peru – phase II			88 136 743
Technical and administrative assistance to Banco de la Nación in the construction of its new headquarters – Peru			80 556 956
Support for the project to build and equip a convention centre in Lima – Peru			56 842 548
Strengthening the national police for community security and stabilization – Peru			27 930 818
Technical assistance project for EsSalud’s work management services – Peru – net of “for refund”			6 310 767
Technical support for Lima’s town hall work execution services – net of “for refund”			5 368 266
Technical assistance project for EsSalud’s work management services – Peru			812 106
Management of funds for the secondment of qualified human resources and humanitarian mobilization			427 198
<b>Total: Peru – Earmarked</b>			<b>266 385 402</b>

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>PHILIPPINES</b>			
Core shelter assistance project for Bohol earthquake-affected families – Philippines			7 822 992
Construction of transitional shelters for typhoon Haiyan-affected populations – Philippines			2 745 009
Construction of 320 core permanent shelters for the families affected by typhoon Haiyan in Tacloban – Philippines			678 786
Leyte resettlement sites sustainable water supply – Philippines			212 121
Developing the capacity of the Philippine department of social welfare and development to train families and communities in evacuation preparedness			124 183
<b>Total: Philippines – Earmarked</b>			<b>11 583 090</b>
<b>POLAND</b>			
Assisted voluntary return and reintegration – phase II – part III – Poland – net of “for refund”			457 061
Increasing the effectiveness of migration management – Poland			441 802
Cooperation and competence as a key to efficiently combating trafficking in human beings – Poland			150 453
Migrants’ rights in practice – Poland – net of “for refund”			149 660
Consultancy, travel, reintegration: assistance in voluntary return – phase II – Poland			130 986
Poland assisted voluntary returns programme 2006			83 434
Increasing the effectiveness of voluntary return – phase II – part III – Poland – net of “for refund”			72 700
Consultancy, travel, reintegration: assistance for voluntary return – phase II – Poland			60 886
Supporting the integration of repatriates – phase II – Poland – net of “for refund”			55 090
Activation of the Tunisian diaspora in Poland for country-of-origin development			43 956
“Migrant.info” infoline – Poland			21 028
Analysis of migrants’ enfranchisement process by example of EU countries – phase II – Poland			9 495
Consultancy, travel, reintegration: assistance in voluntary return – phase II – Poland			3 132
<b>Total: Poland – Earmarked</b>			<b>1 679 682</b>
<b>PORTUGAL</b>			
Assisted voluntary return from Portugal – bridging phase			125 839
Assisted voluntary return and reintegration programme (ARVoRE V) – Portugal – net of “for refund”			34 921
Expert in bilateral cooperation, migration and development from the Portuguese institute for development assistance (IPAD)			32 450
Cultural orientation programme for refugees selected for resettlement in Portugal			19 973
Certification and monitoring of a temporary installation centre in Porto – net of “for refund”			8 664
Fostering health provision for migrants, the Roma and other vulnerable groups			4 063
<b>Total: Portugal – Earmarked</b>			<b>225 909</b>
<b>REPUBLIC OF KOREA</b>			
Material, medical and psychosocial assistance for vulnerable migrants and internally displaced persons – Libya			500 000
Cyclone Pam emergency response – Vanuatu			200 000
Contribution from the Republic of Korea for South Sudan 2015			200 000
Miscellaneous income for IOM Amman	149 500		
Emergency response to the Yemen crisis – Switzerland			100 000
Assistance for stranded migrants in the Andaman Sea and Bay of Bengal – Thailand			100 000
Funds received in 2015 – to be allocated			50 000
Research project on the resettlement and integration of refugees in the Republic of Korea			31 810
Refugee resettlement to the Republic of Korea – Thailand			15 005
<b>Total: Republic of Korea – Earmarked</b>	<b>149 500</b>		<b>1 196 815</b>
<b>ROMANIA</b>			
National coordination of the integration of third-country nationals in Romania			156 394
Strengthening the assisted voluntary return and reintegration programmes in Romania			148 655
Assisted voluntary return and reintegration programme in Romania 2015			104 985
Strengthening the institutional cooperation capacity of the Moldovan bureau for migration and asylum in Romania			87 093
Supporting electronic national identity management in Afghanistan			80 000

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>ROMANIA (continued)</b>			
Capacity-building in border management through training of trainers in Romania			80 000
Strengthening Armenia's labour migration management capacity to enhance democracy and good governance			76 253
Socioeconomic empowerment through durable livelihood activities – Georgia			55 310
Supporting Romanian non-governmental organizations for providing direct assistance to victims of human trafficking – Switzerland			25 773
Assisted humanitarian voluntary returns from Romania			24 928
Strengthening surveillance and bilateral coordination capacity along the common border – Belarus			22 371
<b>Total: Romania – Earmarked</b>			<b>861 761</b>
<b>SERBIA</b>			
Capacity-building for the Serbian commissariat for refugees and migration and local migration councils – Serbia			76 400
<b>Total: Serbia – Earmarked</b>			<b>76 400</b>
<b>SLOVAKIA</b>			
Migration information centre to support integration of migrants in Slovakia and assisted voluntary return from Slovakia			163 619
Integration programme for persons resettled in Slovakia			146 951
Migration information centre to support the integration of migrants – phase VII – Slovakia			136 749
Voluntary return and reintegration in the country of origin – Slovakia			116 513
In-kind contribution	77 583		
Trafficking in humans beings – Slovakia			69 815
European migration network 2015–2016: national contact point for Slovakia			49 776
Enhancing intercultural competencies and regional cooperation of professionals in Slovakia – phase V			24 998
“Don't become a slave!” Prevention of human trafficking through training of trainers/professionals – Slovakia			23 280
Voluntary return from Bratislava			16 380
Contribution towards rent premises – Bratislava			10 693
<b>Total: Slovakia – Earmarked</b>	<b>77 583</b>		<b>758 773</b>
<b>SLOVENIA</b>			
Slovenian assisted voluntary return and reintegration programme 2015–2016			31 744
Slovenian assisted voluntary return and reintegration programme 2014–2015			26 584
<b>Total: Slovenia – Earmarked</b>			<b>58 329</b>
<b>SOUTH AFRICA</b>			
HIV and tuberculosis integrated biological and behavioural study for migrant worker communities – South Africa			125 000
Research on health vulnerabilities of mobile populations and communities affected by such populations in ports in South Africa			124 997
<b>Total: South Africa – Earmarked</b>			<b>249 997</b>
<b>SPAIN</b>			
Managing migratory flows, assisting integration and preventing irregular flows in Spain			445 754
Assisted voluntary return for vulnerable migrants in Spain			346 339
Funds received in 2015 – to be allocated			273 626
Assisted voluntary return and reintegration to Africa and Latin America – Spain			203 409
Support for the training of trainers and employment assistance in Senegal			105 820
Resettlement project from Jordan to Spain – Spain			103 305
Training packages for health professionals to improve access to and quality of health services – Belgium			26 002
Voluntary return of migrants from Valencia – PREVIVAL 2014 – Spain			22 124
First steps for labour integration for beneficiaries of international protection – Spain			13 211
ACCESS – Active citizenship: enhancing political participation of migrant youth			11 338
Voluntary assisted return and reintegration with particular attention to vulnerable persons – Spain – for refund			(336 966)
<b>Total: Spain – Earmarked</b>			<b>1 213 962</b>

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>SWEDEN</b>			
Partnership on health and mobility in East and Southern Africa			2 399 452
Quota cases to Sweden - refugees from Europe to Sweden			1 611 225
Responding to the humanitarian needs of migrants in Yemen - Switzerland			1 181 005
Strengthening institutions through diaspora assistance in Somalia - public financial management			1 142 596
Family reunification resettlement cases to Sweden			1 140 773
Improving access to health, water, sanitation and hygiene for nationals of Myanmar - Bangladesh			885 754
Responding to immediate and ensuing post-crisis needs of migrants and mobile populations - Zimbabwe			644 007
Provision of assistance to the most vulnerable internally displaced persons in Haiti			583 519
Swedish medical programme for Bosnia and Herzegovina and UNSC resolution 1244-administered Kosovo - phase IV - period II			533 769
Reception and reintegration assistance for Afghan returnees from Sweden - Afghanistan			447 442
Post-arrival reception and reintegration assistance for Afghan nationals from Sweden - Afghanistan			325 231
Supporting efforts to formulate and implement an overall policy framework to manage migration - Turkey			103 412
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and prostitution in Sweden			87 763
Government of Sweden support for the international recruitment integrity system - Switzerland			59 425
Voluntary return assistance from Sweden			20 769
Buy responsibly: awareness-raising campaign to counter human trafficking - Turkey - for refund			(2 473)
Strengthening humanitarian response capacities through pre-positioning supplies and coordinated response - Kenya - for refund			(3 942)
Education and sanitation assistance for host and returnee countries - South Sudan - for refund			(4 500)
Support for the protection of cluster projects in South Sudan - for refund			(6 601)
Direct assistance and reintegration support for internally displaced persons, returnees and host and local communities in Mali - net of "for refund"			(10 765)
Junior professional officer - United Republic of Tanzania - for refund			(11 073)
Addressing the needs of unaccompanied minors in Greece - for refund			(14 126)
Improving access to health and water and sanitation services along with community awareness/empowerment - Bangladesh - for refund			(34 033)
<b>Total: Sweden - Earmarked</b>			<b>11 078 627</b>
<b>SWITZERLAND</b>			
IOM Bern office costs			2 048 713
Reintegration assistance from Switzerland			1 803 748
Humanitarian repatriation for stranded migrants in Libya			1 054 852
Transitional housing: resilience-building for the Syrian population - Syrian Arab Republic			979 965
Coordination and improvement of internally displaced person sites through camp management and camp coordination - South Sudan			776 699
Development of the international recruitment integrity system (IRIS)			694 339
Poverty reduction through skills development for safe and regular migration in Cambodia, the Lao People's Democratic Republic, Myanmar, Thailand and Viet Nam			617 018
Funds received in 2015 - to be allocated			611 309
Strengthening labour migration governance through regional cooperation in Colombo process countries - Sri Lanka			539 313
Improvement and expansion of the Bentiu protection of civilians site - South Sudan			506 586
Reintegration and psychosocial support for returned migrants from Algeria			495 842
Assistance in providing protection and food security to internally displaced persons and returnees in the province of North Kivu - Democratic Republic of the Congo			478 903
Improved reconstruction of flood- and cyclone-affected schools in Rakhine state - Myanmar			388 350
Reimbursable movements from/to Switzerland - Federal office for migration			321 254
Strengthening Serbia's response to increased migration flows along the Western Balkan route			302 162
Socioeconomic integration through enterprise development to address the problem of drug abuse - Georgia			288 929
Reimbursable movements to/from Switzerland: Swiss REPAT - IOM movements programme			272 900
Establishing an early warning information-sharing network along the migration route from Greece to Hungary and Croatia - Macedonia			252 527



	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>SWITZERLAND (continued)</b>			
Facilitating the reintegration of internally displaced persons through durable solutions and equal participation – phase III – Zimbabwe			252 519
Swiss resettlement programme for victims of the Syria crisis – Switzerland			250 000
Improving the protection of vulnerable migrants travelling through the Horn of Africa			234 385
Consolidating the migration and development institutional framework of the Republic of Moldova			226 804
ASHSHASH: for men and women who have escaped trafficking – Bangladesh			216 049
Assisted voluntary return and reintegration for sub-Saharan migrants – Morocco			181 913
Assisted voluntary returns from Switzerland to Guinea			175 000
Supporting Turkey in the development of the national integration policy project – Turkey			168 728
Seconded staff member – Switzerland			162 662
South-South migration network: a knowledge hub on South-South migration – Belgium			125 338
Programme between IOM Bern and the Canton of Vaud: assisted voluntary return and reintegration – phase VII			119 198
Switzerland: contributing to preventing and combating human trafficking through international round tables			106 694
Enhancing reintegration assistance for third-country nationals returning through the assisted voluntary return and reintegration programme in Greece – phase II			103 093
Pilot comprehensive return and reintegration assistance for Hungarian victims of human trafficking – Hungary			101 626
Return and reintegration of victims of human trafficking – Bulgaria			96 190
Assessing changes in migration patterns in the Lao People's Democratic Republic and their impact on the country and Thailand			84 000
Supporting governmental and non-governmental partners to protect migrants' human rights – Egypt			82 418
Cantonal programme for return and reintegration assistance for asylum-seekers – Switzerland			78 386
Assisted voluntary return and reintegration for victims of trafficking and cabaret dancers in Switzerland			75 000
Fostering the economic and social benefits of migration in the South Caucasus (opening phase) – Georgia			72 708
Round table on intraregional migration and labour mobility within Africa – Switzerland			63 224
Reintegration assistance from Switzerland (cantonal donors and non-governmental organizations)			62 719
Migration dynamics in Niger: research and action on inclusion of migration issues in policies and programmes in Niger			62 071
Support for the immigration and asylum management system in Bosnia and Herzegovina			59 492
Enhancing reintegration assistance for third-country nationals returning through the assisted voluntary return and reintegration programme of Greece			55 303
Transitional shelter response for South Sudanese refugees in Gambella – Ethiopia			51 814
Programme between IOM Bern and the Canton of Vaud: assisted voluntary return and reintegration – Switzerland			51 546
Protection of civilians and humanitarian response review – South Sudan			51 440
Satellite project: video clip production and dissemination for main donor (state secretariat for migration) – Switzerland			50 813
Humanitarian assistance for Bangladeshi migrants stranded in the Andaman Sea – Bangladesh			49 536
Week against human trafficking 2015 in Switzerland			48 123
Communicating effectively about migration in Morocco: international seminar on media and migration – Morocco			40 404
Swiss pre-departure cultural orientation programme – Lebanon			40 000
Enhancing emergency response mechanisms for disaster-affected internally displaced persons in Ethiopia			37 935
Service fee collection point for the Swiss REPAT-IOM movements programme – Switzerland			31 774
Pre-departure cultural orientation: special programme for integration in Switzerland			28 884
Reimbursable movements to/from Switzerland: Swiss REPAT-IOM movements programme			24 470
Awareness-raising to combat irregular migration through a TV miniseries “the missing steps” – Nigeria			24 000
Development of an international migration benchmarking index – Switzerland			24 000
Presentation of IndigoDigital's feasibility study in Switzerland			19 903
Return information fund – Switzerland			19 114
Capacity-building for the implementation of assisted voluntary return measures in Bulgaria			19 015
Support for project development and a reporting officer – Rwanda			18 400

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>SWITZERLAND (continued)</b>			
Workshop on development of guidelines for humanitarian visa and temporary protection – Costa Rica			16 900
Preventing child trafficking and exploitation among marginalized Thai communities – Thailand			16 589
Egypt: promoting better health protection for detained migrants in Sinai			15 152
Swiss pre-departure cultural orientation sessions			14 389
Assisted voluntary return and reintegration – Switzerland			14 350
Mapping of smuggling of migrants and trafficking in human beings – Bosnia and Herzegovina			12 080
Mainstreaming migration into national development strategies – phase II (inception) – Switzerland			11 788
Prevention of human trafficking through social work and community mobilization – phase II – Ukraine			10 722
Producing fact sheets and organizing round tables on trafficking in human beings			10 401
Strengthening the system of identification and protection of victims of trafficking in Serbia			9 445
Celebration of the first migrants day 2014 in Benin			7 682
Supporting the establishment of effective readmission management in Azerbaijan			3 567
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialamt Zug			2 398
Reimbursable movements to/from Switzerland – Sozialhilfe Stadt Basel			1 519
Capacity-building for law enforcement and health professionals in the equi-health projects – Croatia			1 197
IT training for ministry of security and civil protection personnel – Guinea – net of “for refund”			(393)
Making migration in the Republic of Moldova work for development – for refund			(2 944)
Expanding the capacity of Nigerian immigration services to reduce irregular migration to Switzerland – for refund			(16 054)
Modern migration trends training to enhance the capacity of migration management – Nigeria – for refund			(69 412)
Increased social protection and health assistance for mobile populations in south-east Myanmar – for refund			(80 799)
Assisted voluntary return and reintegration to Tunisia – phase III – Switzerland – for refund			(963 349)
<b>Total: Switzerland – Earmarked</b>			<b>15 295 326</b>
<b>THAILAND</b>			
Containment of artemisinin resistance and moving towards eliminating plasmodium falciparum –Thailand			920 088
<b>Total: Thailand – Earmarked</b>			<b>920 088</b>
<b>TURKEY</b>			
Protecting victims of human trafficking – Turkey			972 218
Funds received in 2015 – to be allocated			300 000
Supporting reconciliation in UNSC 1244-administered Kosovo through the renovation of the Orthodox chapel in Mitrovica			155 518
Comprehensive global approach to counter migrant smuggling and enhance migrant protection – Switzerland			136 166
<b>Total: Turkey – Earmarked</b>			<b>1 563 902</b>
<b>UNITED KINGDOM</b>			
Strengthening the protection of migrants through the humanitarian resilience programme – Yemen			8 847 259
Multi-year programme for natural disaster preparedness, response and recovery in Pakistan 2015-2019			5 619 694
Provision of emergency non-food items and shelters to internally displaced persons, returnees and host communities in South Sudan			4 591 680
Improving infection prevention and control and water, sanitation and hygiene aspects of private health facilities – Sierra Leone			3 492 706
Provision of emergency non-food items and shelter materials to internally displaced persons, hosts and vulnerable persons in South Sudan			3 362 952
Expansion of the Bentiu protection of civilians site – South Sudan			3 076 923
Shelter assistance for earthquake-affected populations in Nepal	856 198		1 908 397
Funds received in 2015 – to be allocated			2 506 641
Provision of emergency water, sanitation and hygiene materials to crisis-affected populations in South Sudan – South Sudan			2 009 132
Shelter recovery and reconstruction coordination support for earthquake-affected populations – Nepal			1 943 480

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED KINGDOM (continued)</b>			
Addressing the humanitarian needs of Burundian refugees in the United Republic of Tanzania			1 750 381
Camp coordination and camp management support for earthquake-affected populations of Nepal			1 631 615
Provision of water, sanitation and hygiene services for internally displaced persons in the Bentiu protection of civilians camp in South Sudan			1 538 462
Tajik-Afghan community empowerment and mobility enhancement programme – phase II – Tajikistan			1 531 451
Early recovery in earthquake-affected areas through rubble removal and management – Nepal			1 529 052
Assistance for the voluntary return and reintegration of returnees from Greece			1 361 348
Gateway protection programme – United Kingdom			1 019 212
Establishment of a migration resource and response mechanism in Niger – Niger			1 017 579
Promoting improved operation response to gender-based violence through the displacement tracking matrix and camp management – Switzerland			977 223
Specification for reintegration assistance in Afghanistan			801 062
Provision of non-food item support to vulnerable internally displaced persons of Khyber Pakhtunkhwa/federally administered tribal areas – Pakistan			749 625
Integrated cooperation on Tajik-Afghan border security and community stabilization – Tajikistan			582 940
Expansion and maintenance of the Malakal protection of civilians site – South Sudan			569 277
Sustainable promotion of a protective environment in displacement settings through the displacement tracking matrix and camp coordination and camp management multisector collaboration			554 027
Distribution of non-food items in Kos and Lesbos – Greece			475 434
Facilitated reintegration scheme for detained migrants from the United Kingdom – year 1			402 499
Internally displaced person and host community livelihood and stabilization support in Ukraine			382 261
Resettlement of Syrian vulnerable cases – United Kingdom			371 006
Central Asia regional migration programme – Russian Federation			365 556
Research on improved shelters for responding to floods in Pakistan – phase II			301 573
Fighting irregular migration through increasing capacity in the detection of forged documents – Turkey			263 328
Field data collection and central data repository on migration flows towards Europe – Switzerland			221 611
Movement tracking on migration flows towards Europe: Syrian Arab Republic and Turkey – Switzerland			199 450
Regional migration programme/technical assistance for the ministry of labour, migration and employment of Tajikistan			188 780
In-kind contribution	188 229		
Promotion of sustainable reintegration in Iraq through the creation of job counselling – Iraq			182 843
Contributing to the efforts of the government of Egypt to enhance migration and border management			128 079
Health and humanitarian border management support for the Sierra Leonean armed forces – Switzerland			116 883
Technical assistance for the government of Ethiopia: reception, reinsertion, reintegration and post-reintegration			109 707
Capacity-building for migration management in Puntland and the federal government of Somalia – Somalia			106 545
Understanding complex migration flows from Iraq to Europe through movement tracking and awareness campaigns – Iraq			84 359
Humanitarian support for sustainable return and relocation of internally displaced persons in Haiti			71 967
Supporting labour migration management in Turkey			41 628
Identification and formal registration of returnees stranded in informal settlements and provision of Cholera response Anse-à-Pitres – Haiti			38 052
Assisting mine survivors residing in conflict-affected rural areas through livelihood support grants – Azerbaijan			38 005
Supporting capacity-building training for staff of the directorate general for migration management – Turkey			26 361
Preventing trafficking in persons through capacity-building and awareness-raising in Azerbaijan			24 059
Coordinated approach for the reintegration of victims of trafficking (CARE) – France			20 606
Specialized training on psychosocial support for victims of trafficking in Tajikistan			15 748
Return and reintegration scoping mission to Fujian province – China			15 408
Assisted voluntary returns for irregular migrants in Turkey			14 590

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED KINGDOM (continued)</b>			
Improving UK-China cooperation on irregular migration – China			10 341
Enhancing awareness of deputy governors and provincial directors about trafficking in human beings – Turkey			9 375
Trafficking in humans beings – Slovakia			5 732
Reintegrating Albanian victims of human trafficking – Albania			4 704
Supporting Turkey's efforts to develop a strategy and national action plan on irregular migration			2 001
Island-wide survey on deportee reintegration – Jamaica – for refund			(34)
Addressing the needs of unaccompanied minors in Greece – for refund			(15 000)
Resettlement of 1,972 Burundian refugees from the United Republic of Tanzania – for refund			(52 104)
<b>Total: United Kingdom – Earmarked</b>	<b>1 044 427</b>		<b>57 143 468</b>
<b>UNITED STATES OF AMERICA</b>			
Unearmarked income		2 000 000	
United States Refugee Admission Programme			147 391 400
Ebola crisis response in Liberia – Switzerland			25 921 293
Conflict victims project: institutional strengthening activity – Colombia			18 800 000
Federally administered tribal areas transition initiative in Pakistan – net of “for refund”			15 049 224
Community cohesion initiative – Afghanistan			13 612 291
Programme of community-oriented reintegration of former combatants in Colombia			13 579 108
Syrian regional refugee and resilience plan (3RP) in Turkey – Switzerland			12 870 000
Transition initiative for Somalia			11 197 176
Yemen transition initiative			7 407 582
Emergency response for Yemen crisis – Switzerland			6 000 000
Typhoon Maysak response – Federated States of Micronesia			5 813 198
Programme to support children used by illegal armed groups and prevent recruitment of minors – Colombia			5 177 000
Afghanistan rapid humanitarian assistance programme			5 046 261
Federally administered tribal areas transition initiative in Pakistan			4 488 039
Non-food item and shelter assistance for populations affected by the Syria crisis in the Syrian Arab Republic – Switzerland			4 426 419
Improving access to health, water and sanitation services, education and freedom – Bangladesh			4 118 814
Rehabilitation of provincial operations centres to support the Ebola response in Conakry, Guinea			3 795 726
Rapid response fund: South Sudan and Abyei			3 659 944
Humanitarian aid for populations in government- and non-government-controlled areas – Ukraine			3 000 000
Assistance for stranded migrants in the Andaman Sea and Bay of Bengal – Thailand			3 000 000
Rapid assistance programme for internally displaced persons of eastern Democratic Republic of the Congo			2 978 913
Community cohesion initiative – Niger			2 901 251
Enhanced opportunities for Moroccan youth			2 741 292
Support for national identity management in Afghanistan – net of “for refund”			2 519 466
Implementation of the displacement tracking matrix across Iraq			2 500 000
Northern triangle information management initiative (El Salvador, Guatemala and Honduras) – El Salvador			2 500 000
Promoting reduction of and improved operational response to gender-based violence – Switzerland			2 130 000
Emergency shelter and non-food item assistance for internally displaced persons and returnees – Yemen – net of “for refund”			2 072 075
Providing infrastructure and regulatory reform to reduce population movement in eastern Democratic Republic of the Congo			2 055 693
Strengthening infection prevention and response capacities at selected points of entry – Switzerland			2 033 983
Mesoamerica regional programme to strengthen capacities – phase VI – Costa Rica			2 015 000
Revised IOM appeal for the Nepal earthquake			2 000 000
Health and humanitarian border management in Guinea – Switzerland			1 961 275
Health and humanitarian border management in Sierra Leone – phase II – Switzerland			1 777 545
Protecting highly vulnerable Haitian migrants on the Hispaniola Island – Dominican Republic			1 700 000

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Enhancing government capacity to assist vulnerable migrants in the Greater Mekong Subregion – Thailand			1 670 000
Addressing irregular migration flows and upholding the human rights of migrants – NOAH – phase III – Egypt			1 655 168
Rapid assistance programme for internally displaced persons: R.A.P.I.D. fund for eastern Democratic Republic of the Congo			1 637 489
Provision of emergency water, sanitation and hygiene, health and humanitarian services in Bentiu and Malakal protection of civilians camps – South Sudan			1 626 405
HIV prevention and care interventions for migrants and specific communities in Africa			1 623 021
Technical capacity-building for the ministry of refugees and repatriation in Afghanistan			1 535 761
Mobile training for Ebola practitioners and for non-Ebola health-care clinicians – Sierra Leone			1 530 265
Counter-trafficking project in Central Asia			1 506 837
Horn of Africa/Gulf of Aden/Yemen: improving protection of migrants – phase VI – Kenya			1 500 000
Distribution of emergency interim care packages for Ebola cases for admission to Port Loko in Sierra Leone – Switzerland			1 469 410
Community revitalization programme – phase V – Iraq			1 400 000
Rapid response fund for humanitarian emergencies in Sudan			1 380 358
Provision of psychosocial support and winterization non-food items to recently internally displaced persons – Iraq	298 900		1 042 850
Capacity-building support for stabilization programming in Somalia			1 319 919
Camp coordination and camp management and disaster risk management capacity-building programme in Southern Africa – phase II – Mozambique			1 290 877
Addressing irregular migration flows in Southern Africa			1 243 704
Disaster preparedness for effective response (PREPARE) programme – Federated States of Micronesia			1 243 239
Abyei rehabilitation initiative – South Sudan			1 237 353
Enhancing the resilience of vulnerable communities in Abyan governorate – Yemen			1 222 552
Provision of emergency water, sanitation and hygiene for vulnerable populations – South Sudan			1 195 879
Migrant support programme – United States			1 109 231
Fulfilling IOM's global humanitarian role through capacity-building and institutional strengthening			1 100 000
Emergency humanitarian assistance for populations affected by the conflict in the Central African Republic – Switzerland			1 094 507
Humanitarian logistics services in South Sudan			1 032 376
Inspiring a movement and public action to counter trafficking and exploitation (IMPACT) – Thailand	12 430		997 153
Strengthening community mobilization for the prevention and control of Ebola – Switzerland			974 822
Rapid response fund: South Sudan and Abyei			962 249
Typhoon Maysak reconstruction project: preparing stage 3 – Federated States of Micronesia			948 193
Disaster risk reduction through building community resilience – Papua New Guinea			915 400
Emergency flood mitigation and hurricane season preparation in Haiti – net of “for refund”			829 861
Migrants in countries in crisis initiative – phase II: secretariat and consultations – Switzerland			752 118
Humanitarian assistance for populations fleeing from northern Nigeria to the Diffa region in Niger – Niger			750 000
Emergency response to address the shelter and psychosocial needs of internally displaced persons in Iraq			724 752
Expanded vaccination and presumptive treatment project for US-bound refugees			705 822
Combating food insecurity and increasing livelihood opportunities for Malian refugees and host communities in Mauritania			700 000
Non-food item pre-positioning and capacity-building for strengthened emergency response capacities – Haiti			695 272
Disaster risk reduction: building community resilience in Timor-Leste – phase II			689 103
Support for trafficking victims: global return and reintegration and family reunification – United States			686 451
Strengthening disaster risk reduction capacity and promoting community resilience in Aceh – phase II – Indonesia			672 857
Strengthening the humanitarian response to the displacement crisis in north-east Nigeria			665 244
Programme for improved disaster management and resilience against natural disasters in Myanmar			661 591
Strengthening humanitarian response capacity through displacement tracking and monitoring – Nigeria – net of “for refund”			546 756
Enhancing the overseas health assessment and management of United States-bound refugees			544 829

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Addressing mixed migration flows through capacity-building in Central Asia – phase II – Kazakhstan			535 000
Life-saving emergency assistance for internally displaced persons and conflict-affected populations in Yemen – Switzerland			512 969
Ensuring a comprehensive approach to address smuggling and trafficking in Egypt			504 296
Building the capacity of the government of Myanmar to combat transnational crime through law enforcement and protection training – Myanmar			500 337
Emergency assistance for persons in search of international protection across the Colombian borders in Venezuela – phase XI			500 000
Capacity-building in integrated border management in southern Mozambique			500 000
Combating irregular migration and transnational crimes through enhancing institutional capacity of the bureau of migration and asylum – Republic of Moldova			500 000
Safe emergency debris removal and management to prepare for shelter and recovery – Nepal			473 141
Reducing the vulnerability of Haitian migrants in the Dominican Republic via regularization and assisted voluntary return and reintegration			460 000
Income tax reimbursement			448 790
Enhancing capacity to manage mixed migration flows in China			430 000
Supporting the government of Guinea-Bissau to implement the national Ebola preparedness plan – Senegal			407 117
Countering trafficking in persons – Belarus			405 250
Improving decentralized emergency and rapid response capacity in Mozambique			402 133
Building and reinforcing inclusive communities in UNSC resolution 1244-administered Kosovo			400 000
Mapping and preventing human trafficking in Indonesia			400 000
IOM development fund line 2			400 000
Enhancement of national capacities for integrated border management in Azerbaijan			400 000
Camp coordination and camp management support and capacity-building in Rakhine state and Kachin state – Myanmar – net of “for refund”			396 334
Global rapid response: emergency direct assistance for victims of trafficking – United States			393 495
Training on counter-trafficking for international law enforcement academies			368 816
Supporting human rights and the rule of law in Iraq – net of “for refund”			357 828
Emergency humanitarian aid for Rohingya and special at-risk groups in Thailand			350 000
Building preparedness for disaster risk management in Indonesia: reducing risks of displacement			349 230
Community-based disaster risk reduction initiative in south-east Myanmar			299 303
IOM global assistance fund for the protection, return and reintegration of victims of trafficking			284 677
E-learning solutions to support the justice academy of the ministry of justice of Azerbaijan – phase I			279 521
Emergency mental health and psychosocial support for returned abducted girls and their families in north-east Nigeria – net of “for refund”			272 914
Countering trafficking in persons in Ukraine			266 132
Umbrella grant management for non-governmental organization response to the Ebola outbreak in Guinea – Switzerland			263 206
Combating trafficking in persons in Uzbekistan by enhancing victim protection and identification			258 314
Strengthening the capacity of the government of the Lao People’s Democratic Republic to manage and respond to humanitarian emergencies			257 509
Support for the national programme on disengaged combatants in Somalia			257 378
Shelter and non-food item emergency assistance for populations affected by typhoon Hagupit – Philippines			250 000
Facilitating voluntary return of former Angolan refugees from the Democratic Republic of the Congo			250 000
Strengthening protection of victims of human trafficking – Madagascar			242 285
Technical assistance to strengthen measures to combat trafficking in persons in Papua New Guinea			241 194
Enhancing screening activity and surveillance capacity at borders and in border communities: Ebola crisis response – Switzerland			235 007
Capacity-building and mentorship of civil protection actors to reinforce the functionality of emergency operation centres – Haiti			229 640
Counter-trafficking training and technical assistance: a global rapid response project – United States			226 321
Strengthening international cooperation on migration and support for migrants in crisis – Switzerland			205 000
Cooperation measures through capacity-building and technical assistance in Azerbaijan – phase V			201 000

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Relocation of refugees from Sherkole and Ashura to Tsore refugee camp – Ethiopia			200 000
Childcare services and psychosocial assistance at Bangkok immigration detention centre – Thailand			200 000
Enhancing international dialogue on migration issues – Switzerland			200 000
Support for the most vulnerable populations affected by the 2012 crisis through direct assistance – Mali			198 960
Research on the health risks and consequences of trafficking in persons (global)			198 772
Displacement tracking matrix to support enhanced coordination and assist the displaced populations in the Darfur region – Sudan			196 896
Establishment and institutionalization of a national referral mechanism for victims of trafficking and child victims of trafficking			192 100
Strengthening coordination to respond to trafficking in persons and to provide protection for all victims of trafficking in Mozambique			191 083
Global knowledge management: support for regional migration and vulnerable migrant protection – Switzerland			183 241
International disaster response capacity-building for humanitarian actors in the Republic of Korea			174 230
Victim-centred counter-trafficking awareness in typhoon Haiyan-affected areas in the Philippines			168 674
Institutional strengthening in the Bahamas, Barbados and Saint Lucia to counter human trafficking			160 062
Renovation of the domestic violence shelter in Kakheti in Georgia			155 000
Women in policing regional conference – Georgia			150 000
Facilitating safe voluntary repatriation for former Angolan refugees from Zambia to and within Angola – net of “for refund”			149 299
Building an NGO network to combat trafficking, especially in conflict and ceasefire areas in Myanmar			142 484
Establishment of the technical support unit of the regional conference on migration			141 400
Mitigating conflict in Abyei through water, sanitation and hygiene and livelihood interventions – Sudan			137 544
Port-au-Prince northern extension zone: community revitalization programme – Haiti			137 542
Emergency response to monsoon floods in Malaysia			136 598
Combating trafficking in persons in the Federated States of Micronesia through the establishment of protection frameworks			135 257
Enhancing Indonesia’s counter-trafficking efforts at subnational level in labour migration provinces			134 769
Enhanced pre-positioning for disaster response preparedness in the Federated States of Micronesia – net of “for refund”			131 573
Emergency flood mitigation and hurricane season preparation 2015 – Haiti			128 566
Capacity-building in relief commodities and supplies management for disaster preparedness – Haiti			123 342
Promoting and facilitating approval of the national action plan and standard operating procedures in Turkmenistan – phase II – Kazakhstan			115 000
Enhanced mechanism for protecting victims of trafficking – Sri Lanka – net of “for refund”			112 279
Construction of health and education facilities in Kabul – Afghanistan – net of “for refund”			110 225
Counter-trafficking in Niamey and border areas – Niger			107 942
Victim-centred response to trafficking crimes in Tajikistan			106 846
Comprehensive action to combat trafficking in persons in Maldives			105 903
Enhancing national capacities for the prevention of trafficking in persons – Ethiopia			105 145
Preparedness and management of open spaces for effective humanitarian response – Nepal			103 233
Strengthening the criminal justice response to human trafficking in Thailand			100 000
Contributing to and extending drug reduction efforts among internal and international migrants – phase II – Kazakhstan			100 000
Technical assistance for the government of Libya in enhancing the protection of vulnerable migrants			96 363
Supporting ASEAN in moving towards increased mobility of skilled labour – Thailand			94 710
Reinforcing the capacity of customs services in the regions of Turkmenistan to prevent drug trafficking in Kazakhstan – phase II			94 000
Strengthening coordinated efforts to combat trafficking in persons in Solomon Islands – Australia			87 257
Capacity-building towards resilience for reducing disaster risks in Palau – Federated States of Micronesia			82 318
International dialogue on migration 2015 – IOM conference on migrants and cities – Switzerland			78 241

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Positive life alternatives for Egyptian youth at risk of irregular migration (PLAYA) – Egypt			78 119
Strengthening capabilities of the Peruvian national agency for migration to detect human trafficking and migrant smuggling			76 452
Resettlement of the MEKs (Mojahedin-e-Khalq, or the People’s Mujahedin of Iran) – Jordan			75 000
Support for migrant resettlement in Slovakia			73 500
Supporting the enactment of anti-trafficking legislation and the national action plan in Tunisia			71 268
Strengthening capacity for disaster management logistical support for incident command system training in Timor-Leste			70 442
Shelter support for the flood-affected population of Sindh province in Pakistan			70 066
Migration workshop: ASEAN regional forum – Myanmar			69 232
Harmonization of protocols for tuberculosis diagnosis and treatment of Bhutanese refugees in Nepal			59 423
Central American minors programme on parole processing – pilot programme – Ecuador			54 649
Climate adaptation, disaster risk reduction and education (CADRE) – Federated States of Micronesia			52 613
IOM project information and management application (PRIMA) – Switzerland			50 529
Enhancing climate-resilient agriculture and water supply in drought-affected communities in Papua New Guinea			50 018
Enhancing prosecutors’ understanding of human trafficking and capacity to investigate and prosecute cases – Lao People’s Democratic Republic			50 000
Emergency response to the Nigerian displacement crisis in northern Cameroon – Switzerland			50 000
Comprehensive action to combat trafficking in persons in Maldives			47 728
Strengthening disaster risk reduction capacity and promoting community resilience – Indonesia – net of “for refund”			40 091
Human trafficking information exchange: a reliable foundation for effective anti-trafficking – Switzerland			38 248
Non-food items and livelihoods response for internally displaced persons and host communities in northern Cameroon			37 930
Increasing communication and mutual trust through psychological counselling: psychosocial support – Bosnia and Herzegovina			37 213
Modernization of the passport issuance system in Belize – phase II			36 605
Enhancing the protection of vulnerable migrant workers in Myanmar			33 168
Counter-trafficking in persons activity – Azerbaijan			32 923
PLURAL+ youth video festival on migration, diversity and social inclusion 2016 in the United States			30 000
Return of highly vulnerable migrants to Central America and Mexico			30 000
Community-based approach to support youth in target municipalities in Bosnia and Herzegovina			26 564
Enhancing conflict-affected communities’ access to health and psychosocial support in Yemen			26 016
Dignity and rights in Central Asia – Kazakhstan			24 525
IOM X campaign launch and workshops in Singapore – Thailand			16 000
Empowering the government and civil society to combat trafficking and protect victims in Iraq			14 046
Positive life alternatives for Egyptian youth at risk of irregular migration (PLAYA) – Egypt			13 394
Strengthening the capacity of the government of Mexico to conduct investigations and prosecutions of trafficking in persons cases – Mexico			10 727
Strengthening coordination to respond to trafficking in persons and ensure justice and protection for all victims of trafficking in Namibia			10 402
Technical assistance for the government of Kyrgyzstan to strengthen the framework on combating trafficking in persons			9 941
Strengthening Ukraine’s response to trafficking in persons – Ukraine			8 141
Capacity-building for criminal justice actors in the Caribbean to counter trafficking in persons – Jamaica			7 594
Women in policing regional conference – Georgia			7 000
Hybrid mitigation, relief and reconstruction programme – Marshall Islands and the Federated States of Micronesia – net of “for refund”			2 371
Assisting the government of Ghana to combat child trafficking – Ghana			2 143
Psychosocial support for vulnerable persons displaced by floods in Bosnia and Herzegovina – net of “for refund”			1 256
Afghanistan rapid humanitarian assistance programme – for refund			(412)
Physical security response for internally displaced persons who are victims/survivors of sexual and gender-based violence – phase IV – for refund			(2 153)
Rapid response fund: South Sudan and Abyei – for refund			(3 099)



	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED STATES OF AMERICA (continued)</b>			
Regional programme to strengthen capacities to protect and assist vulnerable migrants – Costa Rica – for refund			(5 854)
Humanitarian assistance for Chadian returnees from Sudan and Libya – for refund			(12 317)
Abyei rehabilitation initiative – South Sudan – net of “for refund”			(13 588)
Trafficking in persons in Afghanistan: field survey report – for refund			(18 164)
Combating trafficking in human beings in Papua New Guinea – for refund			(21 568)
Health assistance for displaced persons and host communities and support for health systems in Lebanon – for refund			(32 522)
Beyond durable solutions: building the capacity of refugee and host community youth – phase II – Djibouti – for refund			(35 218)
Migration and border management assessment along the southern border of Egypt – for refund			(41 142)
<b>Total: United States of America – Unearmarked and earmarked</b>	<b>311 330</b>	<b>2 000 000</b>	<b>417 219 933</b>
<b>URUGUAY</b>			
Resettlement of 125 Syrian refugees from Lebanon to Uruguay – Lebanon – for refund			(19 275)
<b>Total: Uruguay – Earmarked</b>			<b>(19 275)</b>
<b>VIET NAM</b>			
Supporting the government of Viet Nam to return fishermen from the Federated States of Micronesia – Viet Nam			39 670
<b>Total: Viet Nam – Earmarked</b>			<b>39 670</b>
<b>Subtotal: MEMBER STATES</b>	<b>1 582 840</b>	<b>3 317 940</b>	<b>1 127 762 792</b>
<b>NON-MEMBER STATES</b>			
<b>CHINA</b>			
Risk assessment and return assistance with necessary escort services for victims of trafficking – Macao, China			1 609
<b>Total: China – Earmarked</b>			<b>1 609</b>
<b>KUWAIT</b>			
Humanitarian and relief work to assist victims of the Syria crisis			10 000 000
Kuwait initiative: IOM Kuwait office and operations			580 145
<b>Total: Kuwait – Earmarked</b>			<b>10 580 145</b>
<b>LIECHTENSTEIN</b>			
Reimbursable movements to/from Switzerland			4 205
<b>Total: Liechtenstein – Earmarked</b>			<b>4 205</b>
<b>QATAR</b>			
Repatriation assistance for stranded Nepali migrants – Nepal			445 000
<b>Total: Qatar – Earmarked</b>			<b>445 000</b>
<b>SAUDI ARABIA</b>			
Cross-border assistance for internally displaced persons and vulnerable groups in southern Syrian Arab Republic			500 000
<b>Total: Saudi Arabia – Earmarked</b>			<b>500 000</b>
<b>UNITED ARAB EMIRATES</b>			
Research on the labour recruitment industry between the United Arab Emirates, Kerala (India) and Nepal – Kuwait			163 339
<b>Total: United Arab Emirates – Earmarked</b>			<b>163 339</b>
<b>Subtotal: NON-MEMBER STATES</b>			<b>11 694 297</b>
<b>UNSC RESOLUTION 1244-ADMINISTERED KOSOVO</b>			
Return and reintegration in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase IV			541 712
EU – Beautiful Kosovo II			371 845
Financial support for the EU community stabilization programme III – Ministry of communities and return funds – UNSC resolution 1244-administered Kosovo			217 865

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNSC RESOLUTION 1244-ADMINISTERED KOSOVO (continued)</b>			
Support for micro-, small- and medium-sized enterprises in UNSC resolution 1244-administered Kosovo			110 619
EU return and reintegration in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase IV			12 348
<b>Subtotal: UNSC RESOLUTION 1244-ADMINISTERED KOSOVO</b>			<b>1 254 389</b>
<b>EUROPEAN COMMISSION</b>			
EU border assistance mission in the Republic of Moldova and Ukraine			11 911 713
EU border assistance mission in the Republic of Moldova and Ukraine – EUBAM II			8 791 209
SIRIRI: Support for the stabilization and early recovery of communities at risk in the Central African Republic			6 840 234
Whole humanitarian assistance programme for vulnerable Syrians affected by the crisis – Switzerland			6 528 762
Support for the free movement of persons and migration in West Africa – Nigeria			6 514 161
Emergency response addressing the critical non-food item needs of internally displaced persons fleeing violence in Iraq			5 647 059
Enhancing access to services and facilitating the integration of refugees – Switzerland			5 154 651
Promoting better management of migration in Nigeria: implementation phase			3 461 439
EU – Beautiful Kosovo II			3 332 697
Addressing needs of stranded migrants in targeted sending, transit and receiving countries – Morocco			3 299 006
EU election observation mission in Haiti – Belgium			3 082 828
Provision of seasonal non-food items and expansion of communication with communities activities to meet the basic needs of internally displaced persons – Iraq			2 616 643
Emergency assistance for populations affected by crisis in South Sudan and Abyei			2 369 908
Implementation of the EU election observation mission in Guinea under the EuropeAid contract – Belgium			2 298 309
Supporting the stabilization and early recovery of at-risk communities in Bangui – Central African Republic			2 285 535
Stabilizing communities and enhancing migration management for smooth transitions in Egypt, Tunisia and Libya			2 234 156
Emergency assistance for crisis-affected populations in South Sudan and Abyei			2 190 194
Implementation of the EU election observation mission to Uganda 2016 (services) – Brussels			2 139 785
Emergency relief assistance for vulnerable populations affected by the crisis – Syrian Arab Republic			2 010 929
Implementation of pilot projects on land management in new territories of peace – Colombia			1 901 556
Humanitarian assistance for internally displaced persons in Ukraine using cash transfers			1 750 581
Support for Jordanian border guards in the provision of humanitarian assistance to Syrian refugees			1 616 039
Strengthening the capacities of the government of Georgia in border and migration management			1 614 011
Support for micro-, small- and medium-sized enterprises in UNSC resolution 1244-administered Kosovo			1 518 330
Humanitarian assistance to protect vulnerable migrants in Yemen			1 323 057
Supporting the implementation of displacement tracking and direct assistance in north-east Nigeria			1 288 951
Recovery shelter and coordination support for typhoon Haiyan-affected populations in the Philippines			1 164 021
Support for the EU-China dialogue on migration and mobility project – China			1 110 910
Promoting migration governance in Zimbabwe			1 108 441
Support for national identity management in Afghanistan: national electronic ID roll-out			1 064 117
Strengthening border management in Mauritania: involvement of the gendarmerie			1 054 459
Providing local infrastructure and empowerment for cross-border peace and cooperation – Sudan			1 020 815
Establishing a displacement tracking matrix to track vulnerable people displaced by crisis – Libya			978 455
EU community stabilization programme – phase III (EU-CSP III) – UNSC resolution 1244-administered Kosovo			972 550
Integrated support programme for populations affected by displacement in Sudan			927 633
Support for the creation of an electronic system of pre-arrival information exchange between Belarus and Ukraine			906 676

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>EUROPEAN COMMISSION (continued)</b>			
Evacuation and humanitarian assistance for migrants affected by the conflict in Yemen – Switzerland			895 457
Resilient environmentally appropriate building by upgrading local techniques in Vanuatu (REBUILT)			876 724
Assistance for the conflict-affected population in the Democratic Republic of the Congo			875 290
Prevention of child trafficking and gender-based violence and protection and care for victims – Somalia			836 818
Strengthening labour migration management capacity in Bangladesh, Indonesia, Nepal and the Philippines			831 739
Rapid response for disaster-affected internally displaced persons in Ethiopia			829 283
EU election observation mission in Tunisia 2014 – Belgium			733 795
Promoting security and stability at the South Sudan border and other conflict areas within South Sudan			708 197
Supporting governmental and non-governmental partners to protect migrants' human rights – Egypt			706 902
Response to cholera outbreaks in Upper Artibonite and south-eastern departments and for internally displaced persons – Haiti			697 168
Multisectoral assistance for Syrian refugees in Turkey displaced by the conflict			673 401
Building back safer communities in flood- and cyclone-affected areas of Myanmar			660 574
Emergency assistance for flood-affected displaced populations in Malawi and Mozambique – South Africa			628 507
Facilitating the recovery and transition process for returnees in flood-affected districts of Malawi			617 085
European migration network: national contact point 2015–2016 – Austria			584 856
Supporting direct implementation of displacement tracking in north-eastern Nigeria			579 982
Humanitarian assistance for vulnerable migrants and internally displaced persons in eastern and southern Libya			557 128
Skills2Work: valuing skills of beneficiaries of international protection in the European Union – Netherlands			538 974
Joint conflict reduction programme – phase II – Sudan			525 972
EU election observation mission in Malawi – Belgium			462 035
Supporting the implementation of the migration and development component of the EU-Moldova mobility partnership – Republic of Moldova			444 624
Safe and sustainable return and reintegration of victims of trafficking in human beings – transnational action – France			442 443
Provision of security awareness induction support to the humanitarian community in Pakistan			437 645
Improving water, sanitation and hygiene services for unaccompanied minors living in Teknaf in Bangladesh			437 645
Humanitarian assistance in advance of winter for internally displaced persons in Ukraine using cash transfers			431 474
Voices from the underground: improving the protection and capacity of migrant workers – Mozambique			429 744
EU election observation mission in UNSC resolution 1244-administered Kosovo 2014 – Brussels			422 326
Working towards preventing and reducing violence in Jonglei state – South Sudan			414 035
Early recovery support for earthquake-affected populations in Nepal			404 949
Eastern partnership: integrated border management – capacity-building project – Georgia			400 401
115 callback system: implementing the system and framework for alerts generated by the 115 Ebola call centre – Guinea			393 234
Enhancing emergency response mechanisms for disaster-affected internally displaced persons – Ethiopia			376 887
Assistance for the conflict-affected population in the Democratic Republic of the Congo – Spontaneous site management and coordination			370 402
Support programme for the reintegration of returnees from the Central African Republic and support for host communities in Chad			362 744
Support for populations affected by violence in Kachin, Northern Shan and Rakhine states in Myanmar			349 172
European migration network 2015–2016: national contact point for Slovakia			346 696
Emergency assistance, camp coordination and camp management and shelter support for displaced populations in Maguindanao – Philippines			327 379
EU community stabilization programme – phase II – UNSC resolution 1244-administered Kosovo			318 946
Establishing a displacement tracking matrix in the Western Balkans – Macedonia			307 692

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>EUROPEAN COMMISSION (continued)</b>			
Supporting protection, assistance and referral mechanisms for child victims of trafficking – United Republic of Tanzania			300 063
European migration network 2015–2016: national contact point for Lithuania			296 925
Emergency assistance for conflict-affected populations in Cameroon: assistance for internally displaced persons			269 360
Humanitarian assistance for stranded migrants in Indonesia, Thailand and Malaysia			268 456
Life-saving humanitarian assistance for Burundian refugees in the United Republic of Tanzania			266 548
Reducing vulnerability through monitoring, analysing and responding to protection incidents – Zimbabwe			248 288
Emergency and recovery assistance for internally displaced communities and vulnerable migrants – Zimbabwe			226 757
Life-saving humanitarian assistance for vulnerable migrants and victims of forced displacement – Yemen			223 714
Emergency humanitarian assistance for populations affected by conflict in the Central African Republic			205 173
Return and reintegration in UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase III			196 621
Integrated support programme for populations affected by displacement in Sudan			186 404
Support for the governments of Pakistan and Sri Lanka: EU readmission agreement			178 242
Emergency shelter support and camp coordination and camp management for the most vulnerable populations in Bohol – Philippines			158 730
Shelter/non-food items and camp coordination and camp management in areas affected by disasters – Haiti			158 445
Encouraging migrant returns from Libya and reinforcing their communities of return			154 867
Protecting the rights of vulnerable migrants and victims of trafficking in Mongolia – China			144 650
External thematic expertise in migration – Belgium			140 731
Strengthening the response to cholera outbreaks in Artibonite and north-western departments – Haiti			130 011
Capacity-building for migration management in China – phase II			123 095
Provision of security awareness induction support to the humanitarian community in Pakistan			121 460
Assisted voluntary return programme for up to 250 migrants returning to their respective countries			108 071
Emergency assistance for migrants fleeing from violence in the Central African Republic to Chad – Chad			107 231
EU election observation mission in Maldives 2014 – Belgium			104 991
European migration network 2015–2016: national contact point for Croatia			97 345
Migration, environment and climate change: evidence for policy (MECLEP) – Switzerland			92 169
Strengthening surveillance capacity on the “green” and “blue” border between Belarus and Ukraine			61 946
Humanitarian assistance for vulnerable migrants and internally displaced persons in Libya			56 117
Promoting family reunification and the transfer of unaccompanied minor asylum-seekers (PRUMA) – Italy			46 711
Strengthening the capacity of central and local government authorities to manage migration – Zimbabwe			41 295
Strengthening migration management and cooperation on readmission in Eastern Europe (MIGRECO) – Ukraine			28 892
Emergency humanitarian aid for the Rohingya temporarily detained in Thailand – phase II			27 412
Protecting the rights of migrant women and victims of trafficking in Mongolia – China			20 833
Provision of security awareness induction aid to the humanitarian community – phase III – Pakistan			13 355
European migration network: national contact point for Slovakia			12 908
European migration network: national contact point for Austria 2014			11 602
Support to the eastern partnership panel on migration and asylum – Ukraine			8 417
EU election observation mission in Tunisia 2014 – first Member of European Parliament visit – Belgium			7 816
European migration network: National contact point for Lithuania 2014 – net of “for refund”			7 248
EU election observation mission in Tunisia 2014 – second Member of European Parliament visit – Belgium			3 940
EU election observation mission in Tunisia 2014 – Belgium			2 030
Implementation of the EU observation mission in Sierra Leone 2012 – for refund			(1 434)
Enhancing the health status of uprooted people and host communities in Mon state in Myanmar – for refund			(4 823)
GIVE: grass-roots integration through volunteering experiences – Ireland – for refund			(27 108)

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>EUROPEAN COMMISSION (continued)</b>			
Regional assisted voluntary return and reintegration programme for stranded migrants in Libya – for refund			(46 082)
Support for the establishment of effective readmission management in Armenia, Azerbaijan and Georgia – for refund			(99 529)
Enhancing capacities in EU member states to promote solutions for unaccompanied minors – Belgium – for refund			(129 845)
Addressing the needs of unaccompanied minors in Greece – for refund			(202 871)
<b>Subtotal: EUROPEAN COMMISSION</b>			<b>129 615 323</b>
<b>UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND FUNDS</b>			
<b>AFGHANISTAN COMMON HUMANITARIAN FUND</b>			
Humanitarian post-arrival assistance for Afghan returnees from Pakistan in Nangarhar and Khost – Afghanistan			800 000
Humanitarian post-arrival assistance for undocumented Afghan returnees from Iran – Afghanistan			450 000
Emergency winter assistance for undocumented Afghan returnees in the south-east region – Afghanistan – net of “for refund”			199 484
<b>Total: Afghanistan Common Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>1 449 484</b>
<b>ALBANIA ONE UN COHERENCE FUND</b>			
Contributing to the prevention and the fight against trafficking in persons in Albania			20 000
<b>Total: Albania One UN Coherence Fund – Earmarked</b>			<b>20 000</b>
<b>CENTRAL AFRICAN REPUBLIC COMMON HUMANITARIAN FUND</b>			
Coordination and data management to support the closure of Mpoko site in Bangui in the Central African Republic – Switzerland			1 495 204
<b>Total: Central African Republic Common Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>1 495 204</b>
<b>CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND</b>			
Emergency shelter, non-food item and camp coordination and camp management support for populations affected by the earthquake in Nepal			3 500 000
Enhancing access to non-food items for internally displaced persons and other conflict-affected communities in Yemen – Switzerland			1 750 000
Provision of emergency survival kits to conflict-affected households in remote locations – South Sudan			1 532 689
Emergency shelter and non-food item assistance for displaced populations in north-eastern Nigeria			1 479 870
Humanitarian assistance for displaced populations fleeing violence in the Diffa Region – Niger			1 273 000
Provision of temporary life-saving and sustainable access to water, sanitation and hygiene facilities in areas affected by crises – Somalia			1 200 000
Providing protection and assistance, including transportation to the Nyarugusu refugee camp, for Burundian refugees in the United Republic of Tanzania			1 188 947
Ensuring life-saving support for the displaced population affected by flooding and cyclones through the displacement tracking matrix – Myanmar			1 065 495
Provision of core relief items and temporary accommodation to vulnerable arrivals from Yemen – Somalia			1 038 776
Post-arrival humanitarian assistance for vulnerable undocumented Afghan returnees – Afghanistan			1 000 000
Emergency assistance for migrant populations and persons with specific protection needs in Haiti			1 000 000
Camp coordination and camp management and shelter assistance response to severe flooding and displacement in Malawi – South Africa			866 694
Rapid relief assistance for Syrian refugees and populations living in south-east Turkey – Switzerland			845 000
Enhancing access to water, sanitation and health for vulnerable internally displaced persons and other conflict-affected communities in Yemen			800 000
Provision of life-saving humanitarian assistance to internally displaced persons in the Central African Republic – Switzerland			760 920
Improved access to life-saving emergency health-care services with focus on maternal, newborn and child health – Somalia			747 411
Emergency hygiene response to assist underserved populations in northern Darfur – Sudan			691 323
Improving immediate access to food in areas affected by new displacement (Baidoa and Garbaharey) – Somalia			600 867

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>CENTRAL EMERGENCY RESPONSE FUND (continued)</b>			
Shelter and non-food items for vulnerable displaced populations from northern Nigeria in Diffa – Niger			595 185
Support for emergency health referrals in northern Rakhine state – Myanmar			517 489
Management and treatment of acute malnutrition in Yemen – Switzerland			500 011
Emergency winterization assistance for displaced and other conflict-affected populations in the Syrian Arab Republic			500 000
Emergency health assistance for displaced and conflict-affected populations in the Syrian Arab Republic – Switzerland			500 000
Life-saving humanitarian assistance for migrants in Yemen			500 000
Life-saving humanitarian shelter and response for populations displaced by flooding – Mozambique			478 825
Provision of emergency shelter and non-food item support to communities affected by cyclone Pam – Vanuatu			446 376
Emergency shelter and non-food item assistance for displaced populations and victims in the Lake Region of Chad			401 616
Provision of emergency shelter and non-food items assistance to the most vulnerable internally displaced persons – Somalia			398 395
Improved water and sanitation for Leda and Shamlapur makeshift settlements – Bangladesh			373 937
Facilitating the return of internally displaced persons and vulnerable migrants affected by floods and alluvium in Chile			338 220
Ensuring adequate and rapid response to cholera alerts and outbreaks by the health sector in Haiti			322 762
Providing health care in Shamlapur and Leda makeshift camps and host communities – Bangladesh			307 574
Site facilitation and displacement tracking for internally displaced persons and sites affected by crisis in Bangui – Central African Republic			301 391
Improving life-saving capacities, health-care access and protection of migrants and communities – Djibouti			300 000
Life-saving health-care assistance for internally displaced persons and conflict-affected communities – Yemen			300 000
Protecting internally displaced persons and other vulnerable communities in Somalia			260 000
Provision of critical health and water, sanitation and hygiene services in the new transit centre – Rwanda			250 004
Emergency household-level sanitation for Burundian refugees in Uganda			217 590
Supporting immediate protection and life-saving needs of Yemeni refugees and Somali returnees – Somalia			210 458
Profiling, registration and psychosocial assistance for displaced people and returnees in the Lake Chad region – Chad			209 399
Provision of psychosocial support and community-based protection to migrants from the United Republic of Tanzania – Burundi			201 265
Emergency assistance in Cameroon: life-saving non-food item assistance for the most vulnerable internally displaced populations			200 796
Strengthening humanitarian assistance for internally displaced persons in north Darfur through the displacement tracking matrix – Sudan			200 030
Provision of repair kits and non-food items to returning families affected by floods in Iquitos – Peru			182 827
Direct psychosocial support for internally displaced persons, returnees, host communities and third-country nationals in the Lake Chad region – Chad			150 000
Emergency assessment and movement tracking of conflict-affected populations in Cameroon			148 741
Improving sanitation and hygiene in internally displaced person camps – Haiti – for refund			(3 283)
Emergency support for the flood-affected population in central Serbia – for refund			(7 134)
Emergency water, sanitation and hygiene assistance for new internally displaced persons in al Jawf and conflict-affected communities in Abyan – Yemen – for refund			(20 993)
Emergency response for refugees from the Democratic Republic of the Congo in Kyangwali and Lobule in Uganda – for refund			(22 470)
Strengthening response to cholera outbreaks in all departments – Haiti – net of “for refund”			(32 028)
Emergency response to floods in Burundi – for refund			(43 182)
Increasing temporary shelter capacities to protect vulnerable conflict-affected internally displaced persons in Colombia – for refund			(49 630)
Provision of life-saving psychosocial assistance and strengthening protection mechanisms – Chad – for refund			(121 236)
Emergency assistance for flood-affected populations in Bosnia and Herzegovina – for refund			(149 550)
Emergency transportation assistance for South Sudanese asylum-seekers arriving in Kenya – for refund			(157 892)
<b>Total: Central Emergency Response Fund – Earmarked</b>			<b>30 046 484</b>

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>DIASPORA ENGAGEMENT IN ECONOMIC DEVELOPMENT JOINT PROGRAMME IN KOSOVO</b>			
Diaspora engagement in economic development (DEED II) – UNSC resolution 1244-administered Kosovo			201 785
<b>Total: Diaspora Engagement in Economic Development Joint Programme in Kosovo – Earmarked</b>			<b>201 785</b>
<b>ETHIOPIA ONE UN FUND</b>			
United Nations joint programme on counter-trafficking and migratory policy and practice in Ethiopia			316 796
<b>Total: Ethiopia One UN Fund – Earmarked</b>			<b>316 796</b>
<b>FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS</b>			
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			134 772
Support for refugees and displaced persons returned to the post-crisis zones – Côte d'Ivoire			121 846
Relieving the suffering of Lebanese returnees through agricultural production – Lebanon			48 420
Support for refugees and displaced persons returned to the post-crisis zones – Côte d'Ivoire			10 348
Increasing preparedness and resilience in vulnerable indigenous communities and organizations – Plurinational State of Bolivia			9 751
<b>Total: Food and Agriculture Organization of the United Nations – Earmarked</b>			<b>325 137</b>
<b>INTERNATIONAL LABOUR ORGANIZATION</b>			
Coordination of rehabilitation support for Rana Plaza victims – Bangladesh			13 600
Typhoon Bopha emergency response – Philippines			12 500
<b>Total: International Labour Organization – Earmarked</b>			<b>26 100</b>
<b>JOINT PROGRAMME ON EBOLA VIRAL DISEASE PREPAREDNESS IN GHANA</b>			
Ebola preparedness, risk reduction and response among migrants and communities in Ghana			381 000
<b>Total: Joint Programme on Ebola Viral Disease Preparedness in Ghana – Earmarked</b>			<b>381 000</b>
<b>JOINT PROGRAMME ON SEEKING CARE, SUPPORT AND JUSTICE FOR SURVIVORS OF CONFLICT-RELATED SEXUAL VIOLENCE IN BOSNIA AND HERZEGOVINA</b>			
Seeking care and justice for survivors of conflict-related sexual violence in Bosnia and Herzegovina			105 588
<b>Total: Joint Programme on Seeking Care, Support and Justice for Survivors of Conflict-related Sexual Violence in Bosnia and Herzegovina – Earmarked</b>			<b>105 588</b>
<b>JOINT UNITED NATIONS PROGRAMME OF SUPPORT ON AIDS IN UGANDA</b>			
Joint United Nations programme of support on AIDS in Uganda			104 702
<b>Total: Joint United Nations Programme of Support on AIDS in Uganda – Earmarked</b>			<b>104 702</b>
<b>OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS</b>			
Procurement, transportation and distribution of tents for internally displaced persons affected by the humanitarian crisis in northern Syrian Arab Republic			2 411 256
Establishment and management of a contingency stock of shelter and essential non-food items – Turkey			1 798 199
Emergency shelter and non-food item response for newly displaced individuals in Ethiopia			1 000 000
Provision of emergency non-food items and shelter materials to conflict-affected populations in Yemen – Switzerland			1 000 000
Reducing morbidity, mortality and suffering and improving the health of internally displaced persons and their families – Iraq			900 000
Non-food items and shelter support for populations adversely affected by the winter in the Syrian Arab Republic – Switzerland			750 000
Procurement and transport of non-food items and shelter kits for internally displaced persons and host communities in Idlib in the Syrian Arab Republic – Switzerland			599 821
Strengthening the resilience of internally displaced persons and vulnerable host communities – Switzerland			592 285
Enhancing access to safe drinking water in the internally displaced person and host communities in Shabwah and Al Dhale in Yemen – Switzerland			550 000
Treatment of acute malnutrition in conflict-affected areas in Yemen – Switzerland			450 000
Emergency rehabilitation of the Sarar district main water network in Abyan governorate – Yemen			300 000

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS (continued)</b>			
Life-saving cholera prevention, rapid response and treatment for vulnerable internally displaced persons – Haiti – net of “for refund”			246 439
Provision of technical support for OCHA office renovation in South Sudan			240 000
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			157 467
Migration monitoring and early warning system: enhancing national capacities to track return movements between the Dominican Republic and Haiti			120 000
Migration monitoring and early warning system: enhancing national capacities – Haiti			100 000
Response planning through timely and accurate assessments and information management – Pakistan			49 990
<b>Total: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – Earmarked</b>			<b>11 265 458</b>
<b>OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS</b>			
Provision of onward transport assistance to returnees from Yemen to south central Somalia			1 414 056
Promoting peaceful coexistence, self-reliance and resilience of return communities in Mogadishu – Somalia			500 000
<b>Total: Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights – Earmarked</b>			<b>1 914 056</b>
<b>OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES</b>			
Transportation of South Sudanese refugees to refugee camps in the Gambella region – Ethiopia			2 180 455
Emergency border evacuation and transportation assistance for South Sudanese refugees in Ethiopia			1 510 753
Enhancing the livelihood coping mechanisms of Syrian refugees in camps in Dahouk and Erbil – Iraq – net of “for refund”			805 253
Provision of transitional shelter to Somali refugees in Bokolmayo and Melkadida camps – Ethiopia			714 463
Management of Dhobley way station to support spontaneous return of refugees from Kenya – Somalia			700 160
Protection of refugee returnees through business enterprise establishment in southern Iraq – net of “for refund”			654 814
Capacity-building and minimal site maintenance to strengthen camp coordination and management – Iraq			500 000
Funds received in 2015 – to be allocated			366 768
Emergency shelter, non-food items and camp coordination and camp management support for populations affected by typhoon Haiyan – Philippines	323 000		
Logistical assistance to support a verification exercise in temporary shelters in Thailand – net of “for refund”			312 325
Improving the livelihoods of refugee returnees through business enterprise establishment in southern Iraq			209 678
Provision of water, sanitation and hygiene assistance to Sudanese refugees in South Sudan – net of “for refund”			200 299
Provision of measles and polio immunization for newly arrived Syrian refugees at Raba al Sarhan transit centre – Jordan			191 259
Provision of transportation assistance to refugees in Benishangul Gumuz – Ethiopia			190 338
Voluntary repatriation of former Angolan refugees living in the Democratic Republic of the Congo			179 918
Shelter, refugee transportation and intentions survey project in Dollo Ado – Ethiopia – net of “for refund”			149 544
Transportation to countries of resettlement or transit of refugees from various countries			130 000
Support for transportation services for Syrian children to attend a school in Malatya, Turkey – Switzerland			106 933
Enhancing the coordination of humanitarian shelter response – Switzerland			92 292
Psychosocial support for refugees, internally displaced persons and other vulnerable groups in far northern Cameroon – Cameroon			86 116
Biometric registration for Dominican-born individuals in need of a solution concerning their nationality status – Dominican Republic			76 400
Humanitarian support for the Cuban migration situation in Costa Rica			59 200
Identification and tracking of potential persons of concern for UNHCR returning from the Dominican Republic to Haiti			57 000
Voluntary repatriation of refugees from South Africa			51 962
Movements from Africa to Denmark			47 632
Facilitating the return of former Angolan refugees from the Democratic Republic of the Congo and Zambia – Angola – net of “for refund”			41 328



	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (continued)</b>			
Humanitarian support for the Cuban migration situation – Costa Rica			25 000
Annex VII action: support for durable solutions of the Dayton peace agreement – Bosnia and Herzegovina – net of “for refund”			19 977
Implementing the EU/UNHCR agreement on durable solutions through access to rights and social services – Bosnia and Herzegovina – net of “for refund”			16 285
Global movement project (GMP Pretoria)			4 079
Set-up and management of Dhobley way station to support safe return of Somali refugees – Somalia			1 566
Provision of transportation for Sudanese refugees from border areas to camps in Ethiopia – Ethiopia – for refund			(66)
Voluntary repatriation of refugees and asylum-seekers from the Russian Federation in 2014 – for refund			(2 487)
Provision of tuberculosis, first health screening and triage and immunization for Syrian refugees in Jordan – for refund			(6 854)
Strengthening the response to emergency resettlement needs – Belgium – for refund			(16 358)
Voluntary repatriation of Angolan refugees living in the Democratic Republic of the Congo – for refund			(26 186)
Voluntary repatriation and resettlement of refugees from Yemen – for refund			(26 284)
<b>Total: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees – Earmarked</b>	<b>323 000</b>		<b>9 603 563</b>
<b>PAPUA NEW GUINEA UN COUNTRY FUND</b>			
Promoting durable solutions for transition and recovery for internally displaced persons in Papua New Guinea (KOLGA)			1 155 859
<b>Total: Papua New Guinea UN Country Fund – Earmarked</b>			<b>1 155 859</b>
<b>PEACEBUILDING FUND</b>			
Community violence reduction programmes in the Central African Republic			3 500 000
Support for initiatives to appease the electoral process in Guinea			140 000
Building the evidence base to facilitate responsive gender policy and programmes in Kyrgyzstan			40 803
Civilian capacity support for the democratic transition in Libya – for refund			(12 696)
Livelihood restoration, water, hygiene and sanitation, rehabilitation and employment generation for youth in Hadramaut – Yemen – for refund			(550 229)
<b>Total: Peacebuilding Fund – Earmarked</b>			<b>3 117 878</b>
<b>SIERRA LEONE MULTI-DONOR TRUST FUND</b>			
Enhancing social protection and rehabilitation of war victims through reparations in Sierra Leone – for refund			(257)
<b>Total: Sierra Leone Multi-donor Trust Fund – Earmarked</b>			<b>(257)</b>
<b>SOMALIA COMMON HUMANITARIAN FUND</b>			
Provision of life-saving water, sanitation and hygiene services to internally displaced persons in Kismayo and Dhobley in Lower Juba – Somalia			699 971
Provision of sustained access to water, sanitation and hygiene facilities in Warsheikh, Middle Shabelle – Somalia			300 000
Addressing food security needs through the provision of livelihood support in Baidoa district – Somalia			300 000
Life-saving primary health care for migrants in Mogadishu, Kismayo, Dhobley and Ceel Waaq – Somalia			299 807
<b>Total: Somalia Common Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>1 599 778</b>
<b>SOUTH SUDAN COMMON HUMANITARIAN FUND</b>			
Provision of emergency non-food items and shelter materials to crisis-affected populations in South Sudan			4 369 058
Humanitarian common logistic services in South Sudan			2 500 002
Providing life-saving assistance to internally displaced persons in camps through camp coordination and camp management interventions – South Sudan			2 000 000
Emergency shelter and non-food item provision for conflict-affected people across South Sudan			1 838 814
Provision of emergency water, sanitation and hygiene materials to crisis-affected populations in South Sudan			1 283 049
Support to establish four base camps in remote field locations in South Sudan – South Sudan			790 013
Camp coordination and camp management and internally displaced person tracking and monitoring – South Sudan			599 979

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>SOUTH SUDAN COMMON HUMANITARIAN FUND (continued)</b>			
Provision of water, sanitation and hygiene assistance to internally displaced persons in Melut County, Upper Nile state in South Sudan			499 956
Sustaining life-saving health-care services, rapid response and psychosocial support – South Sudan			449 454
Improving conditions in internally displaced person sites through site development and expansion – South Sudan			400 002
Water, sanitation and hygiene emergency operations to assist internally displaced persons affected by cholera – South Sudan			399 994
Improving service delivery to beneficiaries in protection of civilian sites through maintenance of hubs – South Sudan			385 819
Sustaining life-saving primary health-care services and rapid response and psychosocial support – South Sudan			349 992
Humanitarian common logistics services in South Sudan			322 503
Humanitarian common logistics services in South Sudan			322 500
<b>Total: South Sudan Common Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>16 511 133</b>
<b>SUDAN COMMON HUMANITARIAN FUND</b>			
Displacement tracking matrix: registration, tracking and assessment of mobile populations in Sudan			341 207
Registration and verification of internally displaced persons and populations affected by natural disasters in Sudan			316 324
Support for South Sudanese affected by conflict – Sudan			240 695
Provision of emergency shelter to conflict- and disaster-affected internally displaced persons in Darfur – Sudan			174 330
Water, sanitation and hygiene activities in South Kordofan and West Kordofan states – Sudan			129 636
Addressing human trafficking, kidnapping and smuggling of persons in the east of Sudan and Khartoum – for refund			(79 908)
<b>Total: Sudan Common Humanitarian Fund – Earmarked</b>			<b>1 122 284</b>
<b>TANZANIA ONE UN FUND</b>			
IOM actions in the social protection programme of UNDP (2011–2015) – United Republic of Tanzania			375 895
Life-saving humanitarian assistance for Burundian refugees in the United Republic of Tanzania			250 000
<b>Total: Tanzania One UN Fund – Earmarked</b>			<b>625 895</b>
<b>UNDP PROJECT CLEARING ACCOUNT</b>			
EU flood recovery programme – Bosnia and Herzegovina			1 420 362
Joint migration and development initiative: strengthening the contribution of migration – Switzerland			324 486
Supporting Belarus in addressing irregular migration and promoting human rights – Belarus			183 024
Health promotion and assistance for migrants in Bosnia and Herzegovina			177 393
Supporting regular and fair labour migration policies, including return migration management – Kuwait			124 881
Recruitment of Somali diaspora technical experts for local governance in Somalia			100 343
Psychosocial support for vulnerable persons displaced by floods in Bosnia and Herzegovina			69 991
<b>Total: UNDP Project Clearing Account – Earmarked</b>			<b>2 400 480</b>
<b>UN-HABITAT</b>			
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			172 363
Myanmar consortium for capacity development on disaster management			18 213
<b>Total: UN-Habitat – Earmarked</b>			<b>190 576</b>
<b>UNICEF</b>			
Enhancing the network of evacuation centres in Eastern Samar in the Philippines			773 600
Support for safe and secure access to education for Syrian children living outside camps – Switzerland			479 237
Strengthening routine immunization activities in the high-risk areas and Za'atari refugee camp in Jordan			349 012
Protecting migrant children from trafficking and exploitation in Zambia			338 003
Funds received in 2015 – to be allocated			317 953

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNICEF (continued)</b>			
Increasing child protection and combating child trafficking through community education in child rights – Ghana			265 929
Cold chain and vaccine management in lower Juba region of Somalia – Somalia			181 245
Integrated biological and behavioural surveillance survey in Hargeisa and rapid assessment in Mogadishu – Somalia			60 018
Improving water and sanitation infrastructure and hygiene promotion for vulnerable communities – Somalia			51 939
Pre-positioning water, sanitation and hygiene emergency supplies in Middle Juba and Lower Juba regions of Somalia			36 594
Strengthening provincial institutional capacities in providing assistance to victims of trafficking in Argentina			30 678
Displacement tracking matrix – Burundi			27 000
<b>Total: UNICEF – Earmarked</b>			<b>2 911 208</b>
<b>UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION IN SOMALIA</b>			
Supporting the government of Somalia to create a secure environment for female former combatants – Somalia			181 681
<b>Total: United Nations Assistance Mission in Somalia – Earmarked</b>			<b>181 681</b>
<b>UNITED NATIONS CONVENTION TO COMBAT DESERTIFICATION</b>			
Developing global cartography on migration, environment and climate change – Switzerland			12 500
<b>Total: United Nations Convention to Combat Desertification – Earmarked</b>			<b>12 500</b>
<b>UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS</b>			
Junior professional officer – Italy			155 645
<b>Total: United Nations Department of Economic and Social Affairs – Earmarked</b>			<b>155 645</b>
<b>UNITED NATIONS DEPARTMENT OF SAFETY AND SECURITY</b>			
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			172 363
<b>Total: United Nations Department of Safety and Security – Earmarked</b>			<b>172 363</b>
<b>UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME</b>			
Funds received in 2015 – to be allocated			1 247 022
Joint migration and development initiative – phase II – Belgium			108 444
Joint migration and development initiative: strengthening the contribution of migration – Switzerland			27 328
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			4 699
Promotion of rights in Brazilian migration policy – phase II – for refund			(11 606)
<b>Total: United Nations Development Programme – Earmarked</b>			<b>1 375 887</b>
<b>UNITED NATIONS INTERIM SECURITY FORCE FOR ABYEI</b>			
Mitigating conflict in Abyei through water, sanitation and livelihood interventions – Sudan			364 170
<b>Total: United Nations Interim Security Force for Abyei – Earmarked</b>			<b>364 170</b>
<b>UNITED NATIONS JOINT PROGRAMME ON GENDER-BASED VIOLENCE IN ZAMBIA</b>			
United Nations joint programme on gender-based violence: capacity-building on gender and migration – Zambia			605 500
<b>Total: United Nations Joint Programme on Gender-based Violence in Zambia – Earmarked</b>			<b>605 500</b>
<b>UNITED NATIONS MULTIDIMENSIONAL INTEGRATED STABILIZATION MISSION IN MALI</b>			
Technical support for Mali's national border policy review – Mali			119 641
<b>Total: United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali – Earmarked</b>			<b>119 641</b>
<b>UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES</b>			
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – programme management budget – Myanmar			993 518
Early and improved case detection of tuberculosis through the use of GeneXpert technology in Nepal	255 890		471 388
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – comprehensive health plan (Mawlamyinegyun) – Myanmar	23 616		388 210

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES (continued)</b>			
Maternal, newborn and child health: 3MDG fund – comprehensive health plan (Bogale) – Myanmar	40 910		238 068
Floods rehabilitation support project – Serbia			265 874
Tuberculosis control and early detection among migrants and migration-affected communities – Zimbabwe			162 998
Migration as a livelihood diversification strategy in the Delta (MILDAS) – Myanmar			110 873
Joint initiative on maternal, neonatal and child health: inclusion in the 3MDG fund framework – Myanmar			29 998
Joint initiative on maternal, neonatal and child health: inclusion in the 3MDG fund framework – Myanmar			24 741
Joint initiative on maternal, neonatal and child health: inclusion in the 3MDG fund framework – Myanmar – for refund			(15 971)
Joint initiative on maternal, neonatal and child health: inclusion in the 3MDG fund framework – Myanmar – for refund			(76 525)
<b>Total: United Nations Office for Project Services – Earmarked</b>	<b>320 416</b>		<b>2 593 172</b>
<b>UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME</b>			
Strengthening institutional capacities to identify and respond to cases of trafficking in persons between Colombian regions			196 899
Project for running the United Nations common compound in Bossaso – Somalia			101 079
Capacity-building on community stabilization for Afghan victims of injustice via infrastructure programmes – for refund			(358)
Support for the chairmanship of the inter-agency coordination group against trafficking in persons – Switzerland – for refund			(7 551)
<b>Total: United Nations Office on Drugs and Crime – Earmarked</b>			<b>290 070</b>
<b>UNITED NATIONS PEACE FUND FOR NEPAL</b>			
Building the foundations for access to justice and reparations for conflict-related sexual violence survivors – Nepal			283 623
<b>Total: United Nations Peace Fund for Nepal – Earmarked</b>			<b>283 623</b>
<b>UNITED NATIONS POPULATION FUND</b>			
Prevention of violence against women in Central America			3 882 106
Winterization: blanket distribution for displaced populations affected by cyclone Komen in Chin state – Myanmar			142 150
Displacement tracking matrix – Burundi			12 800
Collaboration on the migration profile of the United Republic of Tanzania			8 025
Construction and repair of birthing facilities, women-friendly spaces and safe havens – Philippines – net of “for refund”			(70 205)
<b>Total: United Nations Population Fund – Earmarked</b>			<b>3 974 876</b>
<b>UNITED NATIONS RESIDENT COORDINATOR’S OFFICE IN BURUNDI</b>			
Assistance for internally displaced persons affected by flooding and landslides in Rumonge Province in Burundi			12 000
<b>Total: United Nations Resident Coordinator’s Office in Burundi – Earmarked</b>			<b>12 000</b>
<b>UNITED NATIONS STABILIZATION MISSION IN HAITI</b>			
Reducing community violence and vulnerability in Cap-Haïtien through sanitation and drainage works – Haiti			119 948
Reducing community violence in Delmas 31 by improving the local school – Haiti			119 323
Building the capacity of young, unemployed and vulnerable people in communities at risk – Haiti			110 749
Reducing community violence and vulnerability in Cap-Haïtien through sanitation and drainage works – phase II – Haiti			110 076
Stabilizing the communities of Saint Martin through road reconstruction and construction of sanitation infrastructure – Haiti			104 762
Reducing community violence and vulnerability in Cap-Haïtien in Haiti – phase I amendment			29 266
Protecting the city of Gonaïves by building a drainage canal – phase IV – Haiti			29 194
Protecting the city of Gonaïves by building a drainage canal – phase V – Haiti			14 464
<b>Total: United Nations Stabilization Mission in Haiti – Earmarked</b>			<b>637 783</b>

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>UNITED NATIONS TRUST FUND FOR HUMAN SECURITY</b>			
Joint programme to improve human security of Ngöbe and Buglé temporary migrants – Costa Rica and Panama			847 247
Strengthening human security in the border communities of Turkana – Kenya			530 407
<b>Total: United Nations Trust Fund for Human Security – Earmarked</b>			<b>1 377 654</b>
<b>UN-WOMEN</b>			
Empowering abandoned women from migrant families in Tajikistan			174 652
Preventing and addressing violence against women and girls in Albania, Mexico and Timor-Leste – Albania			78 692
<b>Total: UN-Women – Earmarked</b>			<b>253 344</b>
<b>VIET NAM ONE PLAN FUND II</b>			
Assessment on environment-induced population resettlement design, planning and implementation – Viet Nam			48 557
<b>Total: Viet Nam One Plan Fund II – Earmarked</b>			<b>48 557</b>
<b>WORLD FOOD PROGRAMME</b>			
Bentiu protection of civilians site logistics hub development – South Sudan			616 196
World food programme beneficiary re-verification project (capturing the missing fingerprint in Darfur)			180 358
Food distribution to stranded migrants in Hajjah, Sana'a and Aden governorates in Yemen			28 000
Supplementary feeding for HIV and tuberculosis patients in IOM's integrated migration health programme – Myanmar			20 916
Displacement tracking matrix – Burundi			20 000
Research activities on the link between international migration and food insecurity – Panama			17 762
Funds received in 2015 – to be allocated			2 564
<b>Total: World Food Programme – Earmarked</b>			<b>885 796</b>
<b>WORLD HEALTH ORGANIZATION</b>			
Monitoring migratory flows in the context of identifying Ebola cases – Mali			251 040
Desk review on policies and legal frameworks that support access to malaria-related services – Thailand			11 000
<b>Total: World Health Organization – Earmarked</b>			<b>262 040</b>
<b>Subtotal: UNITED NATIONS ORGANIZATIONS AND FUNDS</b>	<b>643 416</b>		<b>100 496 494</b>
<b>PRIVATE SECTOR</b>			
Empresas Públicas de Medellín – Management of the migratory effects of the Ituango hydroelectric project: improving livelihoods – Colombia			1 490 617
USAIM c/o IOM – Facilitation of circular labour migration of Haitian seasonal workers to the United States – Haiti			1 024 849
Management Systems International, Inc. – HUMAID/DARFUR monitoring project – Sudan			491 549
AmeriCares Foundation – Recovery phase: step-down care facility for earthquake-affected patients and their families in Sindhupalchowk in Nepal	282 274		164 914
AmeriCares Foundation – Rapid revitalization of health systems in region 6 – Philippines			403 733
Equión Energía Limited – Strengthening socio-productive conditions of coffee-growing families and youth – Colombia			363 045
Apple Inc. – Promoting ethical recruitment and fair labour practices in the electronics industry supply chain – phase II – Switzerland			289 856
AmeriCares Foundation – Ebola crisis response in Liberia – Switzerland	285 283		
IKEA Supply AG – Enhancing IKEA capacity to protect migrant workers through their suppliers' compliance with ethical recruitment standards – Bangladesh			277 500
BP Exploration (Caspian Sea) Ltd. – Supporting the establishment of effective migration management in Azerbaijan (SEMMA)			220 657
University of the Republic of Uruguay – Cooperation agreement with University of Uruguay			210 198
Philip Morris International – Support for the Serbian border police in regulating the influx of migrants and refugees at entry and transit points – Serbia			199 990
AMADEUS – Amadeus incentive – global			177 529
Philip Morris International – Improving the livelihood of former combatants and reducing the return to armed conflicts – Colombia			132 000
Ewha Woman's University – Research on the role of remittances for sustainable development in Nepal – Republic of Korea			102 827

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>PRIVATE SECTOR (continued)</b>			
Philip Morris International – Enhancing the human rights situation of migrants through the setting up of shelter facilities for those awaiting registration – Macedonia			101 551
Läkarmissionen – Reintegration of victims of trafficking through specialized assistance in the Republic of Moldova, including the Transnistria region			83 369
Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health – Non-communicable disease guidelines and health records for refugees in Lebanon			76 384
AmeriCares Foundation – Mental health and psychosocial support in region 6 – Philippines			75 000
USAIM c/o IOM – Rescue, rehabilitation, return and reintegration of child victims of trafficking for labour exploitation – Ghana			71 546
Minera Quinchia SAS – Improving socioeconomic development and mitigating the effects of migration on families – Colombia			56 886
Apple Inc. – Promoting ethical recruitment and fair labour practices in Apple’s supply chain – phase I – Switzerland			53 350
Prudhomme International Inc. – Facilitating the recruitment of migrant workers for employment in Canada – Mauritius			52 002
Private donor – Partnership support for trafficked children in Ghana			51 322
Oxford Policy Management – Development of financing mechanisms to support a draft framework for mobile populations – South Africa			44 570
University of Sarajevo Clinical Center – Swedish medical programme for Bosnia and Herzegovina and UNSC resolution 1244-administered Kosovo – phase IV – period II			44 457
USAIM c/o IOM – Immediate humanitarian assistance for vulnerable Ethiopian migrants in Yemen – Switzerland			33 750
Porticus Asia Ltd – Strengthening victim identification and protection of foreign domestic workers – Hong Kong, China			33 557
ISAGEN Energía Productiva – Awareness on sexual exploitation and abuse of children in areas impacted by ISAGEN energy generation projects – Colombia			32 289
Fundación BBVA Bancomer – Strengthening the capacities of shelters in Mexico to provide care to girls, boys and adolescents			27 997
Micronesia Registration Advisors, Inc. – Miscellaneous donations for typhoon Maysak response in the Federated States of Micronesia			25 000
Oak Foundation Ltd – Joint IOM–Save the Children documentary on children in cities – Switzerland			24 867
Singapore Management University – Grandparents of Myanmar caring for grandchildren: impact of cross-border migration – Myanmar			24 119
Mahvash and Jahangir Siddiqui Foundation – Supporting communities to build back safer in multi-hazard environments – Pakistan			23 585
SOFRECO/DEVCO – EU-Viet Nam strategic dialogue facility: assessment of human trafficking in Viet Nam			21 001
Ronald A. Chisholm Ltd – Selection, preparation and mobilization of migrant workers for companies – Quebec, Canada			16 046
Swiss Foundation of the International Social Service – Reintegration assistance from Switzerland (cantonal donors and NGOs)			14 488
Syracuse University – Student mobility programme for Syracuse university in Ghana 2015			12 075
University of Liverpool – Mapping and impacts of advanced research degree graduates in social sciences (POCARIM) – Poland			10 550
Private donations on the IOM website – Funds received in 2015 – to be allocated			9 409
USAIM and private donations – Funds received in 2015 – to be allocated			9 200
Private donations on the IOM website – IOM Skopje service fee and miscellaneous income project			9 000
Sprint Corporation – In-kind contribution	7 601		
Tbilisi State University – UNIMIG – Migration and higher education: building skills and capacity – Georgia			7 401
Heinrich Böll Foundation – Developing global cartography on migration, environment and climate change – Switzerland			6 608
Private donations on the IOM website – Humanitarian and relief work to assist victims of the Syria crisis			6 606
Oyu Tolgoi LLC – Protecting the rights of migrant women and victims of trafficking in Mongolia – China			5 666
Georgetown University – Trafficking survivors return home: an exploratory study – Switzerland			5 500
Loughborough University – Support for migrants in the United Kingdom exposed to violence, by pooling resources for community-based actors – Slovakia			5 150
The Network University – E-learning for entrepreneurship in West Africa – Netherlands			4 225
Foundation for Population, Migration and Environment – Week against human trafficking 2015 in Switzerland			4 124

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>PRIVATE SECTOR (continued)</b>			
Bertelsmann Foundation – Book chapter and presentation on IOM’s IRIS project – Switzerland			3 401
Orchid Cellmark – Consular support service for New Zealand			2 770
Private donations on the IOM website – IOM Bangkok service fees			2 463
USAIM c/o IOM – Partnership support for trafficked children in Ghana			2 126
Private donations on the IOM website – Emergency grant aid for Nepal in response to the earthquake			1 840
Private donations on the IOM website – Increasing stability and human security of migrants and mobile populations in Somalia			1 278
Private donations on the IOM website – Sponsorship of 200 trafficked children in Ghana			1 027
Mobile Business Communication West – Miscellaneous income – Netherlands	1 006		
University of Warsaw – Analysis of migrants’ enfranchisement process by example of EU countries – Poland – for refund			(260)
Foundation Ana and Vlade Divac – Provision of social housing in a supportive environment in Belgrade – Serbia – for refund			(3 752)
Läkarmissionen – Capacity-building for medical and psychosocial care of victims of trafficking – Republic of Moldova – for refund			(9 659)
<b>Subtotal: PRIVATE SECTOR</b>	<b>576 163</b>		<b>6 633 148</b>
<b>OTHER ORGANIZATIONS</b>			
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Creating alternatives for sex workers of Latin America to reduce their vulnerability to HIV – Argentina			2 803 075
Financial Mechanism Office – Supporting organizations that assist the migrant asylum-seeking population in Greece			2 476 511
Council of Europe Development Bank – IOM migrant and refugees in the former Yugoslav Republic of Macedonia – Macedonia			2 197 802
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Enhancing tuberculosis prevention, diagnosis and treatment for Syrian refugees and other vulnerable populations			2 071 932
International Rescue Committee – Maternal, newborn and child health services in Kayah state – Myanmar			1 396 127
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Enhancing tuberculosis prevention, diagnosis and treatment among Syrian refugees in Jordan			1 249 475
Save the Children Federation – Community-based tuberculosis awareness, detection, diagnosis and treatment in mobility communities – Myanmar	85 660		1 076 749
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Strengthening the STOP TB strategy in 46 high-priority municipalities of Colombia			1 064 546
Save the Children Federation – Targeted HIV prevention and community-based diagnosis, treatment, care and support – Myanmar	308 810		723 742
Council of Europe Development Bank – Financial assistance from migrant and refugee fund for migrants in Greece			813 187
Swisscontact – Implementation of a mobile training unit under the vocational skills development programme – Myanmar	10 567		763 453
Save the Children Federation – Community-based malaria prevention, detection and treatment in mobility-affected communities in Mon state and Kayin state – Myanmar	162 195		601 801
Swedish Red Cross – Refugees from the Middle East and Africa			710 072
Tearfund/DEVCO – Reintegration assistance for returnees and host communities in Uige province in Angola			599 258
Council of Europe Development Bank – Migrants and refugees in Serbia			439 560
Council of Europe Development Bank – Migrants and refugees in Slovenia			427 355
Community Chest of Korea – 2015 shelter assistance for populations affected by the 2015 earthquake in Nepal			350 000
Anesvad Foundation – Promoting sexual and reproductive health rights for people living in 756 slums in Sylhet City of Bangladesh			255 160
Intergovernmental Authority on Development – Building regional and national capacities for improved migration governance in Ethiopia			248 854
INTERPOL – Combating child trafficking in the cocoa industry – Ghana			248 117
Croix-Rouge Genevoise – Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation – Switzerland			228 679
Organization of American States/DEVCO – Irregular migration prevention programme in the Mesoamerica region – El Salvador			208 749
International Rescue Committee – Strengthening infection control and water, sanitation and hygiene infrastructure in government hospitals in Sierra Leone – Switzerland			180 892

	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>OTHER ORGANIZATIONS (continued)</b>			
Anesvad Foundation – Strengthening health services for survivors of human trafficking and abuse – Bangladesh			155 814
Rotary Verwaltungsverein (RVV) – In-kind contribution	142 229		
ChildFund Korea – Access to education and provision of non-food items for out-of-camp Syrian school children – Switzerland			119 982
Swiss Red Cross Uri – Reimbursable movements to/from Switzerland			116 564
Norwegian Refugee Council/ECHO – Protection and improvement of living conditions of vulnerable displaced, returnees, migrants and conflict-affected individuals and communities in Yemen			113 419
International Rescue Committee/European Commission – Emergency response mechanism – Ethiopia			109 886
Population Services International – USAID dialogue on HIV and tuberculosis project – Tajikistan			107 676
Project HOPE – USAID tuberculosis control programme – Tajikistan			100 964
Islamic Relief Worldwide – Improving food security of the targeted beneficiaries in Boda, Central African Republic – Switzerland			100 321
Action contre la Faim – Strengthening the response capacities for cholera outbreaks in Haiti			97 493
Norwegian Refugee Council/DEVCO – Regional consultation on climate change, disasters and human mobility – Bangladesh			89 728
World Bank – Protection of lands and property of the displaced population – phase III – Colombia – net of “for refund”			82 126
Center for International Migration and Integration – Migration management capacity-building in Israel: promoting migrant rights – Austria			80 314
Asian Development Bank – HIV prevention and infrastructure: mitigating risk in the Greater Mekong Subregion – Myanmar			64 670
British Council Ghana – scholarship holders in the United Kingdom and France: support for the British Council			60 805
International and European Forum for Migration Research – WORK INT: assessing and enhancing integration in workplaces – Belgium			60 503
Secretariat of the Pacific Community – Implementing a hazard mitigation measure in Awak school in Pohnpei – Federated States of Micronesia			60 000
KNCV Tuberculosis Foundation – Innovative approaches for increasing tuberculosis case detection among migrants and families in Tajikistan			56 380
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria – Establishment of a technical secretariat for the Colombian country coordination mechanism			55 264
Save the Children South Africa – Migration dialogue for Southern Africa (MDSA)			54 000
Croix-Rouge Genevoise – Assisted voluntary return and reintegration for migrants in an irregular situation in Geneva			47 792
Asian Development Bank – Assessing gender dimensions and impacts of regional cooperation and integration in South Asia			41 271
TEBA Development – Building capacity to implement and monitor responses to HIV/AIDS in mine-sending areas – Mozambique			40 488
World Bank – Supporting the transitional justice and reconciliation commission in Mindanao, the Philippines – Austria			40 000
Leibniz Institute for Regional Geography – Regions benefiting from returning migrants – Czech Republic			39 696
Union for Development and Integration of Roma Minority in Albania – Fostering the social inclusion of Roma communities in Albania through targeted interventions for children			37 824
Religiosas Oblatas del Santísimo Redentor – Strengthening Uruguay’s efforts to effectively combat trafficking in persons at the local level – Uruguay			33 908
Vital Voices Global Partnership Inc. – Gender-based violence emergency response and protection initiative – Switzerland			32 782
USAIM c/o IOM – Distribution of winter clothing for students in Syrian refugee camps in the Kurdistan region of Iraq			31 800
Project HOPE – Addressing tuberculosis, multi-drug resistant and extensively drug-resistant tuberculosis, and tuberculosis and HIV among migrant workers in Kazakhstan			29 331
Cooperativa Prospettiva a.r.l. ONLUS – Beyond the borders – Italy			27 385
Diaconia of the Evangelical Church of Czech Brethren – Information campaign on prevention of labour exploitation of Bulgarian citizens in the Czech Republic			25 260
Assumption Alumnae Association – Recovery shelter support for displaced persons in Mercedes, Eastern Samar – Philippines			21 670
Red Cross – Association Cantonale Bernoise – Reimbursable movements to/from Switzerland			20 827
Swisscontact – Vocational skills development programme – Myanmar			20 000
Croix-Rouge Genevoise – IOM Bern and Croix-Rouge Genevoise: assisted voluntary return and reintegration for migrants – Geneva			19 417
Caritas Bern – Reimbursable movements to/from Switzerland			18 728



	In-kind contributions USD	Unearmarked USD	Earmarked USD
<b>OTHER ORGANIZATIONS (continued)</b>			
Kenya Medical Research Institute/CDC – Enhancing infectious disease monitoring and mental health among refugee and mobile populations in East Africa – Kenya			15 522
The Forest Trust – Ethical recruitment and fair labour training for the forest trust social auditors in the palm oil sector – Switzerland			13 457
Fairwork – Assisted voluntary return from detention and alternatives for irregular migrants – Netherlands – net of “for refund”			9 529
Red Cross Sion (Croix-Rouge Suisse) – Reimbursable movements to/from Switzerland			8 798
Fundación Oleoductos de Colombia – Training on peace and peaceful coexistence education for community leaders in Caucaasia – Colombia			7 684
Caritas Fribourg – Reimbursable movements to/from Switzerland			4 462
Centre Social Protestant – Reimbursable movements to/from Switzerland			4 065
Slovo 21 (NGO Word 21)/European Commission – Welcome to the Czech Republic 2			2 886
Swiss Red Cross Uri – Reimbursable movements to/from Switzerland			2 856
Asociatia Serviciul Apel – National coordination of the integration of third-country nationals in Romania			2 236
Caritas Aargau – Reimbursable movements to/from Switzerland			1 768
International Visegrad Fund – Counter-trafficking hotlines campaign in vulnerable regions in Slovakia, the Czech Republic and Poland – Slovakia			1 668
Human Rights Association Austria – Funds received in 2015 – to be allocated			1 457
Swiss Red Cross – Funds received in 2015 – to be allocated			1 408
Swiss Red Cross Zurich – Reimbursable movements to/from Switzerland			1 349
International Centre for Migration Policy Development – Survey on migration policies in West Africa – Burkina Faso – for refund			(71)
eHealth Africa – Ebola crisis response: health and humanitarian border management in Sierra Leone – Switzerland – net of “for refund”			(142 594)
<b>Subtotal: OTHER ORGANIZATIONS</b>	<b>709 461</b>		<b>23 285 665</b>
Promissory note repayments			48 287 972
Net interest and other income		3 413 350	
Refugees, migrants, sponsors and others			108 375 290
Year-end net accrual adjustments of down payment			(7 385 136)
<b>TOTAL: CONTRIBUTIONS</b>	<b>3 511 880</b>	<b>6 731 290</b>	<b>1 550 020 234</b>
<b>TOTAL: REVENUE – CONTRIBUTIONS AND OTHER</b>			<b>1 560 263 404</b>

**GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA**

Etat des recettes et des dépenses pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2015

Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>RECETTES</b>		
<b>FONAPAZ</b>		
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	998	954
Programmes techniques – Exécutif I – PTV	13	12
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	35	(193)
	<b>1 046</b>	<b>773</b>
<b>SCEP</b>		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	30	30
	<b>30</b>	<b>30</b>
Réévaluation du taux de change du solde reporté		485 919
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 076</b>	<b>486 722</b>
<b>DEPENSES</b>		
<b>FONAPAZ</b>		
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO		
Supervision – SUPERVISION		
	0	0
<b>SCEP</b>		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	38	54
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>38</b>	<b>54</b>
<b>Dépenses excédentaires pour l'exercice</b>	<b>1 038</b>	<b>486 668</b>
<b>Recettes reportées en début d'exercice</b>		
FONAPAZ	15 122 439	14 635 747
SCEP	(413 284)	(413 260)
	<b>14 709 155</b>	<b>14 222 487</b>
<b>Recettes reportées en fin d'exercice</b>		
FONAPAZ	15 123 485	15 122 439
SCEP	(413 292)	(413 284)
	<b>14 710 193</b>	<b>14 709 155</b>

**GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE DU GUATEMALA (suite)**  
Etat de l'actif et du passif au 31 décembre 2015

	Dollars E.-U.	
	2015	2014
<b>ACTIF</b>		
Avoirs bancaires et liquidités	34 430	33 361
Sommes à recevoir	18 980 522	18 979 595
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>19 014 952</b>	<b>19 012 956</b>
<b>PASSIF ET FONDS</b>		
Sommes à payer	4 304 759	4 303 801
Recettes reportées en fin d'exercice	14 710 193	14 709 155
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</b>	<b>19 014 952</b>	<b>19 012 956</b>

**Remarque générale**

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et de FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et FONAPAZ. Les dépenses du Fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet d'une vérification comptable de la part de l'OIM, conformément à son Règlement financier.

Le Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales est financé par le Secrétariat à la coordination exécutive de la présidence (SCEP), une institution qui recueille les demandes d'investissement social soumises par les communautés urbaines et rurales en accord avec les dispositions du décret n° 35-04 du Congrès guatémaltèque et du Budget d'Etat général pour les rentrées et les dépenses (année fiscale 2005). Plus précisément, ce programme comprend les éléments ci-après : construction de routes locales ; fourniture d'eau potable et de structures d'assainissement ; construction d'écoles ; mise en place d'infrastructures, fourniture de services sanitaires et assistance sociale ; exécution de programmes productifs ; ainsi que d'autres éléments destinés à améliorer le niveau de vie des populations vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté partout dans le pays. L'OIM fournira une assistance technique et administrative à la mise en œuvre et au fonctionnement du Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales encouragé par la présidence du Guatemala au travers du SCEP. Ce programme prend appui sur la longue expérience de l'OIM dans l'exécution fructueuse de projets complets de développement dans le cadre de FONAPAZ.

**Politique comptable**

Les états financiers ont été établis selon le système de comptabilité de caisse modifiée. En conséquence, les produits sont comptabilisés non pas lorsqu'ils sont acquis, mais lorsqu'ils sont reçus, tandis que les charges sont comptabilisées lorsqu'elles ont été réglées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les charges pourraient donc excéder temporairement les produits enregistrés pour une catégorie donnée de projets.

Les recettes et les dépenses du Fonds fiduciaire sont présentées par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars E.-U., après conversion au taux de 7,62 au 31 décembre 2015 (contre 7,61 au 31 décembre 2014).